

COMMUNE DE NOAILLAN

PLAN
COMMUNAL
DE
SAUVEGARDE
P.C.S



DISPOSITIF
COMMUNAL
DE CRISE

D.C.C



TÉLÉPHONE 05 56 25 35 08
TÉLÉCOPIE 05 56 25 86 49
Email : mairie.noaillan@wanadoo.fr

REÇU LE
23 DEC. 2010
SOUS-PREFECTURE
de LANGON-GDF

ARRETE

Le Maire de la Commune de NOAILLAN

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2211.1, 2212-1, 2212-2, 2212-4 et 2212-5, relatifs aux pouvoirs de police du Maire;

Vu le code de l'Environnement et notamment son article L.125-2 relatif à l'information préventive sur les risques majeurs;

Vu la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile et notamment ses articles 13 et 16;

Vu le décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005, relatif au Plan Communal de Sauvegarde;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 mai 2010 approuvant le Plan Communal de Sauvegarde

Considérant que la Commune est exposée aux risques tel que Feux de Forêt et risque de tempête et qu'il est important de prévoir, d'organiser et de structurer l'action communale en cas de crise;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Communal de Sauvegarde de la Commune de NOAILLAN est applicable à compter du 1er janvier 2011.

ARTICLE 2 : Le Plan Communal de Sauvegarde fera l'objet des mises à jour nécessaires à sa bonne application.

ARTICLE 3 : Le Plan Communal de Sauvegarde est consultable à la Mairie.

ARTICLE 4 : Copie du présent arrêté seront transmises à :

- Monsieur le Préfet de Gironde
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer (Subdivision Territoriale de la Gironde)
- Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de VILLANDRAUT
- Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de LANGON

Fait à NOAILLAN, le 20 décembre 2010

Le Maire



SOMMAIRE

LE PLAN COMMUNAL DE CRISE

I - LE PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE

- 1 - Elaboration du Plan Communal de Sauvegarde
- 2 - Le Plan Communal de Sauvegarde
- 3 - Annexes : les textes juridiques
- 1 - Article 13 de la loi n°2004 du 13 août 2004 de modernisation de la Sécurité Civile
- 2 - Décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde
- 3 - les textes juridiques de référence
- 4 - Abréviations

II - SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (SDIS)

- 1 - les niveaux de risques opérationnels estimés
- 2 - le maillage du territoire
- 3 - L'attaque des feux naissants
- 4 - Moyens des administrations
- 5 - Moyens des Communes
- 6 - Associations Syndicales Autorisées (ASA) de DFCI et Fédération Girondine
- 7 - Règles de sécurité lors des incendies

III - LES RISQUES Majeurs

- 1 - Le dossier départemental des risques majeurs
- 2 - le risque Feux de Forêt
- 3 - le risque Tempête
- 4 - le risque Transport de Matières Dangereuses

SOMMAIRE

DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE

1 - Préparation d'une gestion de crise due à une catastrophe naturelle

- a) Sommaire
- b) Fiches A0 à A5
- c) Fiches B0 à B6-1

2 - Annuaire de crise

- a) Fiches 00 à 06

3 - Annexes

- 1) Liste des Routes Départementales (+ carte)
- 2) Liste des Voies Communales (+carte)
- 3) Carte de la Commune avec les noms des quartiers
- 4) Carte du réseau EDF
- 5) Carte des bornes incendie et points d'eau
- 6) Principaux services de l'Etat

I - LE PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE

PRÉAMBULE

I) ELABORATION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE

II) LE PCS

III) ANNEXES : LES TEXTES JURIDIQUES

1 - ARTICLE 13 DE LA LOI N°2004 DU 13 AOÛT 2004 DE MODERNISATION DE LA SÉCURITÉ CIVILE

2 - DÉCRET N° 2005-1156 DU 13 SEPTEMBRE 2005 RELATIF AU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE

3 - LES TEXTES JURIDIQUES DE RÉFÉRENCE

IV) ABRÉVIATIONS

La loi de modernisation de la sécurité civile d'août 2004 a créé les outils nécessaires au maire dans son rôle de partenaire majeur de la gestion d'un événement de sécurité civile avec l'institution :

- du Plan Communal de Sauvegarde (PCS)
- de la Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC)
- et l'association aux exercices organisés.

Le PCS a vocation à organiser la mobilisation de cette réponse de proximité, traduisant l'engagement de tous et une culture partagée de la sécurité.

Les événements affectant la population et susceptibles de déstabiliser nos organisations peuvent avoir des causes très variées :

- **catastrophe majeure**
- **accident "courant"** (transport, incendie...)
- **dysfonctionnement des réseaux** (transport, énergie, eau...)
- **phénomènes climatiques**
- **problèmes sanitaires** (canicule, méningite, légionelloses...).

Quel que soit le cas, les réponses apportées doivent être rapides et adaptées pour éviter d'être débordé par les conséquences matérielles ou médiatiques et ainsi ne pas basculer dans la crise.

L'objectif du Plan Communal de Sauvegarde est bien de se préparer préalablement en se formant, en se dotant de modes d'organisation, d'outils techniques pour pouvoir faire face.

Le but est de supprimer au mieux les incertitudes, les actions improvisées en ayant un cadre de référence polyvalent pour gérer des problèmes qui ne sont pas habituels.

La commune est un maillon essentiel de l'organisation générale de la sécurité civile

COMMUNE DE
NOAILLAN

**DISPOSITIF COMMUNAL
DE CRISE**

I

**ELABORATION
DU PLAN COMMUNAL
DE SAUVEGARDE**

ELABORATION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE

L'élaboration du PCS ne signifie pas créer de nouveaux moyens mais d'organiser l'existant.
Mettre au point une organisation fonctionnelle et réactive pour faire face à un événement.

Adapter la présente méthode aux moyens réels de la commune.

Avoir un outil opérationnel.

Le bon sens doit prévaloir durant l'élaboration.

Pour les communes avec peu de moyens, ce plan d'actions peut se résumer à un planning prévisionnel et une répartition des tâches entre les acteurs de l'élaboration.

L'objectif du plan est d'aider la commune à faire face aux différentes situations auxquelles elle peut être confrontée. L'analyse des risques doit ici permettre d'anticiper (prévoir) les mesures de sauvegarde nécessaires en cas de survenue du phénomène.

Certaines de ces situations font déjà l'objet de dispositions prévues par la commune (plan canicule par exemple) et peuvent être logiquement intégrées au PCS ou être étudiés en tant qu'événements menaçants la commune.

I – LA PRIORITE DU PCS

ALERTE ET INFORMATION DE LA POPULATION

Parmi les opérations prioritaires à assurer par toute commune dans le cadre de la sauvegarde, l'alerte et l'information des habitants sont fondamentales. En effet, en cas de menace ou de survenance d'un phénomène sur la commune, **le maire doit dès qu'il en a connaissance :**

- mettre en vigilance ou alerter ses concitoyens afin que chacun puisse adopter un comportement adéquat et se mettre en sécurité en appliquant les consignes prévues par le DICRIM,

- informer de l'évolution de la situation pour que tout le monde sache ce qui se passe et respecte d'éventuelles nouvelles consignes,

- les informer de la fin du sinistre lorsque tout danger est écarté et des mesures d'accompagnement prévues (organisation mise en place pour aider les personnes...).

L'alerte doit donc être très performante et fiable. Le dispositif doit concentrer prioritairement ses forces sur ce sujet. Le maire doit utiliser tout moyen disponible sur le territoire de sa commune pour garantir l'efficacité de l'alerte..

Les communes ne disposant pas de moyens techniques peuvent y pallier par une organisation humaine efficace (relais de quartiers, porte à porte...). Outre son bon déroulement, il convient de s'assurer que tous les habitants disposent des informations nécessaires pour appliquer les consignes de sécurité adéquates, diffusées notamment dans le cadre du DICRIM.

Le deuxième volet de l'alerte concerne l'organisation communale de gestion de l'événement. A tout moment (24 heures sur 24), la commune doit être à la fois en mesure de recevoir une alerte des autorités et capable de diffuser une alerte à la population et aux équipes constituant le dispositif..

2 – AVEC QUOI FAIRE FACE

RECENSEMENT DES MOYENS

Les missions de sauvegarde sont essentiellement tournées vers l'aide à la population et le soutien au dispositif de secours. Le recensement des moyens vise donc à établir une liste du matériel et des personnes disponibles sur la commune pour assurer ces missions. Même pour une commune ne disposant que de très peu de moyens propres, il est indispensable de dresser cet inventaire et de le compléter par le recensement des moyens privés.

En effet, le maire dispose d'un pouvoir de réquisition sur le territoire de sa commune en cas de nécessité.

3 – COMMENT SE REPARTIR EFFICACEMENT LES RÔLES

ORGANISATION COMMUNALE DE GESTION D'UN EVENEMENT

Le but du PCS est d'apporter une réponse opérationnelle à un événement. Cette organisation peut être conçue de deux manières en fonction des capacités humaines de la collectivité :

- pour les communes avec peu d'intervenants : les missions ne pourront être assumées que successivement. La commune s'attachera donc plutôt à établir des priorités parmi les missions et à les répartir au regard de cet objectif d'actions successives ;

Le cœur de l'organisation est le Poste de Commandement Communal (PCC).

Son fonctionnement est une priorité. Toutes les décisions doivent partir ou transiter par lui et toutes les actions mises en œuvre doivent y être relatées et consignées.

Le maire doit pouvoir être libre de se déplacer en fonction des besoins et pour assurer la communication.

Cette liberté n'est possible que s'il peut s'appuyer de manière certaine sur une personne pour mettre en œuvre les actions de sauvegarde.

Cette personne sera le Responsable des Actions Communales (RAC).

Le RAC doit être clairement identifié au sein de la structure de commandement municipale et avoir autorité sur l'ensemble des moyens municipaux pouvant être mobilisés. Il assure la liaison avec les autorités "opérationnelles" (le DOS et le COS).

Pour certaines communes, le PCC pourra se limiter à une personne qui tiendra la main-courante et qui garantira la circulation des informations (données arrivant au PCC, ordres émanant du DOS...).

4 – QUELS MOYENS POUR ÊTRE EFFICACE

OUTILS D'AIDE A LA GESTION D 'UN EVENEMENT

Il n'existe pas de plan type ou idéal. L'outil réalisé doit être à l'image de l'organisation élaborée et au service des utilisateurs.

Lors d'un événement, tous les intervenants communaux vont être pressés, stressés et peu enclin à lire un document. Afin d'éviter qu'il ne soit mis de côté dès le départ, le PCS ne doit donc pas souffrir d'un excès d'information. Des fiches simples, concises voire schématiques ou illustrées (photos, dessins, modes d'emploi...) sont préférables à du texte.

L'objectif de cet outil est d'être un aide mémoire, un guide permettant de savoir "qui va faire quoi et comment".

COMMUNE DE
NOAILLAN

**DISPOSITIF COMMUNAL
DE CRISE**

II

**LE PLAN COMMUNAL
DE SAUVEGARDE**

LE PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE

1.1. LA DIRECTION DES OPERATIONS DE SECOURS

La fonction de Directeur des Opérations de Secours (DOS) ne peut être assurée que par deux autorités :

- le maire sur le territoire de sa commune**
- le préfet à l'échelon du département.**

Le directeur - DOS - est assisté sur le terrain par **un Commandant des Opérations de Secours (COS), officier sapeur-pompier**.

Le commandant - COS - assure le commandement opérationnel des opérations de secours.

Le directeur - DOS - décide des orientations stratégiques et valide les actions proposées par le commandant - COS.

Le maire assure la direction des opérations de secours dans la limite de sa commune jusqu'à ce que, si nécessaire, le préfet assume cette responsabilité dans les cas évoqués ci-après. Ainsi, **le maire met en œuvre les premières mesures d'urgence**, en lien étroit avec le commandant (COS) chargé de la conduite opérationnelle des secours, et les mesures de sauvegarde.

Généralement, pour la plupart des opérations courantes des services de secours, le maire est juridiquement le responsable mais il n'a aucune action à réaliser, il peut être simplement informé.

Le préfet est directeur - DOS -, dans les cas suivants :

- si l'événement dépasse les capacités d'une commune,
- lorsque le maire fait appel au représentant de l'Etat,
- lorsque, le maire s'étant abstenu de prendre les mesures nécessaires, le préfet se substitue à lui, après une mise en demeure restée sans résultat,
- lorsque l'événement concerne plusieurs communes du département,
- lors de la mise en œuvre du plan ORSEC (organisation des secours).

Le préfet, directeur - DOS -, s'appuie donc sur le commandant - COS - pour la conduite des opérations de secours et **sur le maire pour le volet "sauvegarde des populations"**.

Le maire assume toujours, sur le territoire de sa commune, ses obligations de mise en œuvre des mesures de sauvegarde vis à vis de ses administrés (alerte, évacuation...) ou des missions que le préfet peut être amené à lui confier (accueil éventuel de personnes évacuées...) dans le cadre d'une opération de secours d'ampleur ou de nature particulière nécessitant une large mobilisation de moyens.

1.2. LE PCS EST LE MAILLON LOCAL DE L'ORGANISATION DE LA SECURITE CIVILE

Ses rapports avec la population et sa connaissance du terrain font du maire un élément fondamental du dispositif de sécurité civile. Ainsi, de par sa proximité, la commune est le premier niveau d'organisation pour faire face à un événement. Elle s'intègre dans un dispositif comprenant trois autres niveaux : départemental, zonal et national, où l'Etat met en place une organisation opérationnelle permettant de déployer des moyens spécifiques ou complémentaires en fonction des besoins. Dans tous les cas, l'interlocuteur du maire est le préfet du département.

L'organisation opérationnelle des moyens départementaux est définie par le plan ORSEC (ORganisation des SECours) départemental.

Ce plan comprend des dispositions générales composées des différents éléments nécessaires à la gestion de tout type d'événement, complétées, le cas échéant, par des dispositions spécifiques pour faire face aux conséquences prévisibles de chacun des risques et menaces recensés au niveau du département.

* Le plan ORSEC départemental comprend :

- un inventaire et une analyse des risques et des effets potentiels des menaces de toute nature pour la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement, recensés par l'ensemble des personnes publiques et privées ;
- un dispositif opérationnel répondant à cette analyse et qui organise dans la continuité la réaction des pouvoirs publics face à l'événement. Il est composé de dispositions générales et spécifiques ;
- les modalités de préparation et d'entraînement de l'ensemble des personnes publiques et privées à leur mission de sécurité civile.

Les dispositions générales définissent notamment :

- l'organisation de la veille, de la mobilisation, de la coordination et du commandement,
- le suivi des dispositifs de vigilance ayant pour but de prévoir certains risques,
- les procédures et les moyens permettant d'alerter les collectivités locales et l'ensemble des personnes publiques et privées concernées,
- les procédures et les moyens permettant d'alerter et d'informer en situation d'urgence les populations,
- les modes d'action communs à plusieurs types d'événements parmi lesquels ceux destinés à assurer :
 - le secours à de nombreuses victimes,
 - la protection, la prise en charge et le soutien des victimes et des populations,
 - ...

Les dispositions spécifiques détaillent les conséquences prévisibles des risques et des menaces identifiés préalablement. Elles précisent les effets à obtenir, les moyens de secours et les mesures adaptés à mettre en œuvre, les missions particulières de l'ensemble des acteurs concernés pour traiter l'événement. Les dispositions spécifiques comprennent notamment les Plans Particuliers d'Intervention (PPI) qui définissent la stratégie en cas d'accident sur certains sites dont les établissements industriels "classés Seveso II", les installations nucléaires ou les grands barrages.

1.3. LE PCS PERMET DE GERER LES DIFFERENTES PHASES D'UN EVENEMENT DE SECURITE CIVILE : L'URGENCE, LE POST-URGENCE ET LE RETOUR A LA NORMALE

Il s'agit, avant l'événement, de se préparer, s'organiser, se former et s'entraîner pour être prêt si nécessaire.

Le PCS définit les bases d'un dispositif dont l'ambition n'est pas de tout prévoir mais d'identifier et d'organiser par anticipation les principales fonctions et missions pour faire face à toutes situations. Le dispositif doit être modulable et adaptable pour permettre de dimensionner la réponse à l'événement. C'est un travail à finalité opérationnelle.

LES TROIS PHASES D'UN ÉVÉNEMENT DE SÉCURITÉ CIVILE

SECOURS – URGENCE – SAUVEGARDE

Période : immédiatement après l'événement, peut être précédée dans certains cas d'un période de vigilance.

Durée : de quelques heures à quelques jours.

Actions : réflexes, alerter et informer, premiers secours, protection et assistance de la population.

Intervenants : services de secours, commune...

AU-DELÀ DE L'URGENCE (POST-URGENCE)

Période : débute dès que la phase d'urgence commence à décliner (retrait des services de secours).

Durée : de quelques jours à quelques semaines.

Actions : de soutien et d'accompagnement de la population, mesures de remise en état.

Intervenants : commune, associations, assureurs...

RETOUR À LA NORMALE

Période : débute après la phase post-urgence, peut se poursuivre jusqu'au premier anniversaire, voire au-delà.

Durée : de quelques mois à deux ou trois ans.

Actions : reconstruction et accompagnement.

Intervenants : commune, assureurs, services de l'Etat et du conseil général...

1.4. LE PCS EST UN OUTIL REFLEXE POUR LA PHASE D'URGENCE

Pendant la phase d'urgence, le PCS complète les actions de secours à personne et de lutte contre le sinistre, missions dévolues aux services d'urgence (sapeurs-pompiers, services médicaux d'urgence...). Il organise l'alerte et l'information, l'appui aux services de secours, l'assistance et le soutien de la population.

Ces missions distinctes, de secours et de sauvegarde ont un objectif commun

Protection de la population

SECOURIR	SAUVEGARDER
Protéger	Informer
Soigner	Alerter
Relever	Mettre à l'abri
Médicaliser	Interdire
Evacuer d'urgence...	Soutenir
Assister...	
Services d'urgence	Commune et intercommunale

Services d'urgence Commune et intercommunalité

De manière générale, les actions de sauvegarde sont principalement des actes réalisés par des acteurs qui ne sont pas formés à intervenir en situation dangereuse.

C'est-à-dire que les opérations ont lieu dans un environnement ne menaçant pas directement les protagonistes. Cette distinction entre sauvegarde et secours est donc intimement liée à l'événement en cours et montre la nécessité d'une coordination entre tous les acteurs afin que chacun assume les missions qui relèvent de ses compétences.

* Les missions communales

Pendant la phase d'urgence, les missions de sauvegarde se compose, a minima :

- de la diffusion de l'alerte à la population ;
 - de la mise en sécurité des personnes exposées (évacuation préventive, regroupement en lieu sûr) ;
 - de la mise en place de périmètres de sécurité en complément de l'intervention des services de secours ;
 - de l'appui logistique aux services de secours : fourniture de moyens de transport, de matériel lourd (engins de BTP...), d'intervention (groupes électrogènes, motopompes...), de balisage ;
 - des actions de soutien à la population : hébergement d'urgence, ravitaillement (notamment des enfants en bas âge) ;
 - des actions d'information et de communication : informer régulièrement la population de l'évolution de la situation, assurer un accueil téléphonique et physique en mairie pour répondre aux administrés, aux familles, aux médias ;
 - du soutien moral/psychologique : aide des personnes en détresse touchées par l'implication d'un proche ou la destruction de leur bien.

1.5. LE PCS EST UN OUTIL SUPPORT POUR A PHASE “POST-URGENCE”

La période “post-urgence” est une phase particulièrement sensible de l’événement et un moment charnière, c’est là que l’organisation communale ne doit pas faillir. Elle doit s’adapter pour assurer l’accompagnement de la population jusqu’au retour progressif à la normale.

Le passage à cette phase n'est pas clairement identifiable sur le terrain, il se traduit, en général, par un désengagement progressif des moyens de secours publics et la venue d'autres partenaires (experts, assurances, associations...). Ce retrait doit être anticipé en fixant les actions prioritaires à mener.

Même si les besoins exprimés à ce moment là par les habitants ne sont plus vitaux, ils n'en demeurent pas moins importants. Un désengagement total de la commune serait vécu comme un abandon. Face à ces nouveaux besoins, la mairie, par son rapport de proximité et son implication directe, est l'acteur clairement identifié par la population pour y répondre.

C'est d'ailleurs sur ces aspects que l'action du maire sera la plus jugée parce que la plus visible.

Petit à petit, les personnes ayant pris part à la gestion de l'événement vont reprendre leur activité normale au sein de la collectivité tandis qu'une frange restera affectée à la gestion du retour à la normale. Comme pour les services de secours, **le désengagement des services municipaux et des autres acteurs se fera de manière progressive : il doit donc être anticipé et réfléchi.**

Ainsi, la commune apportera son soutien du début de l'événement jusqu'au retour à une situation normale.

* Les missions communales

Pendant la phase post-urgence, les missions de sauvegarde comprennent :

- la remise en état des infrastructures : la voirie, les réseaux, les écoles...,*
- le relogement sur une plus longue durée des sinistrés,*
- le soutien moral/psychologique: information, point de rencontre des familles de sinistrés, orientation sur des structures spécialisées...,*
- le soutien administratif et financier : aide financière, à la déclaration aux assurances, à l'obtention des papiers perdus, dossier de déclaration de catastrophes naturelles...,*
- l'aide au redémarrage de l'activité économique...*

1.6. LE PCS INTEGRE LE PROCESSUS D 'INFORMATION PREVENTIVE POUR FAIRE DU CITOYEN LE PREMIER ACTEUR DE LA SECURITE CIVILE

Une bonne information préalable des populations est un atout supplémentaire dans la gestion d'un événement au niveau de la commune. In fine, chaque habitant doit pouvoir adopter le bon comportement en cas de survenance d'un phénomène.

Ainsi, conformément au principe défini par l'article 4 de la loi de modernisation de la sécurité civile, **chaque personne est responsable de sa sécurité et peut ainsi devenir "le premier acteur de la sécurité civile".**

L'information préventive des populations sur les risques majeurs est une nécessité et un droit introduit dans la législation par un article de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile et repris ensuite à l'article L.125-2 du code de l'environnement.

Afin de ne pas créer de contraintes supplémentaires par rapport à la réglementation existante et de mutualiser les approches, l'information préventive et plus particulièrement le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) est considéré comme une partie à part entière du PCS.

Toutes les communes soumises à l'obligation d'élaborer un Plan Communal de Sauvegarde ont l'obligation de réaliser un Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

Le préfet transmet au maire les informations nécessaires à l'élaboration du DICRIM :

- un résumé des procédures, servitudes et arrêtés auxquels la commune est soumise,
- les cartographies existantes des zones exposées,
- la liste des arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique,
- les dispositions spécifiques du plan ORSEC, notamment les Plans Particuliers d'Intervention (PPI) qui apportent les informations sur la gestion des événements redoutés intéressant le territoire communal ...

A partir de ces documents et des informations locales dont il dispose, le maire réalise son Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM). Celui-ci doit informer la population des risques présents sur la commune, des mesures prises de prévention et de protection, sur le dispositif de sauvegarde prévu et les consignes devant être suivies lors d'un événement.

Des consignes nationales sur la conduite à tenir en cas d'événement existent.

Ces consignes générales peuvent nécessiter une adaptation au contexte local ou un complément.

Il est donc souhaitable qu'elles soient précisées à l'issue de la réflexion PCS. Il est ainsi possible d'introduire dans le DICRIM des informations très précises sur des éléments clés du dispositif de gestion d'un événement prévus dans le PCS comme :

- les lieux de regroupement pour se mettre en sécurité (point haut de la commune pour les risques d'inondation ou de rupture de barrage par exemple),
- les points de ramassage prévus pour l'évacuation d'un quartier, si cette mesure est envisagée,
- les itinéraires d'évacuation de certains quartiers exposés...

Ces quelques exemples montrent qu'il est indispensable de lier la démarche PCS à celle du DICRIM.

* Article L.125-2 du code de l'environnement :

“les citoyens ont droit à l’information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent. Ce droit s’applique aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles”.

L’information préventive doit donc porter sur deux aspects particuliers :

- la nature des risques qui menacent le territoire en question,
- les mesures adaptées pour s’en protéger (consignes individuelles de sécurité).

Le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 modifié par le décret n° 2004-554 du 9 juin 2004 pris en application de l’article L.125-2 précise les communes concernées, le contenu, la forme des informations et les modalités de leur portée à connaissance pour les personnes exposées à des risques majeurs.

L’information est consignée dans un Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM) établi par le préfet, ainsi que dans un Document d’Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) réalisé par le maire.

L’objectif du dispositif qui comprend, au niveau communal, a minima une plaquette d’information (DICRIM) et une campagne d’affichage réglementaire, est de fournir les informations permettant aux concitoyens d’être parfaitement renseignés et préparés à faire face aux risques. Ce dispositif doit s’inscrire dans une démarche globale d’information sur les risques.

A ce titre, l’information préventive sur les risques majeurs comprend d’autres dispositions définies notamment :

- par le décret n°2005-1158 du 13 septembre 2005 relatif aux Plans Particuliers d’Intervention (PPI) qui prévoit la diffusion de documents d’information (brochures et affiches) aux populations comprises dans la zone d’application d’un PPI ;

- par loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages :

L’article 40 définit l’obligation pour les maires des communes où un plan de prévention des risques naturels (PPRN) est prescrit ou approuvé, de réaliser une information tous les deux ans au profit de leurs administrés.

L’article 42 et son décret d’application n° 2005-233 du 14 mars 2005 prévoient l’implantation de repères de crue dans les zones inondables. La liste de ces repères et la carte communale de leur implantation doivent figurer dans le DICRIM ;

L’article 77 et son décret d’application n° 2005-134 du 15 février 2005 définissent les conditions d’information sur les risques des locataires ou acquéreurs d’un bien immobilier à partir des documents mis à disposition des maires par le préfet de chaque département.

1.7. LE PCS EST A GEOMETRIE VARIABLE , ADAPTE A LA TAILLE ET AUX MOYENS DE LA COMMUNE

L’article 3-I du décret PCS définit le contenu minimum du plan, à savoir :

- l’identification des risques et vulnérabilités locales,
- le Document d’Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM),
- l’organisation de la diffusion de l’alerte aux populations.

Cette base s’appuie donc sur les obligations d’information préventive existante (DICRIM) et a comme objectif de pouvoir assurer les actes réflexes indispensables de la phase d’urgence : alerte de la population et l’application par celle-ci des consignes de protection.

Pour les petites communes, le PCS peut être simplement composé de quelques fiches en plus du DICRIM.

Cette base minimale peut être complétée par des dispositions, définies dans la seconde partie de l'article 3 du décret.

Ces dispositions sont nécessaires lors de la gestion d'un événement.

Pour les petites communes, ces mesures peuvent être développées dans une seconde étape mais elles ne nécessitent pas a priori un gros travail du fait du peu de moyens internes humains et matériels disponibles. Par exemple, le Poste de Commandement Communal peut être réduit à une ou deux personnes.

1.8. LA DEMARCHE PCS DOIT PERMETTRE DE TENDRE VERS UNE CULTURE COMMUNALE ET CITOYENNE DE SECURITE CIVILE

La mise en place d'une organisation de gestion d'un événement de sécurité civile n'est pas une fin en soi. Elle doit s'intégrer dans une démarche globale de gestion des risques ayant comme objectif le développement d'une culture de sécurité, conformément à l'article 4 de la loi de modernisation de la sécurité civile qui rappelle que la sécurité civile est l'affaire de tous.

Ce but ne peut être atteint qu'en associant l'ensemble des forces vives de la collectivité : les habitants ayant une connaissance des risques ou de certains éléments pratiques, les représentants d'association, les personnes pouvant constituer les Réserves Communales de Sécurité Civile, les partenaires privés et publics.

La démarche de la commune doit s'attacher à cette finalité.

*** Approche globale de gestion des risques majeurs**

La politique de gestion des risques majeurs s'appuie essentiellement sur 5 grands axes :

1 - la connaissance des phénomènes, de l'aléa et du risque : cette étape est essentiellement assurée par l'Etat qui affiche les risques naturels et par le générateur de risques pour ceux d'origine technologique ;

2 - la protection, la réduction de la vulnérabilité, voire de l'aléa : cela consiste à mettre en œuvre des moyens de protection, soit pour diminuer l'intensité du phénomène redouté (pare-avalanches, barrage écrêteur de crue, filet de retenue pour les chutes de pierre, débroussaillement...), soit des mesures pour réduire son impact (digues, règles de construction particulières, règlement d'urbanisme : occupation du sol) ;

3 - la prise en compte des risques dans l'aménagement, la maîtrise de l'urbanisation : sur la base de la connaissance des risques, les collectivités doivent intégrer les règles urbanistiques adaptées dans leurs documents d'urbanisme ;

4 - l'information préventive et l'éducation des populations : le citoyen doit être informé des risques présents sur le territoire et des mesures prévues par les autorités en cas de survenance de l'un de ces événements. Il doit être formé pour adopter le bon comportement ;

5 - l'organisation préalable des secours : qu'il soit d'origine naturelle ou technologique, le risque zéro n'existe pas.

C'est pour cette raison qu'il convient de se préparer et de s'organiser pour faire face à ces phénomènes.

Ces axes peuvent être classés en deux groupes, à savoir :

- la prévention qui regroupe l'ensemble des actions visant à éviter la survenance d'un phénomène ou d'un accident ou à limiter son impact ;

- la prévision qui regroupe l'ensemble des actions de planification et de préparation permettant de limiter les conséquences des accidents en préparant les moyens nécessaires à l'intervention.

III

ANNEXES

LES TEXTES JURIDIQUES

1. L'ARTICLE 13 DE LA LOI N° 2004-811 DU 13 AOÛT 2004 DE MODERNISATION DE LA SECURITE CIVILE

“Le plan communal de sauvegarde regroupe l’ensemble des documents de compétence communale contribuant à l’information préventive et à la protection de la population.

Il détermine, en fonction des risques connus, les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes, fixe l’organisation nécessaire à la diffusion de l’alerte et des consignes de sécurité, recense les moyens disponibles et définit la mise en œuvre des mesures d’accompagnement et de soutien de la population.

Il peut désigner l’adjoint au maire ou le conseiller municipal chargé des questions de sécurité civile.

Il doit être compatible avec les plans d’organisation des secours arrêtés en application des dispositions de l’article 14.

Il est obligatoire dans les communes dotées d’un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou comprises dans le champ d’application d’un plan particulier d’intervention.

Le plan communal de sauvegarde est arrêté par le maire de la commune et pour Paris par le préfet de police.

Dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, un plan intercommunal de sauvegarde peut être établi en lieu et place du plan prévu au premier alinéa.

En ce cas, il est arrêté par le président de l’établissement public et par chacun des maires des communes concernées.

La mise en œuvre du plan communal ou intercommunal de sauvegarde relève de chaque maire sur le territoire de sa commune.

Un décret en Conseil d’Etat précise le contenu du plan communal ou intercommunal de sauvegarde et détermine les modalités de son élaboration”.

2. “DECRET N° 2005-1156 DU 13 SEPTEMBRE 2005 RELATIF AU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE ET PRIS POUR APPLICATION DE L’ARTICLE 13 DE LA LOI N° 2004-811 DU 13 AOÛT 2004 DE MODERNISATION DE LA SECURITE CIVILE”

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d’Etat, ministre de l’intérieur et de l’aménagement du territoire,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1424-8-1 à L. 1424-8-8,

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile, notamment son article 13,

Vu le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 modifié relatif à l’exercice du droit à l’information sur les risques majeurs, pris en application de l’article L. 125-2 du code de l’environnement, modifié par le décret n° 2004-554 du 9 juin 2004,

Le Conseil d’Etat (section de l’intérieur) entendu,

Décrète :

ARTICLE 1

Le plan communal de sauvegarde définit, sous l’autorité du maire, l’organisation prévue par la commune pour assurer l’alerte, l’information, la protection et le soutien de la population au regard des risques connus.

Il établit un recensement et une analyse des risques à l’échelle de la commune.

Il intègre et complète les documents d’information élaborés au titre des actions de prévention.

Le plan communal de sauvegarde complète les plans ORSEC de protection générale des populations.

ARTICLE 2

L’analyse des risques porte sur l’ensemble des risques connus auxquels la commune est exposée.

Elle s’appuie notamment sur les informations recueillies lors de l’élaboration du dossier départemental sur les risques majeurs établi par le préfet du département, les plans de prévention des risques naturels prévisibles ou les plans particuliers d’intervention approuvés par le préfet, concernant le territoire de la commune.

ARTICLE 3

I - Le plan communal de sauvegarde est adapté aux moyens dont la commune dispose.

Il comprend :

- a) Le document d’information communal sur les risques majeurs prévu au III de l’article 3 du décret du 11 octobre 1990 susvisé,
- b) Le diagnostic des risques et des vulnérabilités locales,
- c) L’organisation assurant la protection et le soutien de la population qui précise les dispositions internes prises par la commune afin d’être en mesure à tout moment d’alerter et d’informer la population et de recevoir une alerte émanant des autorités. Ces dispositions comprennent notamment un annuaire opérationnel et un règlement d’emploi des différents moyens d’alerte susceptibles d’être mis en œuvre,
- d) Les modalités de mise en œuvre de la réserve communale de sécurité civile quand cette dernière a été constituée en application des articles L. 1424-8-1 à L. 1424-8-8 du code général des collectivités territoriales.

II - Le plan communal est éventuellement complété par :

- a) L'organisation du poste de commandement communal mis en place par le maire en cas de nécessité,
- b) Les actions devant être réalisées par les services techniques et administratifs communaux,
- c) Le cas échéant, la désignation de l'adjoint au maire ou du conseiller municipal chargé des questions de sécurité civile,
- d) L'inventaire des moyens propres de la commune, ou pouvant être fournis par des personnes privées implantées sur le territoire communal.

Cet inventaire comprend notamment les moyens de transport, d'hébergement et de ravitaillement de la population.

Ce dispositif peut être complété par l'inventaire des moyens susceptibles d'être mis à disposition par l'établissement intercommunal dont la commune est membre,

- e) Les mesures spécifiques devant être prises pour faire face aux conséquences prévisibles sur le territoire de la commune des risques recensés,
- f) Les modalités d'exercice permettant de tester le plan communal de sauvegarde et de formation des acteurs,
- g) Le recensement des dispositions déjà prises en matière de sécurité civile par toute personne publique ou privée implantée sur le territoire de la commune,
- h) Les modalités de prise en compte des personnes qui se mettent bénévolement à la disposition des sinistrés,
- i) Les dispositions assurant la continuité de la vie quotidienne jusqu'au retour à la normale.

ARTICLE 4

Le plan communal de sauvegarde est élaboré à l'initiative du maire de la commune.

Il informe le conseil municipal du début des travaux d'élaboration du plan.

A l'issue de son élaboration ou d'une révision, le plan communal de sauvegarde fait l'objet d'un arrêté pris par le maire de la commune et, à Paris, par le préfet de police. Il est transmis par le maire au préfet du département.

ARTICLE 5

Les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent confier à celui-ci l'élaboration d'un plan intercommunal de sauvegarde, la gestion et, le cas échéant, l'acquisition des moyens nécessaires à l'exécution du plan.

Le plan intercommunal de sauvegarde comprend les éléments prévus à l'article 3, identifiés pour chacune des communes.

La procédure d'élaboration et de révision est mise en œuvre par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

A l'issue de son élaboration ou d'une révision, le plan intercommunal de sauvegarde fait l'objet d'un arrêté pris par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et d'un arrêté pris par chacun des maires des communes concernées.

Le plan intercommunal de sauvegarde est transmis par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre au préfet du département.

ARTICLE 6

Le plan communal ou intercommunal de sauvegarde est mis à jour par l'actualisation de l'annuaire opérationnel. Il est révisé en fonction de la connaissance et de l'évolution des risques ainsi que des modifications apportées aux éléments mentionnés à l'article 3. Dans tous les cas, le délai de révision ne peut excéder cinq ans.

L'existence ou la révision du plan communal ou intercommunal de sauvegarde est portée à la connaissance du public par le ou les maires intéressés et, à Paris, par le préfet de police.

Le document est consultable à la mairie.

ARTICLE 7

La mise en œuvre du plan communal ou intercommunal de sauvegarde relève de la responsabilité de chaque maire sur le territoire de sa commune.

Le maire met en œuvre le plan soit pour faire face à un événement affectant directement le territoire de la commune, soit dans le cadre d'une opération de secours d'une ampleur ou de nature particulière nécessitant une large mobilisation de moyens.

ARTICLE 8

Les communes pour lesquelles le plan communal de sauvegarde est obligatoire doivent l'élaborer dans un délai de deux ans à compter de la date d'approbation par le préfet du département du plan particulier d'intervention ou du plan de prévention des risques naturels, ou à compter de la date de publication du présent décret lorsque ces plans existent à cette date.

Les dispositions du présent décret sont applicables aux plans communaux de sauvegarde élaborés, à son initiative, par le maire d'une commune pour laquelle l'élaboration d'un tel plan n'est pas obligatoire.

ARTICLE 9

I - Les dispositions du présent décret sont applicables à la collectivité départementale de Mayotte, sous réserve des adaptations suivantes :

- a) Les mots : “préfet de département” ou “préfet du département” sont remplacés par les mots : “préfet de Mayotte”,
- b) A l'article 2, les mots : “du dossier départemental sur les risques majeurs établi par le préfet” sont supprimés,
- c) A l'article 3, le deuxième alinéa n'est pas applicable.

II - Pour l'application du présent décret à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, les mots : “préfet de département” ou “préfet du département” sont remplacés par le mot : “préfet”.

ARTICLE 10

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, et le ministre de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

3. LES TEXTES JURIDIQUES DE REFERENCE

* Loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, notamment les titres I^{er} et II et les décrets d'application :

- n°2005-1269 du 12 octobre 2005 relatif au code d'alerte national et aux obligations des services radio et de télévision et des détenteurs de tout autre moyen de communication au public,

- n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde pris pour application de l'article 13 de la loi 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

- n° 2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan ORSEC et pris pour l'application de l'article 14 de la loi 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

- n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 relatif aux plans particuliers d'intervention concernant certains ouvrages ou installations fixes et pris en application de l'article 15 de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile.

* Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et les décrets d'application :

- n° 2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs,

- n° 2005-233 du 14 mars 2005 du 14 mars 2005 pris pour l'application de l'article L. 5633 du code de l'environnement et relatif à l'établissement des repères de crues.

* Code de l'environnement : L.125-2 sur le droit à l'information.

* Code général des collectivités territoriales : articles L.1424-3, L.1424-4, L.2211-1, L.22122, L.2212-4 et L.2215-1.

* Décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement modifié par le décret n° 2004-554 du 9 juin 2004.

* Décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale.

* Circulaire ministérielle INTE 0500080C du 12 août 2005 relative aux réserves communales de sécurité civile.

BRGM	Bureau de Recherche Géologique et Minière
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CEDRE	Centre de Documentation, de Recherche et d'Expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie
COD	Centre Opérationnel Départemental (ex PCF : Poste de Commandement Fixe)
COGIC	Centre Opérationnel de Gestion Interministérielle des Crises
COS	Commandant des Opérations de Secours
COZ	Centre Opérationnel de Zone
DDAF	Direction Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
DDASS	Direction Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
DDE	Direction Départementale de l'Equipement
DDRM	Dossier Départemental des Risques Majeurs
DGS	Directeur Général des Services
DGSNR	Direction Générale de la Sûreté Nucléaire et de Radioprotection
DICRIM	Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs
DIREN	Direction Régionale de l'Environnement
DOS	Directeur des Opérations de Secours
DRIRE	Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
DST	Directeur des Services Techniques
DSV	Direction des Services Vétérinaires
EMA	Ensemble Mobile d'Alerte
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
IGN	Institut Géographique National
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
ORSEC	Plan d'Organisation des Secours départemental, zonal ou maritime
PCC	Poste de Commandement Communal
PCO	Poste de Commandement Opérationnel
PCS	Plan Communal de Sauvegarde
PICS	Plan Inter Communal de Sauvegarde
PPI	Plan Particulier d'Intervention
PPMS	Plan Particulier de Mise en Sûreté
PPRN	Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles
PPRT	Plan de Prévention des Risques Technologiques
RAC	Responsable des Actions Communales
RCSC	Réserve Communale de Sécurité Civile
SDACR	Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques
SDIS	Service Départemental d'Incendie et de Secours
SIDPC	Service Interministériel de Défense et de Protection Civile
SIG	Système d'Information Géographique
SIRACEDPC	Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de Protection Civile

II
SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

1 - LES NIVEAUX DE RISQUES OPÉRATIONNELS

2 - LE MAILLAGE DU TERRITOIRE

3 - L'ATTaque DES FEUX NAISSANTS

4 - MOYENS DES ADMINISTRATIONS

5 - MOYENS DES COMMUNES

**6 - ASSOCIATIONS SYNDICALES AUTORISÉES (ASA) DE DFCI ET
FÉDÉRATION GIRONDINE**

7 - RÈGLES DE SÉCURITÉ LORS DES INCENDIES

**SDIS
(SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS)**

I – LES NIVEAUX DE RISQUES OPERATIONNELS ESTIMÉS

Les éléments d'analyse permettent d'estimer, pour chaque jour, un niveau de risque opérationnel figurant ci-après :

- Risque Habituel
- Risque Intermédiaire
- Risque Intermédiaire Renforce
- Risque Sévère
- Risque Très Sévère
- Risque Exceptionnel

Le niveau de mobilisation du jour est défini la veille , après concertation par groupement entre les Officiers de Permanence de Secteur (OPS) et les Officiers de Permanence de Groupement (OPG).

La synthèse est réalisée par l'Officier de Permanence Forêt (OPF CTA-CODIS 3) et au Commandant CTA-CODIS et à l'Officier Supérieur Départemental de Permanence (OSDP) avant d'être arrêtée par le Directeur départemental des services d'incendie ou son représentant (OPCCD).

Le niveau de risque opérationnel estimé est transmis aux Officiers de Permanence de Groupement (OPG) par le CODIS.

L'information de la chaîne de commandement, des services et des autorités, est réalisée à partir du risque sévère.

1 - Le risque habituel

Ce niveau n'entraîne pas de disposition particulière.

2 - Le risque intermédiaire

A partir de ce niveau de risque, la garde aux observatoires est assurée selon des horaires fixés par le CODIS.

Les départs des UCCF sont assurés dans le cadre des effectifs journaliers de permanence dans les CIS.

3 - Le risque intermédiaire renforcé

Ce niveau de risque entraîne le renforcement ponctuel par le CODIS de certains CIS sur proposition des OPG.

4 - Le risque sévère

Ce niveau entraîne une surveillance accrue du territoire et une montée en puissance du dispositif de lutte (renforcement des CIS, demande des moyens aériens nationaux, etc...)

5 - Le risque très sévère

A ce niveau, selon les possibilités humaines disponibles, les centres d'incendie et de secours arment les engins feux de forêts dont ils disposent, grâce à un renforcement de la garde journalière.

Des engins peuvent être déployés sur le terrain afin d'aboutir à un maillage le plus serré possible du territoire.

6 - Le risque exceptionnel

Le renforcement des moyens départementaux atteint là son potentiel maximum.
Selon les circonstances, il peut être prévu un plan de rappel des personnels professionnels de repos ou en congés, ainsi qu'une demande de renforts extradépartementaux.

II – LE MAILLAGE DU TERRITOIRE

Le maillage du territoire répond aux objectifs suivants :

- contribuer à la surveillance des secteurs à risques dans un but dissuasif ;
- participer au système de détection des incendies ;
- réduire, grâce à une implantation judicieuse, le délai d'intervention sur les feux naissants.

La procédure de mise en place des Détachements d'Intervention Préventifs (DIP) est arrêtée par le Directeur départemental ou son représentant selon le niveau de risque.

III - L'ATTAQUE DES FEUX NAISSANTS

Le concept de l'attaque des feux naissants repose sur l'idée que :

- un incendie de végétation se maîtrise plus facilement à son origine que lorsque son développement est entamé ;
- la maîtrise d'un début d'incendie est moins consommatrice de moyens (en volume et en temps), que la lutte contre un feu établi
- les dégâts causés à la végétation sont limités ,
- les risques encourus par la population et les intervenants sont moindres.

L'attaque des feux naissants est rendue possible par le maillage du terrain exécuté par les services de secours, proportionnellement au niveau de risque du jour.

IV- MOYENS DES ADMINISTRATIONS

Il s'agit des moyens de :

- la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF)
- l'Office National des Forêts (ONF)
- la Gendarmerie Nationale
- la Direction Départementale de la Sécurité Publique (DDSP).

Ces administrations peuvent apporter leur concours au dispositif de surveillance terrestre.

Lorsque les moyens habituels de surveillance nécessitent d'être renforcés sur un secteur déterminé, le CODIS formule ses besoins auprès de chaque service en lui précisant, la veille, par fax, un secteur de surveillance souhaité ; en retour, chaque administration indique sa capacité à répondre à la sollicitation

Les CIS concernés avisent les responsables ONF de leur secteur du niveau de risque feux de forêt dès réception du message de risque sévère.

V – MOYENS DES COMMUNES

Certaines communes du département possèdent des matériels feux de forêts pouvant être intégrés dans le dispositif de surveillance préventif ou des zones sinistrées.

Les CIS de rattachement avisent les mairies du niveau de risque feux de forêts, dès la réception du message de risque sévère.

VI – ASSOCIATIONS SYNDICALES AUTORISEES (ASA) DE DFCI ET FEDERATION GIRONDINE

Le département de la Gironde comprend des ASA communales ou intercommunales de DFCI, qui possèdent des matériels feux de forêts pouvant être intégrés dans le dispositif de surveillance préventif ou des zones sinistrées.

Les CIS de rattachement avisent les Présidents d'ASA du niveau de risque feux de forêts, dès la réception du message de risque sévère.

Le Directeur de la Fédération Girondine est prévenu du niveau de risque feux de forêts par le CODIS dès le message de risque sévère.

VII – REGLES DE SECURITE LORS DES INCENDIES

Généralités

Les mesures de sécurité ci-après visent en priorité à protéger contre les effets des incendies les personnels intervenant dans la lutte et la population soumise au risque.

Elles sont également destinées à protéger les matériels et les biens menacés par le feu.

La mise en sécurité des personnes et des biens passe par l'application des 4 principes suivants :

- *L'observation : C'est l'acte fondamental*

Les personnes au contact du feu ou susceptibles de s'y trouver doivent s'attacher en permanence à suivre la progression de façon à apprécier la menace, à éviter la surprise et à prendre les mesures préventives nécessaires.

- *L'écran : C'est la mesure principale de protection*

Les personnes soumises à l'agression directe de l'incendie doivent chercher émettre un ECRAN entre le feu et elles de façon à annuler ou, diminuer les effets de cette agression.

L'écran est destiné à protéger la vue et les voies respiratoires des effets nocifs de la fumée, et toutes les parties du corps de la chaleur et des brûlures.

L'écran c'est : un vêtement, une cagoule, des lunettes, un véhicule, le mur de la maison, un rideau d'eau, un terrain déjà brûlé , etc...

- *Le regroupement : le confinement*

En cas de danger immédiat , le regroupement et le confinement sont à préférer d'évacuation ou la fuite.

- *L'action psychologique*

Compte tenu du stress causé aux personnes agressées directement ou indirectement par l'incendie, les intervenants doivent s'appliquer à rassurer, informer, guider avec sang-froid, de façon à éviter les effets de panique générateurs d'accidents graves.

III LES RISQUES MAJEURS

INTRODUCTION

1 - LE DOSSIER DÉPARTEMENTAL DES RISQUES MAJEURS

- I LE DDRM**
- II QU 'EST-CE QUE LE RISQUE MAJEUR**
- III QUELS SONT LES RISQUES MAJEURS EN GIRONDE**
- IV QUELLES SONT LES AUTORITES SUSCEPTIBLES DE GERER LE RISQUE**
- V QUELS SONT LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA GESTION DES RISQUES**
- VI LE PLAN POLYVALENT DE GESTION DE CRISE (PLAN ORSEC)**
- VII LA GESTION DE LA CRISE**
- VIII LA PROCEDURE DE RECONNAISSANCE DE L 'ETAT DE CATASTROPHE NATURELLE**

2- LE RISQUE FEUX DE FORêt

- I QU 'EST-CE QU 'UN FEU DE FORET ?**
 - II QUELLES SONT LES MANIFESTATIONS DE CE RISQUE EN GIRONDE ?**
 - III QUELLES SONT LES MESURES PRISES DANS LE DEPARTEMENT ?**
 - IV LES PLANS DE PREVENTIONS DES RISQUES FEUX DE FORET (PPRF)**
- ANNEXE 1 : LE COMPORTEMENT DU CITOYEN**
ANNEXE 2 : CARTE FEUX DE FORêt

3 - LE RISQUE TEMPÊTE

- I QU'EST-CE QU'UNE TEMPÊTE ?**
 - II QUELLES SONT LES MANIFESTATIONS DE CE RISQUE EN GIRONDE ?**
 - III QUELLES SONT LES MESURES PRISES DANS LE DEPARTEMENT ?**
 - IV LA SURVEILLANCE ET L 'ALERTE**
- ANNEXE 1 : LE COMPORTEMENT CITOYEN**
ANNEXE 2 : LES ALERTES METEOROLOGIQUES

4 - LE RISQUE TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES

- I QU'EST-CE QUE LE TMD ?**
 - II QUELLES SONT LES MANIFESTATIONS DE CE RISQUE EN GIRONDE ?**
 - III QUELLES SONT LES MESURES PRISES DANS LE DEPARTEMENT ?**
- ANNEXE : IDENTIFICATION DES CLASSES**

GLOSSAIRE

L'article 21 de la loi 87-565 du 22 juillet 1987 (article L. 125-2 du Code de l'Environnement) relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs prévoit que :

- “*le citoyen a le droit à l'information sur les risques qu'il encourt en certains points du territoire et sur les mesures de sauvegarde pour s'en protéger*”.

Cet article pose le principe fondamental de l'information publique sur les risques majeurs et instaure la notion d'information préventive.

Le décret 90-918 du 11 octobre 1990 modifié relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs en précise les conditions d'application et définit les modalités du porter à connaissance du public.

La circulaire du 21 avril 1994 du ministère de l'environnement précise les responsabilités en la matière et la méthodologie à suivre :

- la constitution d'une instance consultative :

la Cellule d'Analyse des Risques et d'Information Préventive (CARIP).

En Gironde, la CARIP a été constituée par l'arrêté préfectoral du 22 juillet 1994.

Elle a pour mission de faciliter la collecte des données et l'établissement des documents à caractère réglementaire. Elle regroupe les principaux acteurs départementaux de la prévention des risques majeurs et de l'organisation des secours ;

- l'élaboration du Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) et des Dossiers Communaux Synthétiques (DCS) par l'autorité préfectorale ;

- la mise en œuvre de Documents d'Information Communaux des Risques Majeurs (DICRIM) par le Maire responsable également de la diffusion de l'information préventive dans sa commune.

A cet effet il élabore notamment une campagne d'affichage des consignes de sécurité face aux risques majeurs (dans les locaux ou terrains susceptibles d'être occupés par plus de cinquante personnes simultanément), il notifie l'obligation d'affichage aux propriétaires ou gestionnaires d'immeubles et en contrôle l'exécution.

I

**LE DOSSIER DÉPARTEMENTAL
DES RISQUES MAJEURS**

- I LE DDRM**
- II QU 'EST-CE QUE LE RISQUE MAJEUR**
- III QUELS SONT LES RISQUES MAJEURS EN GIRONDE**
- IV QUELLES SONT LES AUTORITES SUSCEPTIBLES DE GERER LE RISQUE**
- V QUELS SONT LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA GESTION DES RISQUES**
- VI LE PLAN POLYVALENT DE GESTION DE CRISE (PLAN ORSEC)**
- VII LA GESTION DE LA CRISE**
- VIII LA PROCEDURE DE RECONNAISSANCE DE L 'ETAT DE CATASTROPHE NATURELLE**

1 - LE DOSSIER DEPARTEMENTAL DES RISQUES MAJEURS

I - LE DOSSIER DEPARTEMENTAL DES RISQUES MAJEURS (DDRM)

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) est un ouvrage de sensibilisation aux risques majeurs, illustré par des cartes d'aléas schématiques. Il a pour but de recenser, de décrire, et de porter à la connaissance du public l'ensemble des risques majeurs recensés dans le département et les communes concernées, ainsi que les mesures de sauvegarde prévues pour en limiter les effets.

Ce DDRM traduit le renforcement de la politique d'information préventive inscrite dans **la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.**

La loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 confirme le droit à l'information préventive et confère notamment aux maires des obligations nouvelles définies par certaines dispositions complétant le Code de l'Environnement (Livre V, titre VI, chapitre V) :

- l'information périodique de la population dans les communes couvertes par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ;
- l'inventaire et la conservation des repères de crues (responsabilité du Maire assisté des services de l'Etat).

En matière de droit à l'information préventive, s'impose l'obligation nouvelle d'informer les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans les zones couvertes par un PPR, de l'état des risques dressé par le Préfet pour l'établissement de ce plan.

La loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile a complété le cadre législatif existant par :

- la simplification et l'unification des plans de secours ;
- la création de plans communaux de sauvegarde ;
- la clarification des mécanismes de commandement et de financement ;
- la création de réserves de sécurité civile.

L'évolution des connaissances, du traitement et des moyens d'information sur les risques a conduit à l'actualisation du DDRM.

II - QU 'EST-CE QUE LE RISQUE MAJEUR ?

La notion de " risque " est souvent confondue avec celle de " danger ", alors qu'elle s'en distingue nettement. En effet, **le danger** est un concept qualitatif et descriptif. Le danger est la " potentialité " d'un système à produire un ou plusieurs événements non souhaités. Les flux de danger (quantité de matière, d'énergie) partent d'un système source de danger (par exemple un fleuve) et sont susceptibles de produire directement un ou plusieurs dommages sur le système cible (par exemple les habitations). Le champ de danger correspond à l'environnement actif (par exemple le vent, les intempéries) susceptible d'influencer les systèmes sources et cibles ainsi que le flux de danger.

Le risque, quant à lui, correspond à la quantification du danger. Il peut ainsi être estimé à l'aide de deux critères : l'occurrence et la gravité.

- L'occurrence correspond à la probabilité ou la fréquence d'apparition d'un phénomène dangereux.
- La gravité correspond à l'ampleur des conséquences sur les populations, les biens et les écosystèmes.

Ainsi, il existe des risques courants définis par une occurrence importante et une gravité faible, et des risques particuliers, définis par une occurrence faible et une gravité importante.

Ces derniers, considérés comme inacceptables par les populations, correspondent aux risques majeurs.

De ce fait, une inondation se produisant dans les quartiers de Bordeaux est la manifestation d'un risque majeur car de nombreuses vies et de nombreux biens peuvent être menacés.

Par contre, un risque de séisme se produisant dans un désert, dénué d'enjeux humain ou matériel, ne sera pas considéré comme un risque majeur.

Il est ainsi possible de résumer et de simplifier ces principes fondamentaux de la protection civile, en apportant la définition suivante :

**LE RISQUE
EST LA CONFRONTATION
ENTRE
UN ALÉA ET DES ENJEUX.**

L'aléa est ici défini comme un événement potentiellement dangereux caractérisé par sa probabilité d'occurrence et son intensité, c'est-à-dire l'ampleur de la manifestation du phénomène (hauteur d'une crue par exemple).

Les enjeux correspondent aux populations, aux biens, aux écosystèmes, c'est-à-dire toutes les cibles susceptibles d'être impactées par les aléas. Les enjeux se caractérisent par leur vulnérabilité (degré d'exposition aux risques).

III - QUELS SONT LES RISQUES MAJEURS EN GIRONDE ?

En fonction de cette définition, les risques majeurs susceptibles de se produire dans le département de la Gironde sont les suivants :

- *au titre des risques naturels :*

**l'inondation
le feu de forêt
les mouvements de terrain
la tempête**

- *au titre des risques technologiques :*

**les risques industriels
le risque nucléaire
le transport de matières dangereuses
et la rupture de barrage.**

IV - QUELLES SONT LES AUTORITES SUSCEPTIBLES DE GERER LE RISQUE ?

Le Maire

Autorité de police administrative, le Maire est chargé de la sécurité et de la salubrité sur le territoire de sa commune.

Les dispositions de l'article L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lui confèrent de nombreuses compétences en la matière.

Il lui appartient notamment d'assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité publique ; Il est tenu de "*prévenir et de faire cesser les accidents et les fléaux calamiteux*" susceptibles de causer des dommages sur sa commune.

Le Maire est notamment responsable de la prévention et de l'organisation des secours lorsqu'une situation de crise survient.

Il tient également un rôle central d'information vis-à-vis du Préfet et de ses services en leur retransmettant les renseignements du terrain et en leur indiquant les ressources dont il dispose.

Le Préfet

L'autorité préfectorale partage avec les maires, les responsabilités opérationnelles en matière de prévention et de gestion des risques.

Parmi ses services, le Service Interministériel Régional de Défense et de Protection Civiles (SIRDPC), placé sous l'autorité du Directeur de Cabinet, conduit les mesures de prévention, de prévision et de gestion des risques.

Ses attributions essentielles portent sur les domaines suivants :

- l'analyse des risques
- la veille permanente et la planification dans le domaine des risques naturels et technologiques
 - l'organisation de la gestion de la crise lorsque celle-ci survient
 - le suivi et la coordination de la post-crise.

En outre, le Préfet s'appuie sur l'ensemble des administrations et organismes publics du département lors de la gestion des crises. Il peut, en cas de nécessité, faire appel aux forces armées, aux moyens zonaux et nationaux et réquisitionner les moyens privés.

L'organisation des secours relève de la compétence du Préfet lorsque :

- un accident ou un événement grave affecte plusieurs communes du département ;
- le Maire ne maîtrise plus les événements ou fait une demande de secours complémentaires ;
- l'accident nécessite le déclenchement d'un plan d'urgence.

Le Préfet peut également se substituer au maire en cas de carence d'intervention de sa part.

LE ROLE DES SERVICES

Les services opérationnels

- le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) est chargé de la lutte contre les incendies, du secours aux personnes victimes d'accidents ou sinistres, et de leur évacuation d'urgence.

Etablissement public autonome, il est administré par un conseil d'administration composé de représentants du département, des communes et d'établissements publics de coopération intercommunale. Le SDIS est placé sous la tutelle du Préfet en matière opérationnelle. De plus, un centre opérationnel assure la veille permanente à chaque niveau de responsabilité, il s'agit du Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours (CODIS) ;

- les Services d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU) et les médecins des sapeurs-pompiers sont chargés de la médicalisation des victimes. Ils sont formés à la " médecine de catastrophe " ;

- la Direction Départementale de l'Equipement (DDE) exerce de nombreuses et diverses missions participant à l'aménagement du territoire. A ce titre, elle met en place la signalisation nécessaire sur les zones atteintes ou menacées par un aléa ;

- les services de police et de gendarmerie assurent " l'étanchéité " de ce dispositif.

Les services déconcentrés et établissements publics de l 'Etat

- Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE),
- Direction Régionale de l'Environnement (DIREN)
- Directions Départementales de l'Equipement (DDE)
- Directions Départementales de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF)
- Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS)
- Office National des Forêts (ONF)
- Météo-France
- Port Autonome de Bordeaux (PAB)
- Service Maritime et de Navigation de la Gironde (SMNG)
- le service des carrières abandonnées du Conseil Général de la Gironde
- la SNCF

constituent un appui dans leur domaine de compétence.

Les gestionnaires de réseaux stratégiques et les entreprises sensibles

La loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile impose (art. 6) aux exploitants de réseaux stratégiques (eau, électricité, gaz, communication électronique) de prévoir les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise.

Les entreprises présentant par leur activité des risques industriels majeurs relèvent quant à elles de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Elles ont notamment l'obligation de produire des études de danger comportant les mesures de sauvegarde appropriées

Le rôle du citoyen

Le citoyen est le premier responsable de sa propre sécurité. Il doit en effet se préparer à affronter les risques et les menaces par une connaissance effective du danger et des consignes de prévention et de protection.

Il doit ainsi être capable de s'intégrer utilement dans l'organisation collective de secours.

L'information et la sensibilisation constituent des étapes essentielles de l'éducation du citoyen.

L'information doit être précédée d'une formation de base. La généralisation pendant le cursus scolaire, de l'apprentissage des gestes élémentaires de premiers secours et de la formation à l'organisation de la sécurité civile, est indispensable pour atteindre un niveau satisfaisant de mobilisation et permettre à la sécurité civile de devenir effectivement " l'affaire de tous ".

Le DDRM participe à l'information préventive du citoyen. Il est indispensable que celui-ci connaisse le signal d'alerte et les consignes de protection à mettre en œuvre tant il est évident qu'en matière de sécurité civile, l'ignorance engendre le plus souvent des conséquences désastreuses.

CE QU IL FAUT FAIRE

- Rejoindre sans délai un local clos de préférence sans fenêtre en occultant le plus possible les ouvertures (fenêtres, portes, aérations, cheminées...) ;
- Prévoir les équipements minimums : radio portable avec piles, lampe de poche, eau potable, papiers personnels, médicaments urgents, couvertures, vêtements de rechange, matériels de confinement...
- Arrêter climatisation, chauffage et ventilation ;
- Se mettre à l'écoute de la radio :
FRANCE Inter FM 89.7 ou FM 92.4,
FRANCE Info FM 105.5
FRANCE BLEU GIRONDE FM 101.6 ou FM 100.1.

CE QU 'IL NE FAUT PAS FAIRE

- Rester dans un véhicule ;
- Aller chercher ses enfants à l'école (les enseignants se chargent de leur sécurité) ;
- Téléphoner (les réseaux doivent rester disponibles pour les secours) ;
- Rester près des vitres ;
- Ouvrir les fenêtres pour savoir ce qui se passe dehors ;
- Allumer une quelconque flamme (risque d'explosion) ;
- Quitter l'abri sans consigne des autorités.

L'affichage des risques majeurs

L'arrêté interministériel du 27 mai 2003, élaboré par le ministère de l'environnement et du développement durable et par le ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, modifie les modalités d'affichage des risques majeurs et des consignes à tenir, prévues dans le décret du 11 octobre 1990.

Chaque maire a désormais l'obligation de réaliser un affichage communal sur les risques encourus dans sa commune. Pour ce faire, il peut accéder en ligne à l'affiche réglementaire récapitulant les symboles usuels de dangers et les mesures de sauvegarde correspondantes. Cette affiche communale devra préciser sous forme de pictogrammes normalisés :

- tous les risques majeurs identifiés sur sa commune par la Préfecture ;
- les trois consignes de sauvegarde traduites en deux langues ;
- la fréquence de la radio ayant souscrit une convention de diffusion des messages d'alerte ;
- l'existence ou non d'un document d'information en mairie.

La charte graphique, représentant les symboles d'information préventive des risques majeurs, utilisée pour la conception de ces affiches est insérée sur la page suivante.

Les sirènes d'alerte à la population

Le réseau national d'alerte (R.N.A.), a été créé pour alerter la population en cas de danger immédiat. Des essais de fonctionnement des sirènes du réseau national d'alerte ont lieu le premier mercredi de chaque mois, à midi.

La France a défini un signal unique au plan national (**décret du 11 mai 1990**). Il se compose d'un son modulé, montant et descendant, de trois séquences d'une minute séparées par un silence de cinq secondes.

La fin de l'alerte est annoncée par un signal continu de **30 secondes**.

L'alerte est destinée à prévenir de l'imminence d'une situation mettant en jeu la sécurité de la population et incite tout un chacun à se mettre à l'abri dans les plus brefs délais et à prendre l'écoute d'une station du réseau Radio France.

Le ministère de l'intérieur a effectivement signé une convention avec Radio France qui permet d'interrompre les émissions habituelles pour assurer l'information des populations sur un événement grave.

V - QUELS SONT LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA GESTION DES RISQUES ?

L'organisation générale de la gestion du risque s'appuie sur les principes relatifs à la science du danger.

La prévention

Comme mentionné précédemment, un risque peut être évalué selon sa probabilité d'occurrence et sa gravité. La gestion du risque repose dans un premier temps sur la diminution de la valeur d'un de ces deux facteurs.

La prévention consiste à empêcher, par des mesures appropriées, l'apparition d'un événement non souhaité ou du moins à en limiter la fréquence (ex : interdire la construction d'habitations dans les zones à risques).

Dans la mesure où il n'est plus possible de réduire cette probabilité d'occurrence, la **protection** vise à réduire la gravité du risque en diminuant la vulnérabilité des cibles potentielles (ex : la réalisation de brise-lames ou de perrés en zone littorale permet d'atténuer l'action mécanique des vagues sur la côte et diminue ainsi la vulnérabilité des constructions en front de mer).

L'information préventive

L'information préventive a pour objectif de renseigner le citoyen sur les risques majeurs susceptibles de se développer sur ses lieux de vie, de travail, de vacances.

Elle est assurée au moyen de plusieurs vecteurs :

- Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) est avant tout un document de vulgarisation destiné aux maires et à leurs administrés.
- Le Dossier Communal Synthétique (DCS) étant une déclinaison à l'échelon de la commune des informations contenues dans le DDRM, la cartographie et les enjeux y sont plus développés.
- Le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) est élaboré par le Maire afin de sensibiliser ses administrés sur les risques majeurs susceptibles de se produire dans sa commune.

Ce document s'accompagne des affichages réglementaires disponibles en mairie et sur les sites industriels à risques, identifiant les consignes à appliquer en cas de crise. Sur cette base, le Maire procède, à son initiative, à l'information des populations qu'il juge la plus adaptée.

La loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages réaffirme la notion d'information préventive. Elle contient, en effet, de nombreuses dispositions tendant à développer une meilleure connaissance du risque auprès des populations exposées, afin qu'elles adoptent un comportement adapté.

La prise en compte des risques dans l'aménagement et l'urbanisme

Les plans de prévention des risques (PPR)

La maîtrise de l'urbanisation constitue l'un des axes fondamentaux de la prévention des risques. Le Plan de Prévention des Risques apparaît comme le principal instrument réglementaire initié par l'Etat. Les PPR ont été institués par la **loi n° 95-101 du 2 février 1995** relative au renforcement de la protection de l'environnement (article L.562-1 du Code de l'Environnement).

Les plans de prévention sont élaborés, avec le concours des services de l'Etat, sous l'autorité du Préfet de département en concertation avec les élus municipaux concernés de façon à parvenir à une gestion partagée du risque.

L'objectif est de déterminer et de cartographier les zones à risques, ainsi que leur degré d'exposition aux phénomènes naturels prévisibles en précisant les règles d'utilisation des sols en adéquation avec cette exposition. Les pouvoirs publics peuvent ainsi, d'une part, informer les populations en place pour les inviter à prendre les mesures comportementales et constructives préconisées, d'autre part, orienter les nouvelles implantations vers les secteurs situés en dehors de ces zones à risques. La loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 a étendu cette procédure aux risques technologiques.

L'approbation des plans de prévention est précédée d'une consultation des populations, des conseils municipaux ainsi que celle d'organismes socioprofessionnels intéressés (article L.562-3 du Code de l'Environnement).

Le Code de l'Urbanisme

Selon les dispositions visées au nouvel article L.121-1 du Code de l'Urbanisme, les documents d'urbanisme intègrent la prévention des risques naturels :

* dans les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT), cette prise en compte s'inscrit (Code de l'Urbanisme, article L. 122-1) dans :

- le rapport de présentation (objectifs à atteindre en matière de risques naturels) ;
- le document d'orientation ;
- les documents graphiques (article R.122-1 al. 2).

* les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) doivent comporter un rapport de présentation qui analyse entre-autres les risques.

Cette étude détermine la délimitation du zonage, la rédaction du règlement et les orientations d'aménagement. L'article R. 123-11 du Code de l'Urbanisme autorise le PLU à prévoir des secteurs dans lesquels les constructions sont interdites ou soumises à des règles particulières.

* Les cartes communales doivent selon les dispositions de l'article L.124-2 du Code de l'Urbanisme, respecter les principes énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1 du Code de l'Urbanisme.

Ces documents d'urbanisme définissent, au moyen d'une cartographie, les secteurs constructibles et non constructibles en fonction notamment de l'existence de risques naturels ;les PPR approuvés, constituent des servitudes d'utilité publique et sont annexés aux plans d'occupation des sols (POS) ou aux PLU (cf. art. 126-1 du Code de l'Urbanisme).

Le Préfet porte à la connaissance de l'autorité concernée, toute information utile, dans le domaine du risque inondation, à l'élaboration ou à la révision des SCOT, des PLU et des cartes communales.

Le Règlement National d'Urbanisme (RNU) comporte des dispositions (article R. 111-2), qui prévalent sur les dispositions d'un PLU/POS approuvé et permettent de refuser un permis de construire ou d'édicter des prescriptions en cas d'atteinte à la sécurité publique.

Les aménagements de prévention et de protection

Des aménagements de prévention et de protection sont réalisés, dans la mesure où ils sont techniquement et économiquement envisageables. Ces travaux sont spécifiques à chaque risque et sont souvent associés à des mesures de surveillance (observateur, guet, témoin) qui permettent d'observer les évolutions des phénomènes et de déclencher la procédure de crise en cas de survenance du risque.

La prévision

Les moyens de prévention et de protection ne permettent pas de supprimer le risque majeur. Il est nécessaire de prévoir l'éventualité de la survenue d'un événement non souhaité et d'anticiper l'organisation des secours par la détermination d'une chaîne d'alerte, de commandement et les missions de chaque intervenant. La prévision repose essentiellement sur l'élaboration d'une planification de secours.

VI - LE PLAN POLYVALENT DE GESTION DE CRISE (PLAN ORSEC)

Fondé sur l'instruction interministérielle du 5 février 1952, confirmé par la loi du 22 juillet 1987 et le décret du 6 mai 1988, le plan ORSEC recense les moyens publics et privés susceptibles d'être mis en œuvre en cas de catastrophe et définit les conditions de leur emploi par l'autorité compétente pour diriger les secours.

Ce document pose les principes :

- d'une organisation (postes de commandement fixe et opérationnel)
- d'une mobilisation des moyens
- des liaisons nécessaires entre les acteurs.

Les plans d'urgence

Les plans d'urgence prévoient les mesures à adopter et les moyens de secours à mettre en œuvre pour faire face à des risques de nature particulière ou liés à l'existence ou au fonctionnement d'installations ou d'ouvrages déterminés.

Il existe 3 catégories de plans d'urgence :

- le plan rouge
- les plans particuliers d'intervention
- les plans de secours spécialisés.

- **Le Plan Rouge** définit l'organisation des secours d'urgence pour faire face à la prise en charge de nombreuses victimes.

Elaboré et mis en œuvre sous l'autorité du Préfet, le plan rouge a pour objet :

- la rapidité de la mise en place de moyens adaptés
- l'organisation du commandement
- la coordination dans la mise en œuvre de ces moyens et une bonne organisation de la régulation médicale.

- **Les Plans Particuliers d'Intervention (PPI)**, sont réalisés autour des installations ou ouvrages fixes dont les risques particuliers sont connus et analysés, tels que :

- installations nucléaires
- grands barrages
- installations classées (SEVESO seuil haut)
- lieux de transit ou d'activités présentant un risque pour l'environnement.

Ils sont élaborés et déclenchés par le Préfet lorsque les conséquences d'un accident interne dépassant l'enceinte du site concerné menacent les populations avoisinantes.

En Gironde, les établissements relevant du seuil haut de la directive SEVESO et le CNPE du Blayais disposent d'un PPI.

- Les Plans de Secours Spécialisés (PSS) couvrent les risques liés :

à une installation ou à une infrastructure ne relevant pas d'un PPI (autoroutes, voies TGV, aéroports, etc.).

à une activité spécifique (transports de matières dangereuses, réseaux d'eau potable, etc.).

à un accident ou à un sinistre de nature à porter atteinte à l'environnement (inondations, coulées de boue, pollutions, etc.).

Les PSS définissent les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des moyens d'intervention publics et privés dans le département.

17 PSS ou plans assimilés sont actuellement opérationnels en Gironde :

Aérodrome de Bordeaux-Mérignac

Alerte météorologique

Assistance à Naufragés TERRE

Autoroutes

Base Aérienne 120 de Cazaux

Canicule (et les plans associés : plan Vermeil, blancs et bleus)

Catastrophe ferroviaire

Eau potable

Gestion des stocks de proximité d'iode

Gestion et préservation de la ressource en eau (sécheresse)

Inondations

Pollution atmosphérique

POLMAR TERRE (pollution maritime)

Règlement départemental d'annonce des crues

SATER (accident aérien)

Transport de Matières Dangereuses

Transport de Matières Radioactives

La loi n° 2004-811 du 13 août 2004 modifie par son article 14 l'actuelle architecture de la planification des secours. Ce texte entend simplifier les outils de planification et assurer la mise en cohérence à tous les niveaux de la gestion territoriale des crises.

Cette nouvelle doctrine qui s'articulera à l'avenir autour d'un tronc commun de gestion multicrise (plan ORSEC) intégrera des modules d'action (plan rouge, hébergement, électro-secours) et des dispositions spécialisées en nombre limité (inondations, transports de matières dangereuses...).

- Les plans communaux de sauvegarde, sous l'autorité des Maires, permettent d'informer les populations locales sur l'apparition et l'évolution d'un aléa, la mise en œuvre des mesures d'urgence, l'assistance des personnes en difficulté, le soutien logistique et l'hébergement éventuel des sinistrés.

La loi n° 2004-811 du 13 août 2004 rend obligatoire cette démarche pour les communes concernées par un plan de prévention des risques naturels approuvé ou un plan particulier d'intervention.

VII - LA GESTION DE LA CRISE

La crise

Lorsqu'un événement survient dont l'ampleur ou la spécificité dépasse les capacités locales de régulation, le Préfet :

- * déclenche un plan d'urgence, voire le plan ORSEC, et met en œuvre les mécanismes d'alerte prévus ;
- * active une cellule de crise, c'est-à-dire convoque l'ensemble des responsables et des experts dont il aura besoin pour gérer la situation de crise qui se présente ;
- * active, en tant que de besoin, un standard de crise destiné à informer le grand public, dénommé “À Votre Service 33” (AVS 33).

La post-crise

Une fois la phase aiguë des opérations de secours terminée, le Préfet coordonne le suivi de l'après-crise qui comprend plusieurs étapes :

- **l'évaluation de la gestion de crise.**

Celle-ci passe par un retour d'expérience sur les événements et par une analyse de leurs causes. Cette phase, n'a pas pour objet de juger les hommes mais de tirer les enseignements afin de proposer une meilleure organisation, capable de susciter de meilleures réactions lors d'éventuelles crises ultérieures. Elle permet également d'évaluer les différents plans et procédures utilisés à cette occasion ;

- **le paiement des prestataires mobilisés dans la phase des secours ;**
- **l'indemnisation.**

Celle-ci s'appuie sur plusieurs dispositifs. En cas de catastrophes technologiques ou liées à une défaillance humaine, la mise en cause de leurs responsables permet le plus souvent d'exiger de leur part et de leurs assureurs une réparation financière au profit des victimes.

VIII - LA PROCEDURE DE RECONNAISSANCE DE L 'ETAT DE CATASTROPHE NATURELLE

Introduite par la loi n° **82-600 du 13 juillet 1982** modifiée par les lois du 25 juin 1990 et du 16 juillet 1992, relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, codifiée dans les articles L. 125-1 et suivants du Code des assurances, la procédure de demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle concerne les dommages matériels directs, “non assurables”, ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel lorsque les mesures habituelles de prévention n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

Les événements pouvant faire l'objet d'une demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sont les suivants :

- les inondations et coulées de boue
- les inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues
- les mouvements de terrain ;
- les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols
- les avalanches
- les séismes.

En revanche, les dommages dus au vent, à la grêle, à la foudre, aux infiltrations d'eau sous les toitures, ne relèvent pas de la procédure de catastrophes naturelles. Ils sont indemnisables par le jeu des contrats classiques d'assurance (tempête, grêle, dégâts des eaux, incendies).

La procédure de demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle se décline ainsi :

- les particuliers touchés déclarent à la mairie les dégâts subis ;
- le Maire adresse le formulaire de demande de reconnaissance au Préfet ;
- le Préfet constitue ensuite un dossier de synthèse, comportant un support technique et météorologique, qu'il adresse au ministère de l'intérieur en vue de son examen par une commission interministérielle ;
 - la commission émet :
 - * soit un avis défavorable, le dossier est rejeté ;
 - * soit un avis d'ajournement dans l'hypothèse où les éléments d'information sont insuffisants. Le dossier doit alors être complété ;
 - * soit un avis favorable à la reconnaissance, dans ce cas, une décision de classement intervient par arrêté interministériel publié au Journal Officiel. Les intéressés disposent alors de 10 jours à compter de cette publication pour faire état, auprès de leurs assureurs, des listes estimatives des préjudices subis dans le cas où elles n'auraient pas été déjà déposées.

DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE

symboles d'information préventive des risques majeurs

risques hydriques	risques géologiques	risques climatiques	risques technologiques	libellé consignes individuelles de sécurité	code vigilance	code vigilance	code spécifique avalanche sports d'hiver	danger persistant interdiction	retour à la normale prudence
				en cas de danger ou d'alerte					
				1 . abritez-vous <i>take shelter</i> regarder					
				2 . écoutez la radio <i>listen to the radio</i> écoute la radio					
				3 . respectez les consignes <i>follow the instructions</i> respecte las consignas					
				pour en savoir plus					
				consultez					
				D N°iris ! 1 0 0 0 0 0 0 0 0 0					
				- sur Internet, le site www.prim.net					
				- à la mairie, le document communal d'information					

II

LE RISQUE FEUX DE FORêt

- I QU 'EST-CE QU'UN FEU DE FORET ?**
- II QUELLES SONT LES MANIFESTATIONS DE CE RISQUE EN GIRONDE ?**
- III QUELLES SONT LES MESURES PRISES DANS LE DEPARTEMENT ?**
- IV LES PLANS DE PREVENTIONS DES RISQUES FEUX DE FORET (PPRF)**

ANNEXE 1 : LE COMPORTEMENT DU CITOYEN

ANNEXE 2 : CARTE FEUX DE FORêt

2 - LE RISQUE FEUX DE FORÊT

I - QU'EST-CE QU'UN FEU DE FORET ?

Les feux de forêts sont des sinistres qui se déclarent et se propagent dans des formations pouvant être :

- des forêts : formations végétales, organisées ou spontanées, dominées par des arbres et des arbustes d'essences forestières, d'âges divers et de densité variable ;
- des landes, friches et terrains vacants non cultivés ni pâturés : formations végétales, plus ou moins hautes, fermées et denses pouvant contenir des arbres épars.

Les facteurs qui interviennent dans le déclenchement et la propagation des feux de forêts sont multiples. Trois sont primordiaux :

- **l'existence d'une source de chaleur** (flamme, étincelle).

L'origine des feux de forêt est majoritairement anthropique : incinérations mal contrôlées, circulation en forêt (voies routières, voies ferroviaires), dépôts d'ordures, incendies volontaires, imprudences, travaux agricoles et forestiers ;

- **l'existence d'un comburant**, un apport d'oxygène étant indispensable à la combustion.

Le vent est un redoutable acteur de la propagation des feux de forêt : il active la combustion, transporte les particules incandescentes et dessèche la végétation, qui sera plus propice à s'enflammer ;

- **l'existence d'un combustible**, la strate herbacée et arbustive dont le comportement au feu sera fonction de :

- son état de sécheresse ;
- la densité du combustible ;
- la continuité horizontale et verticale ;
- son niveau d'entretien.

II - QUELLES SONT LES MANIFESTATIONS DE CE RISQUE EN GIRONDE ?

En Gironde, la forêt couvre 483 222 hectares soit 45 % de la superficie du département. Cet ensemble forestier est essentiellement constitué de forêts privées (96 %).

Le risque feux de forêt n'est pas homogène. Il existe plusieurs problématiques géographiques. Outre la forêt landaise proprement dite, on trouve :

- * les forêts périurbaines (fréquentation - imbrication ou interface de parcelles construites et de parcelles boisées) ;
- * les forêts littorales (difficultés du relief, forte fréquentation estivale) ;
- * les forêts en bordure des infrastructures routières et ferroviaires (nombreux départs de feux) ;
- * les terrains militaires (parcelles peu pénétrables en raison de l'humidité fréquente des sols liée à l'absence de drainage ainsi que la présence de munitions non explosées) ;
- * les secteurs en voie de boisement par abandon de l'agriculture (Nord-Gironde, Bazadais, constitution de vastes étendues boisées par coalescence de petits massifs).

Les communes les plus sensibles au risque feux de forêt dans le département sont au nombre de 159 et correspondent aux communes répertoriées dans le règlement départemental de protection de la forêt contre les incendies.

L'analyse statistique depuis 1986 révèle que le département connaît une moyenne annuelle de 1 143 départs de feux et de 1 283 hectares incendiés.

La Gironde est ainsi le département français comptant le plus grand nombre de départs de feu de végétation entre 1991 et 2003.

Les origines de ces départs de feux depuis 1991, se répartissent comme suit :

- accidentelle 26 %
- inconnue 60 %
- imprudence 5 %
- malveillance 4 %
- naturelle (foudre) 5%

Ces phénomènes s'expliquent par certaines caractéristiques propres à la Gironde.

La forêt départementale se distingue par la prépondérance du pin maritime, essence résineuse par nature hautement inflammable.

Cependant, la forêt des Landes de Gascogne est une forêt cultivée, qui bénéficie d'un entretien régulier, tant de la masse de combustibles sur les strates herbacées et arbustives (sauf forêt usagère de La Teste) que des réseaux d'accès.

De nombreux chablis (arbres morts couchés) consécutifs à la tempête de décembre 1999, n'ont pu être dégagés (Nord-Gironde et Nord-Médoc). Ils sont d'autant plus difficiles à extraire que le parcellaire est très morcelé et que la culture forestière y est moins développée. Ces chablis desséchés, particulièrement inflammables amplifient les risques de propagation de feux de forêt et ralentissent la progression des moyens de secours et de lutte contre les incendies.

Certains végétaux, occupant la strate herbacée de la forêt, aggravent ce risque : il s'agit en particulier de la molinie (graminée) et des fougères dont les frondes (feuilles) sont sèches en fin de saison hivernale.

Soumises à l'action des vents secs d'Est, dominant en cette période de l'année, elles constituent un redoutable combustible pouvant propager le feu à des vitesses impressionnantes.

Par ailleurs, les sols essentiellement sableux ne sont pas portants en hiver et au printemps. La remontée de la nappe phréatique gêne l'accès des véhicules de lutte contre les incendies qui ont tendance à s'embourber.

La conjonction de ces facteurs (végétaux hautement inflammables, vents desséchants et sols faiblement portants) explique la multiplication des incendies au cours des mois de mars et avril. Les mois d'été, au cours desquels se conjuguent les effets de la chaleur, de la faible pluviométrie et de l'importante occupation touristique du territoire forestier (camping, parking, pistes cyclables, etc.) constituent une deuxième période sensible.

Le risque feu de forêt évolue en fonction des modifications qui affectent l'espace forestier :

- développement de l'urbanisation,
- disparition de l'agriculture traditionnelle conduisant à la fermeture des clairières,
- développement des voies DFCI et de dessertes (qui favorise la pénétration en forêt).

En outre, les événements climatiques d'intensité exceptionnelle, contribuent à l'aggravation des risques.

Ainsi, la mémoire girondine a été marquée par de grands incendies historiques :

- en 1949, 140 000 hectares brûlés à Cestas et 82 morts ...
- en 1989, 3 700 hectares détruits dans l'incendie du Porge ;
- en 1990, 5 600 hectares ravagés à Salaunes ;
- plus récemment, en 2002, ce sont 1 500 hectares qui s'embrasèrent à Hourtin.

L'efficacité des systèmes de secours et de lutte mis en place limite les effets de cette menace et la grande majorité des incendies n'excède pas 1 hectare.

Ce dispositif s'organise autour :

- de l'existence d'un réseau dense de pistes et d'observatoires ;
- de travaux d'aménagements des Associations syndicales autorisées de défense des forêts contre l'incendie dans l'entretien des infrastructures, fossés, ponts, réserves d'eau ;
- d'une topographie favorable à un acheminement rapide des secours ;
- d'une politique de gestion des feux naissants attaqués dès leur éclosion, rendue possible par les observations
- de terrain réalisées par les services de secours et graduées en fonction du niveau de risque relevé chaque jour.

III - QUELLES SONT LES MESURES PRISES DANS LE DEPARTEMENT ?

La Prévention du risque feux de forêt

L'information préventive

L'Etat (Préfecture et Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt) en collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours et la Fédération girondine des associations DFCI, a engagé en 2003 une démarche tendant à réaliser un atlas départemental des feux de forêt.

Ce document est destiné, par un recensement et une analyse des données historiques, à déterminer les secteurs les plus exposés afin d'orienter les décisions des pouvoirs publics en matière de protection et de prévention.

Les travaux d'aménagements contre les incendies

Les aménagements et travaux forestiers sont réalisés notamment par :

- les Associations Syndicales Autorisées de défense contre les incendies qui effectuent les travaux d'aménagements forestiers ;

- les sylviculteurs qui assurent l'entretien de la forêt, notamment par le débroussaillement visant à réduire la strate herbacée et arbustive de 0 < 10 cm particulièrement inflammable.

- la réalisation, l'entretien des pistes (16 900 km dont 12% empierrés) et d'ouvrages de franchissement, permettent un accès des véhicules lourds de lutte, une diminution des délais d'intervention et / ou la constitution de zones d'appui pour les services de secours ;

- les 3 700 points d'eau (puits forés, châteaux d'eau forestiers, points d'eau naturels, cuves maçonnées, etc.) assurent l'approvisionnement en eau des services de secours pour une lutte active.

La surveillance des sites forestiers

La stratégie de lutte repose sur une détection rapide des feux naissants. Cette surveillance est réalisée aux moyens :

- du maillage des 23 tours de guet, réparties sur tout le département, essentielles dans la détection précoce des feux, la réduction des délais d'intervention et la continuité de la couverture hertzienne (rôle de relais radio) ;

- des visites de secteur et des collectes d'informations météorologiques (Météo-France, IFM évaluation de risque feu de forêt) qui fixent les niveaux de risques par zone et contribuent à la mobilisation préventive des moyens de lutte, adaptés aux circonstances, afin de réduire les délais d'intervention. Elles sont assurées par le SDIS ; d'autres partenaires sont également concernés (ONF, GN, DFCI) ainsi que les communes possédant des matériels de lutte contre les feux de forêt.

La surveillance des zones à risques, la détection rapide des départs de feux et la réduction des délais d'intervention associées à des aménagements judicieusement répartis contribuent à la réduction des risques.

Depuis quelques années, l'utilisation des images satellites se développe pour assurer le suivi des forêts. Cette technique permet l'acquisition d'une connaissance très précise de l'occupation du sol à l'échelle régionale. Combinée à d'autres bases de données dans un Système d'Information Géographique (SIG), elle apporte des informations indispensables pour une meilleure gestion du territoire.

Le règlement départemental de protection de la forêt contre les incendies

Les pratiques, les modes de gestion et les mesures de protection de la forêt contre l'incendie font l'objet, dans le département de la Gironde, d'un règlement départemental approuvé par arrêté préfectoral du 1^{er} juin 1989 et mis à jour par la loi d'orientation sur la forêt (loi n°2001-602 du 9 juillet 2001).

IV - LES PLANS DE PREVENTIONS DES RISQUES FEUX DE FORET (PPRF)

A ce jour, certaines communes limitrophes de Lacanau, Saumos, Le Porge, Le Temple, Arsac, Le Pian, Saint-Aubin-de-Médoc, ont réalisé leur PPRF. La procédure d'élaboration des PPR feux de forêt devrait constituer, dans les prochaines années, une réelle priorité puisqu'un programme triennal de réalisation de 31 PPRF a été acté.

Le dispositif de lutte contre les incendies

L'ordre d'opération départemental des feux de forêt, élaboré chaque année par le SDIS et arrêté par le Préfet, fixe les règles d'engagement du dispositif de surveillance et de lutte contre les incendies de forêt. Il définit, ainsi, les moyens de surveillance et de lutte, l'organisation du commandement, les contacts et le rôle de chaque acteur de la gestion de la crise via des fiches de tâches.

La stratégie de lutte contre les incendies de forêt repose sur les principes suivants :

- un niveau de mobilisation des services de secours proportionnel au risque incendie ;
- un maillage du territoire permettant une surveillance des secteurs à risques et une réduction des délais d'intervention ; l'attaque la plus précoce possible des feux naissants.

La lutte directe est assurée sur les sinistres par les centres de secours répartis sur l'ensemble du département et équipés en matériel de lutte contre les feux de forêt. La lutte est principalement menée avec des moyens terrestres qui peuvent être complétés par des moyens aériens.

Les deux missions prévention et lutte, bien qu'organisées séparément sont très complémentaires. La collaboration des membres des associations syndicales, en qualité d'hommes "ressources", est nécessaire et précieuse pour une aide au guidage des engins de lutte sur le terrain.

LE COMPORTEMENT DU CITOYEN

FICHE REFLEXE POUR LE RISQUE FEUX DE FORET

Avant la crise

- Repérer les chemins d 'évacuation, les abris....**
- Prévoir les moyens de lutte (points d 'eau, matériels...)**
- Débroussailler autour de la maison**
- Vérifier l 'état des fermetures et de la toiture**

Pendant la crise

Si l 'on est témoin d 'un départ de feu

- Informer les pompiers**
- Si possible attaquer le feu**
- Rechercher un abri en fuyant dos au feu**
- Respirer à travers un linge humide**
- Ne pas sortir de voiture**

Dans un bâtiment

- Ouvrir le portail du terrain**
- Fermer les bouteilles de gaz (éloigner celles qui sont à l 'extérieur)**
- Fermer et arroser volets, portes et fenêtres**
- Occulter les aérations avec des linges humides**
- Rentrer les tuyaux d 'arrosage**

Après la crise

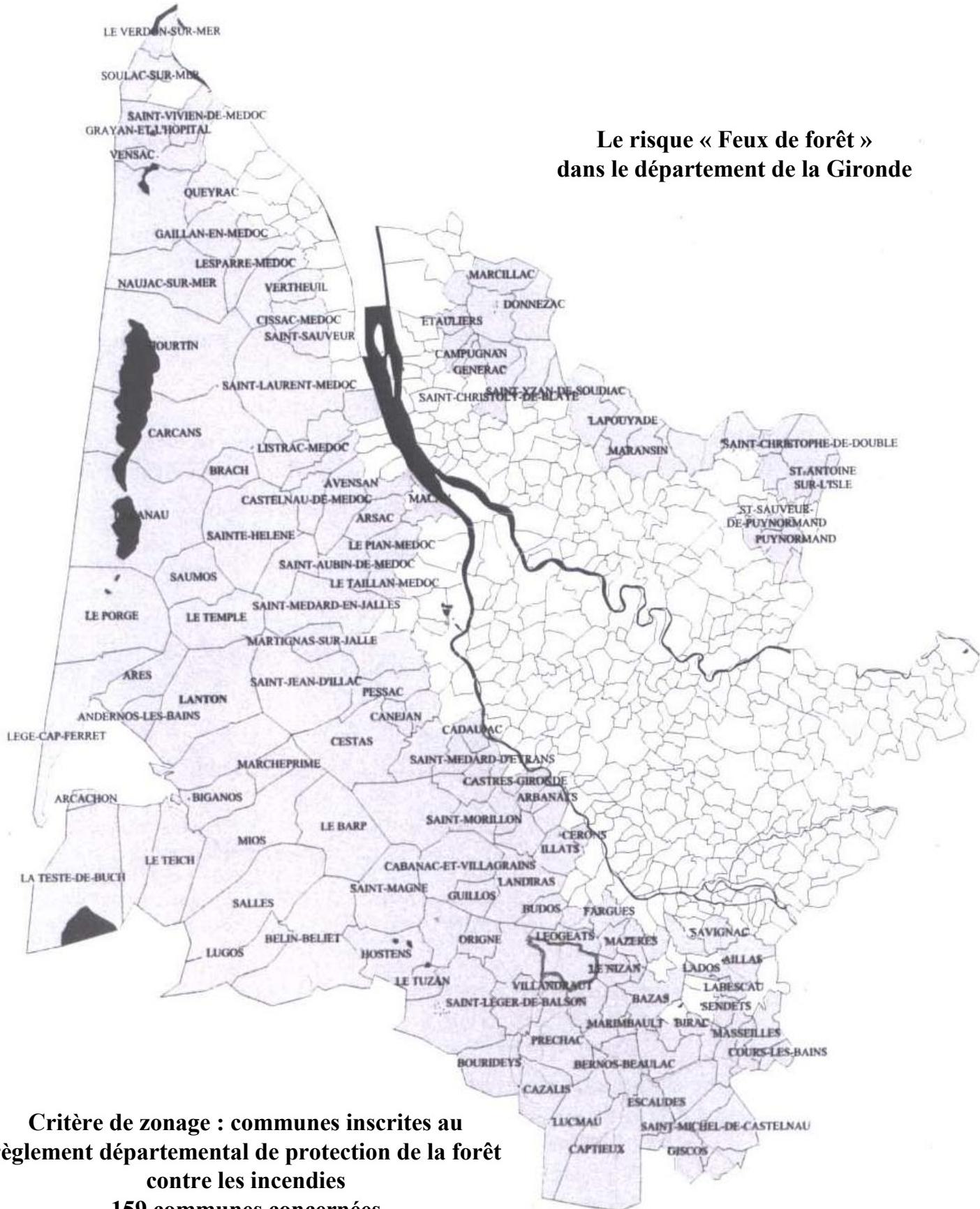
- Eteindre les foyers résiduels**

OUS 'INFORMER

- Auprès de l 'Office National des Forêts
- Auprès de la Mairie
- Auprès de la Préfecture de la Gironde
 - (Service Interministériel Régional de Défense et de Protection Civile)
- Auprès du Service Départemental d 'Incendie et de Secours

A RETENIR

- Ne jamais vous approcher à pied ou en voiture d 'un feu de forêt**
- Ouvrir le portail de votre terrain**
- Fermer les bouteilles de gaz**
- Enfermez-vous dans un bâtiment**
- Fermez les volets**



III

LE RISQUE TEMPÊTE

- I QU'EST-CE QU'UNE TEMPÊTE ?**
- II QUELLES SONT LES MANIFESTATIONS DE CE RISQUE EN GIRONDE ?**
- III QUELLES SONT LES MESURES PRISES DANS LE DEPARTEMENT ?**
- IV LA SURVEILLANCE ET L'ALERTE**

ANNEXE 1 : LE COMPORTEMENT CITOYEN

ANNEXE 2 : LES ALERTES METEOROLOGIQUES

3 - LE RISQUE TEMPÊTE

I - QU'EST-CE QU'UNE TEMPÊTE ?

Les tempêtes sont des violentes perturbations atmosphériques (variations de pression atmosphérique et de vent) qui engendrent des risques de dommages allant de simples dégâts matériels mineurs jusqu'à des ravages catastrophiques impliquant des victimes.

Ces phénomènes, qui se créent à des latitudes extra-tropicales, s'accompagnent de vents violents (vitesses très élevées : supérieures à 90 km/h pouvant parfois dépasser les 200 km/h).

Le vocabulaire utilisé

- **La Pression atmosphérique** correspond à la pression exercée, sur une unité de surface, par la masse de la colonne d'air située à l'aplomb de cette surface. C'est l'un des paramètres utilisés par les météorologues pour caractériser le temps qu'il fait ; elle est exprimée en hectopascal (hPa).

- **Une Dépression** est une zone de basses pressions (inférieures à 1 015 hPa en moyenne). Plus on s'approche de son centre, plus la pression diminue. Elle s'oppose à l'**anticyclone** qui est une zone où les pressions sont élevées.

- **Un Courant-jet** est un violent courant aérien au voisinage de la tropopause (surface qui sépare la troposphère de la stratosphère).

- L'idée de **rail des dépressions** est fondée sur la notion de variabilité atmosphérique et couvre avec un seul concept tous les types de temps possibles en Europe. Elle doit pour cela être préférée aux idées basées sur des notions statiques et incompatibles entre elles du type anticyclone des Açores ou front polaire.

Les tempêtes et les dépressions sont des phénomènes naturels permettant d'assurer la stabilité des températures climatiques observées dans l'atmosphère. Il existe, en effet, des échanges de chaleur entre l'équateur (recevant beaucoup d'énergie solaire) et les pôles (recevant peu d'énergie).

Le rail des dépressions peut prendre, pendant une durée relativement longue, plusieurs formes, dont deux caractéristiques conditionnent le temps en Europe :

- une configuration dite de "blocage" (le rail se scinde en deux branches au niveau du 30^e méridien ouest) : les tempêtes restent sur l'Atlantique, l'Europe reçoit peu d'eau ;
- une configuration dite "zonale" (le rail s'étend le long du 50^e parallèle, de Terre-Neuve jusqu'aux îles britanniques) : les tempêtes touchent modérément l'Europe.

Les vents, les vagues et les pluies

Les vents sont les conséquences directes de l'inégalité des pressions. Ils sont d'autant plus violents que la chute de pression est importante et rapide. Les vents sont dus non seulement aux différences de température des masses d'air, provoquant des différences de pression, mais aussi, notamment, à la rotation de la Terre (force de Coriolis), à la courbure des trajectoires des courants aériens, aux frottements sur la surface terrestre. Un courant-jet assez fort, associé à des phénomènes tourbillonnants d'une amplitude suffisante, est de nature à compenser les déperditions dues sur terre aux forces de frottement et à entraîner une amplification de la tempête.

Le passage de fortes tempêtes s'accompagne généralement, sous l'effet conjugué du vent et d'un état dépressionnaire très marqué, de marées anormalement hautes.

Ce phénomène de marée de tempête correspond au phénomène de surcote (la hauteur d'eau est supérieure à la marée théorique). La hauteur des vagues, et donc les dommages qu'elles sont susceptibles de causer, sont directement fonction de la vitesse du vent.

On considère ainsi qu'un vent établi soufflant à 130 km/h peut entraîner la formation de vagues déferlantes d'une hauteur de 15 m.

Les pluies potentiellement importantes associées aux tempêtes constituent un phénomène génératrice d'aléas importants : inondations plus ou moins rapides, glissements de terrains et coulées boueuses.

Du fait de la pluralité de leurs effets (vents, pluies, vagues) et de zones géographiques touchées souvent étendues, les conséquences des tempêtes sont fréquemment importantes, tant pour l'homme que pour ses activités ou pour son environnement.

II - QUELLES SONT LES MANIFESTATIONS DE CE RISQUE EN GIRONDE ?

L'ensemble du département girondin est bien concerné par le risque tempête d'autant que le département présente une longue façade maritime.

En effet, les zones littorales sont particulièrement sensibles au risque tempête car elles sont plus proches en général des perturbations venant de l'Atlantique.

Les tempêtes extra-tropicales surviennent généralement en automne-hiver, d'où leur appellation de tempête d'hiver. Elles peuvent néanmoins se produire en toute saison sous l'influence d'un cyclone ayant quitté les régions tropicales.

Les deux tempêtes successives des 26 et 27 décembre 1999 (Lothar et Martin) ont fait plusieurs victimes et occasionné de graves dommages sur la majeure partie du territoire national.

La Gironde, frappée le 27 décembre, n'a pas été épargnée :

3 victimes décédées, 36 blessés graves et 2 299 personnes secourues ;

de nombreuses habitations inondées en bordure d'estuaire et des digues endommagées ;

400 000-foyers privés d'électricité (arbres abattus sur les lignes et pylônes détruits), dont plusieurs établissements sensibles (maisons de retraite) - le rétablissement complet de l'alimentation n'a pu intervenir que 20 jours après ;

60 000 foyers sans téléphone - le retour à la normale s'est opéré 25 jours après ;

111 000 habitations privées d'eau potable, conduisant les autorités à distribuer 400 000 bouteilles par jour et à installer 390 citernes ;

les réseaux routiers (surtout en Médoc et Haute Lande) et ferroviaire (y compris lignes TGV) fortement perturbés ;

30 % (18 millions de m³) de la forêt abattue (la sylviculture est un secteur majeur de l'économie locale) nécessitant l'intervention des forces armées (jusqu'en mars) pour dégager plus de 3 400 km de pistes forestières.

Autres phénomènes météorologiques particulièrement importants en Gironde

A noter que deux autres phénomènes météorologiques peuvent être observés dans le département :

- **Les phénomènes orageux** sont coutumiers dans tout le sud-ouest de la France. Il arrive en effet fréquemment qu'une masse d'air polaire descende et se stabilise aux environs du Portugal, c'est le phénomène dit de "goutte froide". La confrontation de cette masse d'air avec l'air chaud continental engendre une situation propice aux déclenchements d'orages. Les départements français, dont la Gironde, situés à proximité de cette masse d'air, sont donc directement concernés par ces manifestations orageuses plus localisées que les tempêtes ; elles se sont révélées particulièrement dévastatrices le 15 juillet 2003.

- **Les phénomènes de " Galernes " ou les fronts de rafales** sont des manifestations météorologiques, extrêmement difficiles à prévoir du fait de leur soudaineté et sont presque exclusivement localisées en milieu marin.

En effet, certains jours de calme, il se forme subitement une barre de nuages noirs et un vent violent nord-ouest se met à souffler en l'espace de quelques minutes. D'importants phénomènes de galernes ou de fronts de rafales ont eu lieu le 7 juin 1987 et le 13 mai 2002.

III - QUELLES SONT LES MESURES PRISES DANS LE DEPARTEMENT ?

Ces mesures reposent en particulier sur la prévision des phénomènes tempétueux, sur l'information de la population exposée et des autorités, et sur des mesures d'ordre constructives.

L'information préventive

Le site Internet de Météo-France transmet les informations de vigilance et les consignes de sécurité sur : <http://www.meteo.fr/meteonet/index.htm>

La conception de l'habitat

La prévention la plus efficace pour lutter contre les effets des tempêtes consiste à respecter les normes de construction en vigueur afin d'améliorer la résistance générale des bâtiments à la force des vents (ancrage des toits et des cheminées, ouvrants équipés de volets ou persiennes, revêtement protecteur, etc.).

Dans les zones sensibles (littoral, vallées canalisant les vents, point haut...), la pente du toit, l'orientation des ouvertures, sont autant d'éléments de structure à déterminer en fonction des caractéristiques essentielles des vents régionaux dominants.

Idéalement, une conception adaptée de l'habitat doit s'accompagner de mesures portant sur l'implantation et l'élagage des arbres proches (voire leur abattage dans le cas d'arbres vieux et/ou malades) et visant également la suppression d'objets susceptibles de se transformer en projectiles lors des rafales.

De telles mesures s'appliquent également aux abords des voies de communication et des réseaux aériens de faible hauteur.

IV - LA SURVEILLANCE ET L'ALERTE

En France, la prévention s'appuie aujourd'hui en grande partie sur la surveillance de l'évolution des perturbations atmosphériques et sur la mise en œuvre de dispositifs d'information des populations et des autorités concernées.

La prévision météorologique

Météo-France a pour mission la prévision météorologique. Celle-ci repose sur les observations des paramètres météorologiques et sur les conclusions obtenues par des modèles numériques.

L'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) coordonne à l'échelle mondiale, par le biais de la Veille Météorologique Mondiale (VMM), la collecte et la diffusion des observations nécessaires aux prévisions.

En France, le relevé d'informations météorologiques se fait toutes les heures voire toutes les 10 minutes (environ) en cas de crise. Les radars peuvent réceptionner des informations toutes les 5 minutes et les satellites toutes les 30 minutes (prochainement 15 mn).

L'information et l'alerte - La Procédure de vigilance Météo

Une nouvelle procédure de vigilance météorologique est opérationnelle au plan national depuis octobre 2001. Cette procédure s'appuie sur l'élaboration d'une carte de vigilance, deux fois par jour (à 6 h et 16 h), à des horaires compatibles avec une diffusion efficace pour les services de sécurité et les médias. Cette procédure a un triple objectif :

- donner aux autorités publiques, à l'échelon national, zonal et départemental, les moyens d'anticiper une crise majeure par une annonce plus précoce et davantage ciblée que les phénomènes majeurs ;
- fournir aux préfets, aux maires et aux services opérationnels les outils de prévision et de suivi permettant de préparer et de gérer une telle crise ;
- assurer simultanément l'information la plus large possible des médias et de la population en donnant les conseils ou consignes de comportement adaptés à la situation.

Quatre couleurs définissent ainsi une gradation des risques et sont associées à des conseils de comportement adaptés :

- vert : pas de vigilance particulière ;
- jaune : phénomènes habituels dans la région, mais occasionnellement dangereux ;
- orange : vigilance accrue nécessaire, car phénomènes dangereux d'intensité inhabituelle prévus ;
- rouge : vigilance absolue obligatoire, car phénomènes dangereux d'intensité exceptionnelle prévus.

Lors d'une mise en vigilance orange ou rouge, des bulletins de suivi nationaux et régionaux sont élaborés, afin de couvrir le ou les phénomène(s) signalé(s).

Ils contiennent quatre rubriques :

- la description de l'événement
- sa qualification
- les conseils de comportement
- et la date et heure du prochain bulletin.

Le plan départemental d'alerte météorologique

Le plan départemental d'alerte météorologique synthétise l'ensemble de ces éléments et prévoit la diffusion de l'information par le Préfet aux maires, aux services d'urgence et de secours et aux médias, en situation de vigilance orange et rouge, afin que ceux-ci préparent les moyens d'informer la population.

LE COMPORTEMENT DU CITOYEN

FICHE REFLEXE POUR LE RISQUE TEMPÊTE

Avant la crise

- Connaître les consignes de sauvegarde et les messages météo
- Rentrer à l'intérieur les objets susceptibles d'être emportés
- Gagner un abri en dur - Fermer portes et volets
- Rentrer les bêtes et le matériel
- S'éloigner des bords de mer et des lacs
- Annuler les sorties en mer ou en rivière
- Arrêter les chantiers - Rassembler le personnel
- Mettre les grues en girouette

Pendant la crise

- Ne sortir en aucun cas
- S'informer du niveau d'alerte, des messages météo et des consignes des autorités
- Se déplacer le moins possible - En voiture rouler lentement
- Débrancher les appareils électriques et les antennes télévisions
- Ne pas téléphoner

Après la crise

- Réparer ce qui peut l'être sommairement (toiture notamment)
- Couper branches et arbres qui menacent de s'abattre
- Faire attention aux fils électriques et téléphoniques tombés

OU S'INFORMER

- Auprès de Météo France : www.meteo.fr
- Auprès de la Mairie
- Auprès de la Préfecture de la Gironde
(Service Interministériel Régional de Défense et de Protection Civile)
- Auprès du Service Départemental d'Incendie et de Secours

ALERTE METEOROLOGIQUE

NIVEAU DE VIGILANCE ORANGE

Le Préfet de La Gironde , au vu des informations transmises par Météo-France et conformément au plan d ' alerte météorologique :

- Décide la diffusion de l'alerte météorologique (**Niveau de Vigilance ORANGE**) pour le phénomène suivant :

FORTES PRECIPITATIONS

pour l'ensemble du département : validité du au à h

Il est demandé, en particulier aux maires de prendre toutes les dispositions garantissant la sécurité des biens et des personnes et d'informer la population sur les risques et les comportements suivants :

RISQUES

De fortes précipitations susceptibles d'affecter les activités humaines sont attendues

- Des inondations importantes sont possibles dans les zones habituellement inondables, sur l'ensemble des bassins hydrologiques du département concerné.

- Des cumuls importants de précipitations sur de courtes durées, peuvent, localement, provoquer des crues inhabituelles de ruisseaux et fossés.

- Risque de débordement des réseaux d'assainissement.

- Les conditions de circulations routière peuvent être rendues difficiles sur l'ensemble du réseau secondaire et quelques perturbations peuvent affecter les transports ferroviaires en dehors du réseau « grandes lignes »

- Des coupures d 'électricité peuvent se produire

CONSEILS ET COMPORTEMENTS

- Renseignez-vous avant d'entreprendre vos déplacements et soyez très prudents

- Ne vous engagez en aucun cas, à pied ou en voiture, sur une voie immergée.

- Dans les zones habituellement inondables, mettez en sécurité vos biens susceptibles d 'être endommagés et surveillez la montée des eaux.

Dès cet instant, il vous appartient de vous tenir informer de l'évolution de cet événement météorologique
08.92.68.02.33 ou 08.92.68.00.00 Répondeur Préfecture 05.56.90.65.98
- Minitel 36.15 météo ou par internet : www.meteo.fr

ALERTE METEOROLOGIQUE

NIVEAU DE VIGILANCE ORANGE

Le Préfet de La Gironde , au vu des informations transmises par Météo-France et conformément au plan d 'alerte météorologique :

- Décide la diffusion de l 'alerte météorologique (**Niveau de Vigilance ORANGE**) pour le phénomène suivant :

NEIGE / VERGLAS

pour l 'ensemble du département : validité du

au

à

h

Il es t demandé, en particulier aux maires de prendre toutes les dispositions garantissant la sécurité des biens et des personnes et d 'informer la population sur les risques et les comportements suivants :

RISQUES

Des chutes de neige ou du verglas, dans des proportions importantes pour la région sont attendues

- Les conditions de circulation peuvent devenir rapidement très difficiles sur l'ensemble du réseau, tout particulièrement en secteur forestier où des chutes d 'arbres peuvent accentuer les difficultés.

- Les risques d 'accidents sont accrus - Quelques dégâts peuvent affecter les réseaux de distribution d 'électricité et de téléphone.

CONSEILS ET COMPORTEMENTS

- Soyez prudents et vigilants si vous devez absolument vous déplacer.
- Privilégiez les transports en commun.

- Renseignez-vous sur les conditions de circulation auprès du centre régional d 'information et de coordination routière (CRICR) 0556.99.31.32
- Préparez vos déplacements et votre itinéraire.

- Respectez les restrictions de circulation et déviations mises en place.

- Facilitez le passage des engins de dégagement des routes et autoroutes, en particulier en stationnant votre véhicule en dehors des voies de circulation.

- Protégez-vous des chutes et protégez les autres en dégageant la neige et en salant les trottoirs devant votre domicile, tout en évitant d 'obstruer les regards d 'écoulement des eaux.
- Ne touchez en aucun cas à des fils électriques tombés au sol.

Dès cet instant, il vous appartient de vous tenir informer de l 'évolution de cet événement météorologique 08.92.68.02.33 ou 08.92.68.00.00 Répondeur Préfecture 05.56.90.65.98

- Minitel 36.15 météo ou par internet : www.meteo.fr

ALERTE METEOROLOGIQUE

NIVEAU DE VIGILANCE ORANGE

Le Préfet de La Gironde , au vu des informations transmises par Météo-France et conformément au plan d 'alerte météorologique :

- Décide la diffusion de l'alerte météorologique (**Niveau de Vigilance ORANGE**) pour le phénomène suivant :

VENT VIOLENT

pour l'ensemble du département : validité du au à h

Il est demandé, en particulier aux maires de prendre toutes les dispositions garantissant la sécurité des biens et des personnes et d'informer la population sur les risques et les comportements suivants :

RISQUES

- Des coupures d 'électricité et de téléphone peuvent affecter les réseaux de distribution. Pendant des durées relativement importants.
 - Les toitures et les cheminées peuvent être endommagées.
 - Risque de chute de branches
 - Possibles déplacements de véhicules.
 - La circulation routière peut être perturbée, en particulier sur le réseau secondaire en zone forestière

CONSEILS ET COMPORTEMENTS

- Limiter vos déplacements. Limitez votre vitesse sur route et autoroute, en particulier si vous conduisez un véhicule ou attelage sensible aux effets du vent.
 - Ne vous promenez pas en forêt et sur le littoral.
 - En ville, soyez vigilants face aux chutes possibles d'objets divers
 - N'intervenez pas sur les toitures et ne touchez en aucun cas à des fils électriques tombés au sol.
 - Rangez ou fixez les objets sensibles aux effets du vent ou susceptibles d'être endommagés

Dès cet instant, il vous appartient de vous tenir informer de l'évolution de cet événement météorologique
08.92.68.02.33 ou 08.92.68.00.00 Répondeur Préfecture 05.56.90.65.98
- Minitel 36.15 météo ou par internet : www.meteo.fr

ALERTE METEOROLOGIQUE

NIVEAU DE VIGILANCE ORANGE

Le Préfet de La Gironde , au vu des informations transmises par Météo-France et conformément au plan d 'alerte météorologique :

- Décide la diffusion de l'alerte météorologique (**Niveau de Vigilance ORANGE**) pour le phénomène suivant :

ORAGES

pour l'ensemble du département : validité du au à h

Il est demandé, en particulier aux maires de prendre toutes les dispositions garantissant la sécurité des biens et des personnes et d'informer la population sur les risques et les comportements suivants :

RISQUES

- Violents orages susceptibles de provoquer localement des dégâts importants.
 - Des dégâts importants sont localement à craindre sur l'habitat léger et les installations provisoires
 - Des inondations de caves et points bas peuvent se produire très rapidement.
 - Quelques départs de feux peuvent être enregistrés en forêt suite à des impacts de foudre non accompagnés de précipitations.

CONSEILS ET COMPORTEMENTS

- A l'approche d'un orage, prenez les précautions d 'usage
Pour mettre à l 'abri les objets sensibles au vent
 - Ne vous abritez pas sous les arbres.
 - Evitez les promenades en forêts.

Evitez d'utiliser le téléphone et les appareils électriques.

Dès cet instant, il vous appartient de vous tenir informer de l'évolution de cet événement météorologique
08.92.68.02.33 ou 08.92.68.00.00 Répondeur Préfecture 05.56.90.65.98
- Minitel 36.15 météo ou par internet : www.meteo.fr

ALERTE METEOROLOGIQUE

NIVEAU DE VIGILANCE ROUGE

Le Préfet de La Gironde , au vu des informations transmises par Météo-France et conformément au plan d 'alerte météorologique :

- Décide la diffusion de l ’alerte météorologique (**Niveau de Vigilance ROUGE**) pour le phénomène suivant :

FORTES PRECIPITATIONS

pour l'ensemble du département : validité du au à h

Il est demandé, en particulier aux maires de prendre toutes les dispositions garantissant la sécurité des biens et des personnes et d'informer la population sur les risques et les comportements suivants :

RISQUES

- De très fortes précipitations sont attendues susceptibles d'affecter les activités humaines et la vie économique pendant plusieurs jours.
 - Des inondations très importantes sont possibles, y compris dans des zones rarement inondables, sur l'ensemble des bassins hydrologiques des départements concernés.
 - Des cumuls très importantes de précipitations sur de courtes durées peuvent localement provoquer des crues torrentielles de ruisseaux et fossés.
 - Les conditions de circulation routière peuvent être rendues extrêmement difficiles sur l'ensemble du réseau.
 - Risque de débordement des réseaux d'assainissement.
 - Des coupures d'électricité plus ou moins longues peuvent se produire.

CONSEILS ET COMPORTEMENTS

- Dans la mesure du possible restez chez vous ou évitez tout déplacement
 - S'il vous est absolument indispensable de vous déplacer, soyez très prudents. Respectez, en particulier, les déviations mises en place.
 - Ne vous engagez en aucun cas, à pied ou en voiture, sur une voie immergée.
 - Signalez votre départ et votre destination à vos proches.

Pour protéger votre intégrité et votre environnement Proche :

 - Dans les zones inondables, prenez d'ores et déjà, toutes les précautions nécessaires à la sauvegarde de vos biens face à la montée des eaux, même dans les zones rarement touchées par les inondations.
 - Prévoyez des moyens d'éclairage de secours et faites une réserve d'eau potable.
 - Facilitez le travail des sauveteurs qui vous proposent une évacuation et soyez attentif à leurs conseils. N'entreprenez aucun déplacement avec une embarcation sans avoir pris toutes les mesures de sécurité.

mer de l'évolution de cet événement météorologique
deur Préfecture 05.56.90.65.98

ALERTE METEOROLOGIQUE

NIVEAU DE VIGILANCE ROUGE

Le Préfet de La Gironde , au vu des informations transmises par Météo-France et conformément au plan d 'alerte météorologique :

- Décide la diffusion de l'alerte météorologique (**Niveau de Vigilance ROUGE**) pour le phénomène suivant :

ORAGES

pour l'ensemble du département : validité du

au à h

Il est demandé, en particulier aux maires de prendre toutes les dispositions garantissant la sécurité des biens et des personnes et d'informer la population sur les risques et les comportements suivants :

RISQUES

- Nombreux et vraisemblablement très violents orages, susceptibles de provoquer localement des dégâts très importants.
 - Localement, des dégâts très importants sont à craindre sur les habitations, les parcs, les cultures et les plantations.
 - Les massifs forestiers peuvent localement subir de très forts dommages et peuvent être rendus vulnérables aux feux par de très nombreux impacts de foudre.
 - L'habitat léger et les installations provisoires Peuvent être mis en réel danger.
 - Des inondations de caves et points bas sont à craindre, ainsi que des crues torrentielles aux abords des ruisseaux et petites rivières.

CONSEILS ET COMPORTEMENTS

Dans la mesure du possible :

- Evitez les déplacements

En cas d'obligation de déplacement :

- Soyez prudents et vigilants, les conditions de circulation pouvant devenir soudainement très dangereuses.

- N'hésitez pas à vous arrêter dans un lieu sûr.

Pour protéger votre intégrité et votre environnement proche :

- Evitez d'utiliser le téléphone et les appareils électriques.

- Rangez ou fixez les objets sensibles aux effets du vent ou susceptibles d'être endommagés.

- Si vous pratiquez le camping, vérifiez qu'aucun danger ne vous menace en cas de très fortes rafales de vent ou d'inondations torrentielles soudaines. En cas de doute, réfugiez-vous, jusqu'à l'annonce d'une amélioration, dans un endroit sûr.

- Signalez sans attendre les départs de feux dont vous pourriez être témoin.

- Si vous êtes dans une zone sensible aux crues torrentielles, prenez toutes les précautions nécessaires à la sauvegarde de vos biens face à la montée des eaux

Dès cet instant, il vous appartient de vous tenir informer de l'évolution de cet événement météorologique 08.92.68.02.33 ou 08.92.68.00.00 Répondeur Préfecture 05.56.90.65.98

Répondeur Préfecture 05.56.90.65.98

ou par internet : www.meteo.fr

ALERTE METEOROLOGIQUE

NIVEAU DE VIGILANCE ROUGE

Le Préfet de La Gironde , au vu des informations transmises par Météo-France et conformément au plan d 'alerte météorologique :

- Décide la diffusion de l'alerte météorologique (**Niveau de Vigilance ROUGE**) pour le phénomène suivant :

NEIGE / VERGLAS

pour l'ensemble du département : validité du au à h

Il est demandé, en particulier aux maires de prendre toutes les dispositions garantissant la sécurité des biens et des personnes et d'informer la population sur les risques et les comportements suivants :

RISQUES

- De très importantes chutes de neige ou du verglas sont attendues, susceptibles d ’affecter gravement les activités humaines et économiques
 - Les conditions de circulation risquent de devenir rapidement impraticables sur l’ensemble du réseau.
 - De très importants dégâts peuvent affecter les réseaux de distributions d ’électricité et de téléphone pendant plusieurs jours.
 - De très importantes perturbations sont à craindre concernant les transports aériens et ferroviaires.

CONSEILS ET COMPORTEMENTS

Dans la mesure du possible :

- Restez chez vous.
 - N'entreprenez aucun déplacement autres que ceux absolument indispensables.

En cas d'obligation de déplacement :

- Renseignez vous auprès du CRICR 0556.99.31.32
 - Signalez votre départ et votre lieu de destination à vos proches
 - Munissez vous d'équipements spéciaux.
 - Respectez scrupuleusement les déviations et les consignes de circulation.
 - Prévoyez un équipement minimum au cas où vous seriez obligés d'attendre plusieurs heures sur la route à bord de votre véhicule.
 - Ne quittez celui-ci sous aucun prétexte autre que sur sollicitation des sauveteurs.

Pour protéger votre intégrité et votre environnement proche

- Protégez-vous des chutes et protégez les autres en dégageant la neige et en salant les trottoirs devant votre domicile, tout en évitant d ’obstruer les regards d ’écoulement des eaux.
 - Ne touchez en aucun cas à des fils électriques tombés au sol.
 - Protégez vos canalisations d ’eau contre le gel.
 - Prévoyez des moyens d ’éclairage de secours et faites une réserve d ’eau potable.
 - Si vous utilisez un dispositif d ’assistance médicale (respiratoire ou autre) alimenté par électricité, prenez vos précautions en contactant l ’organisme qui en assure la gestion.

Dès cet instant, il vous appartient de vous tenir informer de l'évolution de cet événement météorologique
08.92.68.02.33 ou 08.92.68.00.00 Répondeur Préfecture 05.56.90.65.98

- Minitel 36.15 météo

ALERTE METEOROLOGIQUE

NIVEAU DE VIGILANCE ROUGE

Le Préfet de La Gironde , au vu des informations transmises par Météo-France et conformément au plan d 'alerte météorologique :

- Décide la diffusion de l 'alerte météorologique (**Niveau de Vigilance ROUGE**) pour le phénomène suivant :

VENT VIOLENT

pour l 'ensemble du département : validité du

au

à

h

Il est demandé, en particulier aux maires de prendre toutes les dispositions garantissant la sécurité des biens et des personnes et d 'informer la population sur les risques et les comportements suivants :

RISQUES

Avis de tempête très violente

- Des coupures d 'électricité et de téléphone

Peuvent affecter les réseaux de distributions pendant des durées très importantes.

- Des dégâts nombreux et importants sont à attendre sur les habitations, les parcs et les plantations. Les massifs forestiers peuvent être Fortement touchés.

- La circulation routière peut être très difficile sur l 'ensemble du réseau.

- Les transports aériens, ferroviaires et maritimes peuvent être sérieusement affectés.

Des inondations importantes peuvent être à craindre aux abords des estuaires en période de marée haute.

CONSEILS ET COMPORTEMENTS

Dans la mesure du possible

- Restez chez vous.

- Mettez vous à l 'écoute de vos stations de radio locales

- Prenez contact avec vos voisins et organisez-vous.

En cas d'obligation de déplacement :

- Limitez vous au strict indispensable en évitant, de préférence, les secteurs forestiers.

- Signalez votre départ et votre destination à vos proches.

Pour protéger votre intégrité et votre environnement proches :

- Rangez ou fixez les objets sensibles aux effets du vent ou susceptibles d 'être endommagés.

- N 'intervenez en aucun cas sur les toitures et ne touchez pas à des fils électriques tombés au sol.

- Si vous êtes riverain d 'un estuaire, prenez vos précautions face à des possibles inondations et surveillez la montée des eaux.

- Prévoyez des moyens d 'éclairage de secours et faites une réserve d 'eau potable.

- Si vous utilisez un dispositif d 'assistance médicale (respiratoire ou autre) alimenté par électricité, prenez vos précautions en contactant l 'organisme qui en assure la gestion.

Dès cet instant, il vous appartient de vous tenir informer de l 'évolution de cet événement météorologique
08.92.68.02.33 ou 08.92.68.00.00

Répondeur Préfecture 05.56.90.65.98

- Minitel 36.15 météo

ou par internet : www.meteo.fr

IV

**LE RISQUE TRANSPORT
DE MATIÈRES DANGEREUSES**

- I QU'EST-CE QUE LE TMD ?**
- II QUELLES SONT LES MANIFESTATIONS DE CE RISQUE EN GIRONDE ?**
- III QUELLES SONT LES MESURES PRISES DANS LE DEPARTEMENT ?**

ANNEXE : IDENTIFICATION DES CLASSES

4 - LE RISQUE - TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES

LE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES ROUTIER (TMDR)

I - QU'EST-CE QUE LE TMD ?

Le Transport de Matières Dangereuses s'applique au déplacement de substances, qui, de par leurs propriétés physico-chimiques ou de par la nature même des réactions qu'elles sont susceptibles de mettre en œuvre, peuvent présenter un danger grave pour les populations, les biens ou l'environnement.

Les différentes modalités de transport de matières dangereuses se distinguent en fonction de la nature des risques qu'elles induisent :

- le transport routier est le plus exposé au risque. Il concerne environ 75 % du tonnage total du TMD et les causes d'accidents sont multiples :

état du véhicule (freins, pneumatiques, attelages),

faute de conduite du chauffeur ou d'un tiers (fatigue, négligences, inattention, ébriété, vitesse), et conditions météorologiques (intempéries, grêle, brouillard, verglas, neige) ;

- le transport ferroviaire rassemble 17 % du tonnage total du TMD. C'est un moyen de transport, affranchi de la plupart des conditions climatiques, et encadré dans un organisation contrôlée (personnels formés et soumis à un ensemble de dispositifs et procédures sécurisés) ;

- le transport maritime ou fluvial regroupe, quant à lui, environ 4 % du tonnage total du TMD.

Les risques de ce type de transport concernent spécifiquement les postes de chargement et de déchargement des navires, ainsi que les effets induits par les erreurs de navigation. Il en résulte des risques de pollutions des milieux par déversement de substances nocives. Les tonnages impliqués sont là encore très importants ;

- le transport par canalisation (oléoducs, gazoducs) correspond à 4 % du tonnage total du TMD et apparaît comme un moyen sûr en raison des protections des installations fixes (conception et sécurisation des canalisations). Les risques résident essentiellement dans la rupture ou la fuite d'une conduite ;

- le transport aérien constitue une part infime du tonnage du TMD.

Les conséquences d'un accident de transport de matières dangereuses peuvent être :

- l'incendie, provoqué par un choc, un échauffement, une fuite, etc. dont le flux thermique ou les dégagements gazeux occasionnent brûlure et asphyxie (parfois sur un large périmètre) ;

- l'explosion, flux mécanique qui se propage sous forme de détonation ou de déflagration. Des risques de traumatisme, direct ou par onde de choc, peuvent en résulter ;

- la radioactivité correspond principalement à une exposition interne à des radioéléments ayant contaminé le milieu ;

- la dispersion dans l'air (nuage toxique ou radioactif), dans l'eau ou le sol, de produits toxiques, au gré des vents ou de la configuration des lieux (pente, géologie...). Cette dispersion peut entraîner : des risques d'intoxication par inhalation, ingestion ou contact ;

des risques d'irradiation par exposition à des radioéléments ayant été libérés ;

des risques pour l'environnement (écosystème animal ou végétal) du fait de la pollution ou de la contamination du milieu.

En toute hypothèse, un périmètre de sécurité est établi autour du site de l'accident.

II - QUELLES SONT LES MANIFESTATIONS DE CE RISQUE EN GIRONDE ?

Le TMDR se pratique sans contrainte particulière sur presque l'ensemble des voies routières. Il n'existe que peu d'informations disponibles en raison d'un trafic diffus et varié (commerces, particuliers, industries). Néanmoins, certains éléments, à défaut de quantifier les risques, peuvent mettre en évidence un potentiel de danger. Il s'agit de :

- la prépondérance du tonnage et du nombre de véhicules chargés d'hydrocarbures ;
- l'importance du transport de gaz liquéfiés sous pression particulièrement inflammables ;
- la présence d'axes privilégiés où se conjuguent un fort trafic routier et la circulation de matières en grande quantité (cas de la rocade bordelaise) ;
- l'existence d'itinéraires routiers secondaires entre sites à forte densité industrielle générant des flux lourds (notamment sur l'axe Ambès-Bassens-Mérignac).

III - QUELLES SONT LES MESURES PRISES DANS LE DEPARTEMENT ?

La Réglementation

Un Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par Route - dit ADR - est traduit dans la directive 94/55/CE modifiée par l'arrêté ADR du 5 décembre 2002. Cette réglementation impose la présence, dans la cabine du véhicule :

- d'une certification d'agrément du véhicule ;
- de documents spécifiques aux produits ;
- de fiches et consignes de sécurité ;
- d'attestations de formation ;
- de déclarations de chargement.

La législation française prévoit en outre :

- la formation des personnels de conduite ;
- la conception des citernes avec contrôles techniques périodiques ;
- des règles strictes de circulation (vitesse, stationnement, itinéraires) ;
- la réglementation de la signalisation et de l'étiquetage des véhicules routiers.

Les contrôles sont réalisés par les services de la Direction Régionale de l'Equipement en collaboration avec les services de police et de gendarmerie.

Enfin, les véhicules (notamment les poids-lourds) sont soumis à la réglementation nationale en matière de circulation excluant ainsi le trafic des zones les plus sensibles.

La réglementation en vigueur impose une signalisation précise des véhicules transportant des matières dangereuses afin de permettre, en cas d'accident, l'identification rapide des produits dangereux et optimiser ainsi l'efficacité d'intervention des secours sans les exposer de façon inconsidérée aux risques encourus.

Cette signalisation est matérialisée au moyen d'un losange reproduisant le symbole du ou des dangers prépondérant de la matière transportée.

Ces panneaux regroupent les produits dangereux en neuf classes de danger.

Ces classes de danger sont illustrées par des pictogrammes, dont les plus couramment rencontrés sont représentés sur le schéma suivant :

- la partie supérieure (partie 1) représente le code de danger ou code KEMLER de la matière transportée. Le premier chiffre indique le danger principal (classe des produits), tandis que le deuxième ou troisième chiffre indique les dangers secondaires (“ 0 ” s'il n'y a pas de danger secondaire) ;

- la partie inférieure (partie 2) représente le code à 4 chiffres d'identification de la matière, conformément à une nomenclature de l'ONU, repris au Journal Officiel du 23 janvier 1975 (exemple : 2031-Acide nitrique, 1017-Chlore)

En complément de ces pictogrammes, une plaque orange, renseignée ou non, est apposée à l'avant et à l'arrière des véhicules.

Les Plans de Secours

Plusieurs plans de secours ont été élaborés afin de mettre en place les moyens nécessaires à la lutte contre le risque TMD :

- Plan de Secours Spécialisé Transport de Matières Dangereuses (PSS TMD) ;
- Plan de Secours Spécialisé Transport de Matières Radioactives (PSS TMR) ;
- Plan Rouge lors d'un accident entraînant de nombreuses victimes.

Il existe, en outre, le protocole TRANSAID, accord d'entraide signé le 4 décembre 1987 entre le ministère de l'Intérieur et l'Union des Industries Chimiques. Ce protocole prévoit, sur demande de l'autorité préfectorale, l'assistance d'entreprises volontaires, en matière de conseils et de moyens, aux services de secours et de protection civile. Il permet ainsi de répondre efficacement et rapidement en cas d'accident de TMD lorsque l'expéditeur et le destinataire de la marchandise s'avèrent inconnus ou défaillants.

Les Cellules Mobiles d'Intervention Chimique (CMIC) ou les Cellules Mobiles d'Intervention Radiologique (CMIR), unités spécialisées des services d'incendie et de secours envoyées sur les lieux d'accident, disposent ainsi d'un appui technique utile. Les établissements girondins: SOFERTI SNC, YARA Ambès et Société du caoutchouc synthétique MICHELIN participent à ce protocole.



Classe 1

Explosifs, y compris les autres matières assimilées à ceux-ci par la Loi sur les explosifs.



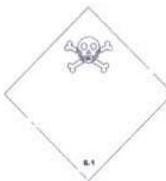
Classe 5

Matières comburantes ; Peroxydes organiques.



Classe 2

Gaz comprimés, liquéfiés, dissous sous pression ou liquéfiés à très basse température.



Classe 6.1

Matières toxiques.



Classe 3

Liquides inflammables et combustibles.



Classe 6.2

Matières infectieuses.



Classe 4.1

Matières solides inflammables.



Classe 7A

Matières radioactives et substances radioactives réglementées, au sens de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique.



Classe 4.2

Matières sujettes à inflammation spontanée.



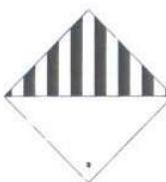
Classe 8

Matières corrosives.



Classe 4.3

Matières qui au contact de l'eau dégagent des gaz inflammables.



Classe 9

Produits, substances ou organismes dont la manutention ou le transport présentent des risques de dommages corporels ou matériels, ou de dommages à l'environnement et qui sont inclus par règlement dans la présente classe.

D'AUTRE PART, TOUT VÉHICULE DOIT PORTER À L'AVANT ET À L'ARRIÈRE UNE PLAQUE RECTANGULAIRE DE 30 CM DE HAUTEUR SUR 40 CM DE LARGEUR, DE COULEUR ORANGE RÉFLÉCHISSANTE.

Pour les marchandises emballées ou le transport de plusieurs marchandises différentes dans les citernes multicompartiments,

cette plaque demeure vierge.



Pour les citernes,
cette plaque est codifiée de la façon suivante.



AIEA	Agence Internationale pour l'Energie Atomique.
ALARME	A lieu au niveau local et peut se caractériser comme l'ensemble des actions préparant à l'intervention des services alertés (évacuation, mesures d'extinction...).
ALÉA	C'est la manifestation d'un événement non souhaité (débordements de rivières, glissements de terrains, séismes ou encore, avalanches, cyclones, éruptions volcaniques...). Un aléa est caractérisé par sa probabilité d'occurrence (décennale, centennale...) et l'intensité de sa manifestation (hauteur et vitesse de l'eau pour les crues, magnitude pour les séismes, largeur de bande pour les glissements de terrain, etc.).
ALERTE	Est à dissocier de l'alarme. Elle intervient dans le but de prévenir les services de secours d'un incident présent.
CARIP	Cellule d'Analyse des Risques et d'Information Préventive (instance départementale).
CETE	Centre d'Etude Technique de l'Equipement.
COZ	Centre Opérationnel de Zone.
CODIS	Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et Secours.
COS	Commandant des Opérations de Secours.
DANGER	Concept qualitatif et descriptif. On identifie l'Evénement Non Souhaité (ENS) et ses conséquences. On le dimensionne, on ne le quantifie pas.
DCS	Dossier Communal Synthétique.
DDAF	Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.
DDASS	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.
DDE	Direction Départementale de l'Equipement.
DDRM	Dossier Départemental des Risques Majeurs.
DGSNR	La Direction Générale de la Sûreté Nucléaire et de la Radioprotection.
DICRIM	Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs.
DIREN	Direction Régionale de l'Environnement.
DPPR	Direction de la Prévention des Pollutions et des Risques. C'est la direction du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable chargée, entre autres missions, de mettre en œuvre l'information préventive sur les risques majeurs.
DRIRE	Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

ENJEUX

Il s'agit de l'ensemble des dommages directs comptabilisables dès la fin de l'événement catastrophique sur les habitations, les infrastructures, les bâtiments commerciaux ou industriels, les cultures ou le cheptel, et, dans les cas les plus dramatiques, les vies humaines. Ce sont aussi les perturbations économiques et sociales qui résident essentiellement dans les pertes d'exploitation dues à la destruction de l'outil de travail, des récoltes ou l'interruption des communications. C'est enfin toutes les atteintes à l'environnement.

ÉVÉNEMENT NON SOUHAITÉ (ENS)

Phénomène susceptible de provoquer des effets non souhaités sur l'individu, la population, l'écosystème et les installations. Ils sont issus de, et s'appliquent à : la structure, l'activité, l'évolution des systèmes naturels et artificiels. Cette définition explicite au minimum deux catégories d'ENS : ceux attribués au système source de danger mais aussi aux effets que ces derniers provoquent sur le système cible du danger.

FLUX DE DANGER

Issu du système source, il provoque un ou plusieurs effets sur le système cible de danger.

FLUX

Transactions d'un système avec son environnement.

GN
ICPE
NRBC
PCS

Quantité de matière, d'énergie ou d'information émise par unité de temps dans un espace donné

Gendarmerie Nationale.

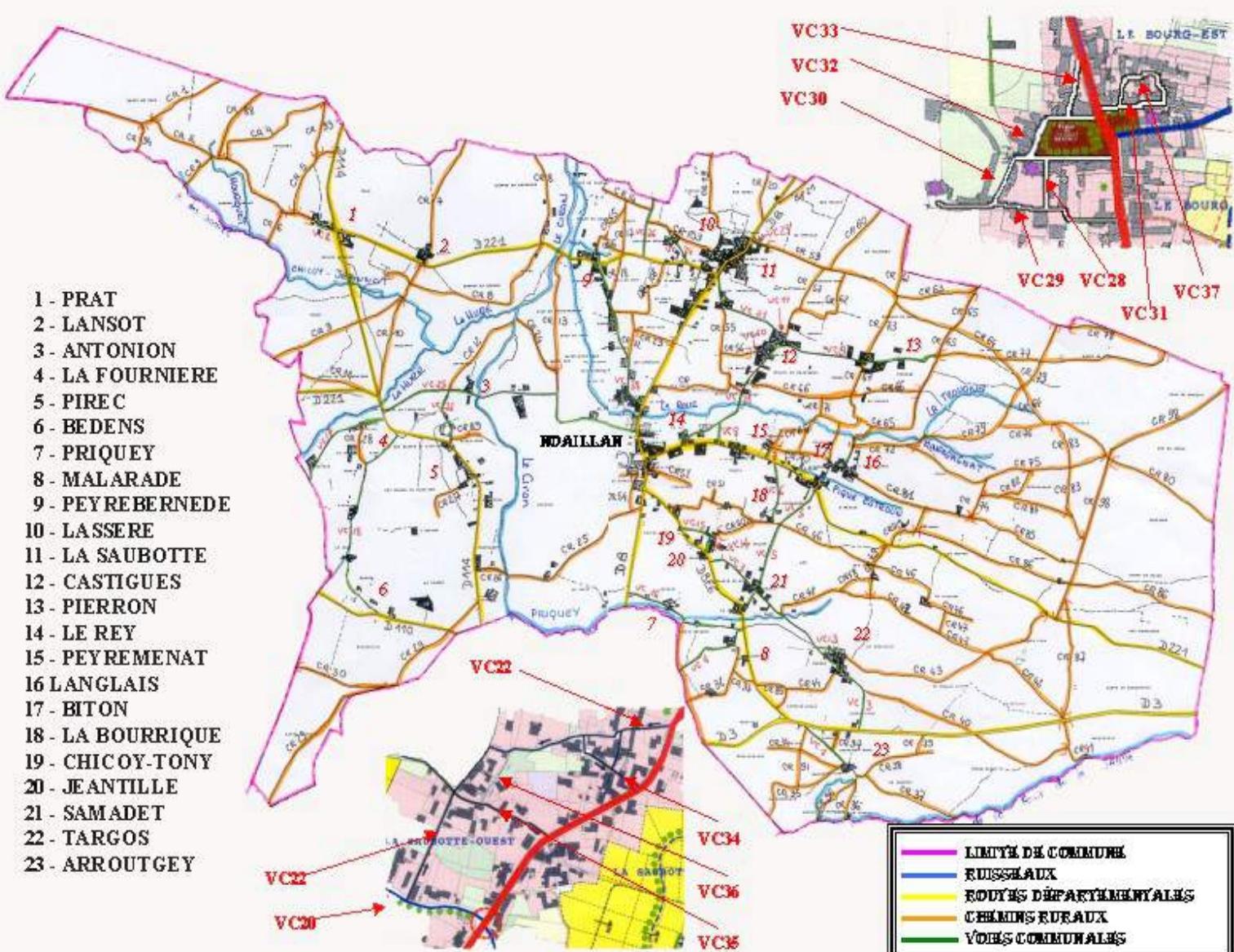
Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Risque Nucléaire, Radiologique, Biologique et Chimique.

Plan Communal de Sauvegarde.

COMMUNE DE
NOAILLAN

DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE



2^E PARTIE

DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE

1) PRÉPARATION D'UNE GESTION DE CRISE DUE À UNE CATASTROPHE NATURELLE

A) SOMMAIRE

B) FICHES A0 À A5

C) FICHES B0 À B6-1

2) ANNUAIRE DE CRISE

A) FICHES 00 À 06.1

3) ANNEXES

1) LISTE DES ROUTES DÉPARTEMENTALES (+ CARTE)

2) LISTE DES VOIES COMMUNALES (+ CARTE)

3) CARTE DE LA COMMUNE AVEC LES NOMS DES QUARTIERS

4) CARTE DU RÉSEAU EDF

5) CARTE DES BORNES INCENDIE ET POINTS D 'EAU

6) PRINCIPAUX SERVICES DE L 'ETAT

PRÉPARATION D'UNE GESTION DE CRISE DUE À UNE CATASTROPHE NATURELLE

**Une catastrophe naturelle est relayée par les médias avant qu'elle arrive sur zone.
Même si ce sont des prévisions météorologiques il faut toujours anticiper le pire et n'attendre en définitif que le moindre.**

Donc la veille prévenir tout le personnel

- *Le jour J :*

- 1) Sécurisation des biens personnels et de sa famille et ne prendre aucun risque qui puisse réduire l'efficacité des équipes .
 - 2) Regroupement de tous (si possible) à un point donné :
La Mairie(PC de crise par excellence) ou la Salle des fêtes (grand espace extérieur et grande capacité d'accueil à l'intérieur) – les 2 endroits sont sur 2 réseaux élect. différents / la SDF est alimentée en premier (**à se souvenir**) - L 'ancienne mairie est sur le même réseau que la Salle des Fêtes donc peut servir de PC de crise également.
 - 3) Etablissement des rôles pour chacun (en tenant compte des personnes qui ont pu rallier) et mise en place des communications (si réseaux TELECOM et portables fonctionnent).
En cas d'impossibilité une personne peut être désignée comme " planton coureur " (estafette).
 - 4) Dispatching des équipes par quartiers (toujours par équipe de 2) pour ouverture des principaux axes routiers et établissement des dégâts (premiers jets)
- Règle n°1 : ne prendre aucun risque avec les arbres et surtout avec les câbles EDF (en autre) à terre**
- Rendre compte au PC dès qu'un quartier est terminé pour continuer .
 - Dès que le tour complet de la Commune est effectué , établir un premier diagnostic des dégâts et les communiquer à l'autorité supérieure (sous-préfecture) et à la cellule ERDF si activée
 - Prévenir les pompiers en cas de danger mettant des vies en péril (cheminées près de routes , accident de VL , arbres tombés sur des personnes....) dès que vous vous en rendez compte.
 - Prévoir un lieu de RDV précis et connus de tous avec les équipes de secours pour acheminement sur lieu de l'accident.
 - Etablir la liste des personnes ayant besoin d'urgence de secours (maison abîmée en autre).
- 5) Debriefing technique en début de matinée et d'après-midi

- J+1

- Retourner sur le terrain et faire un diagnostic plus précis des dégâts (toujours par équipe de 2) et prendre un peu plus de temps pour bien les répertorier.
- Faire le tour des quartiers isolés - prendre contact avec la population la plus touchée – maison par maison
- Nouvelle communication de la liste des dégâts aux autorités.

- J+....

- Idem et toujours rechercher avant tout le contact avec les personnes les plus isolées.

*Attendre les directives des autorités
pour l'évolution de la situation au sujet
de l'arrivée des équipes de secours*

DÉS LE JOUR J AU PC DE CRISE

Mise en place d'un plan général de la Commune. Liste des personnes allant sur le terrain

- Chaque équipe doit connaître les quartiers où elle va .
- A chaque changement d'équipier prévenir le PC de crise (toujours savoir où se trouve son personnel et le nombre sur zone)

-1) Ouvrir un cahier d'opérations (répertorier le plus précisément toutes les actions menées par les équipes sur le terrain) tenu par un ELU .

-2) Correspondance par téléphone avec les autorités (par un ELU)

Pour ces 2 fonctions le même élu peut faire l'affaire

-3) Accueillir les premières doléances ou réclamations des administrés (par un ELU) –

Ne pas oublier de tout noter chronologiquement

NOTA : ces 3 fonctions ne doivent pas être confiées aux secrétaires – pour éviter les critiques et le mécontentement des personnes

- Mettre en place la liste des personnes âgées les plus vulnérables et malades (classeur et annuaire de crise)
- Listing des entreprises pouvant apporter une aide à la commune (voir annuaire de crise)
- Listing des endroits pouvant accueillir des personnes sinistrées (voir annuaire de crise)

PERSONNEL EN PLACE

1) JOUR J

Mairie : Le Maire (autorité de coordination)

Secrétariat - Accueil des personnes (1 personne en continue)

Coordination médicale :

Coordinateur technique :

Logistique :

Equipes de terrain :

2) J+ 1 et suivant....

Mairie : Le Maire (autorité de coordination)

Secrétariat - Accueil des personnes : ceux qui préfèrent être au PC

Equipes de terrain : ceux qui peuvent être présents (et toujours par équipe de 2)

(si plus de danger, les mères de famille peuvent intégrer les équipes de terrain)

- Plus il y a du monde sur le terrain plus le tour de la commune est rapide et plus de monde est contacté.
- Il faut penser à la relève du personnel car, si la crise dure, il faut pouvoir durer dans le temps, ce qui est le plus compliqué à gérer, car les bonnes volontés s'épuisent vite et la fatigue arrive à grand pas d'où par la suite une mauvaise continuité de la gestion de la crise.

***SAVOIR ÉCONOMISER LES FORCES DE SES TROUPES
C'EST DURER DANS LE TEMPS
ET GARDER UN BON MORAL.***

APRÈS LA CRISE

Debriefing à chaud entre tous les intervenants du PC de crise et équipes de terrain
(*ne jamais critiquer les actions entreprises par le groupe quand des personnes étrangères sont présentes*).

Dresser la liste des actions menées avec le journal d'opérations et le suivi effectif des opérations.

Faire le point des carences pour l'évolution du système dans le bon sens. Et essayer d'y remédier si possible.

SOMMAIRE

- FICHE N° A0** : Modalité d 'activation du Dispositif Communal de Crise
- FICHE N° A1** : Schéma d 'alerte des responsables communaux
- FICHE N° A2** : Poste de commandement et cellule de crise municipale
- FICHE N° A3** : Circuit d 'alerte
- FICHE N° A4** : Organisation de l 'alerte
- FICHE N° A4-1** : Liste des quartiers du circuit d 'alerte par responsable de zone
- FICHE N° A5** : Organisation de l 'évacuation et de l 'accueil de la population
- FICHE N° B0** : Fiche Action - Monsieur le Maire
- FICHE N° B1** : Chef des Actions Communales
- FICHE N° B2** : Fiche Action - Secrétariat
- FICHE N° B3** : Fiche Action - Chargé des Relations Publiques
- FICHE N° B4** : Fiche Action - Coordinateur Technique
- FICHE N° B5** : Fiche Action - Responsable Santé / Populations
- FICHE N° B5-1** : Accueil des populations au centre de regroupement
- FICHE N° B5-2** : Questionnaire type : Lieux publics accueillant des enfants
- FICHE N° B5-3** : Questionnaire type : camping
- FICHE N° B6** : Fiche Action - Responsable Logistique
- FICHE N° B6-1** : Questionnaire type : Artisans / Commerçants / Entreprises

ANNUAIRE DE CRISE

- FICHE N° 00** : Maire et Conseil Municipal et employés communaux
- FICHE N° 01** : Professions de santé
- FICHE N° 02** : Organismes
- FICHE N° 03** : Différents lieux de la Commune
- FICHE N° 04** : Liste des lieux d'hébergement
- FICHE N° 05** : Entreprises et Artisans du bâtiment / Agriculteurs et travaux forestiers
- FICHE N° 06** : Liste des maisons isolées de la Commune

MODALITÉS D'ACTIVATION DU DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE

**Le dispositif communal de crise est activé par le Maire ,
ou par son représentant désigné.**

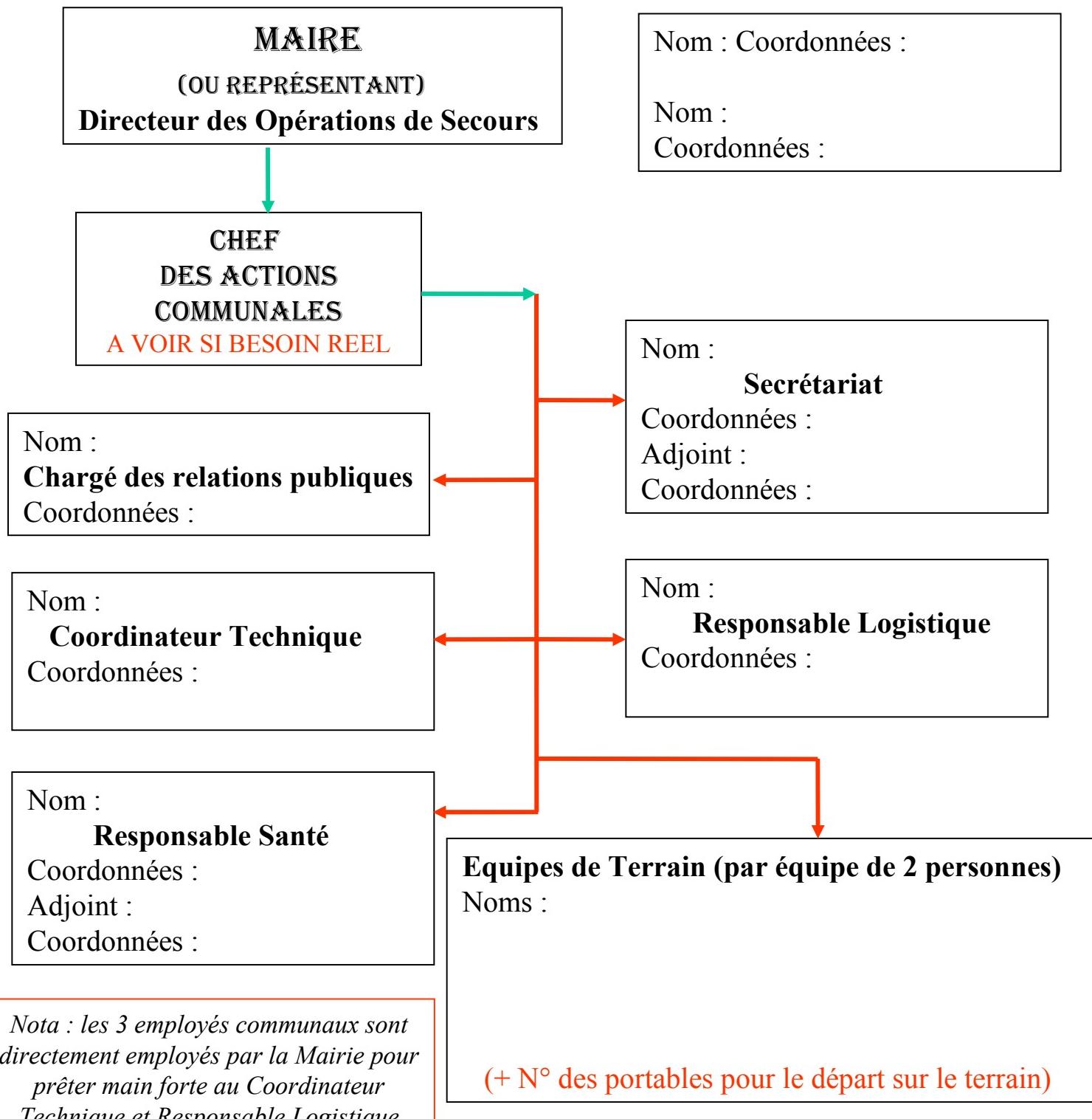
Le dispositif communal de crise peut être activé , sans formalisme particulier,

- de la propre initiative du Maire , dès lors que les renseignements reçus par tout moyen ne laissent aucun doute sur la nature de l 'événement;
(il peut en informer alors l'autorité préfectorale)

- à la demande de l'autorité préfectorale (le Préfet ou son représentant)

**Dès lors que l'alerte est reçue en mairie, le Maire est prévenu (ou son représentant),
celui-ci doit, dans un premier temps, constituer la cellule de crise municipale.
Pour cela , il met en œuvre le schéma d'alerte**

SCHÉMA D'ALERTE DES RESPONSABLES COMMUNAUX



POSTE DE COMMANDEMENT (PC) ET CELLULE DE CRISE MUNICIPALE (CCM)

Poste de Commandement (PC)

Adresses et lieux précis :

- 1 : la Mairie
- 2 : Ancienne Mairie
- 3 : Salle des Fêtes

Suivant l'importance de la crise
la Salle des Fêtes
passe en premier
pour le poste de commandement

Composition de la Cellule de Crise Communale

**Directeur
des Opérations de Secours**
(*Maire ou suppléant*)

**Secrétariat
+ Adjoint**

**Relations
Publiques**

**Coordinateur
Technique**

**Responsable
Logistique**

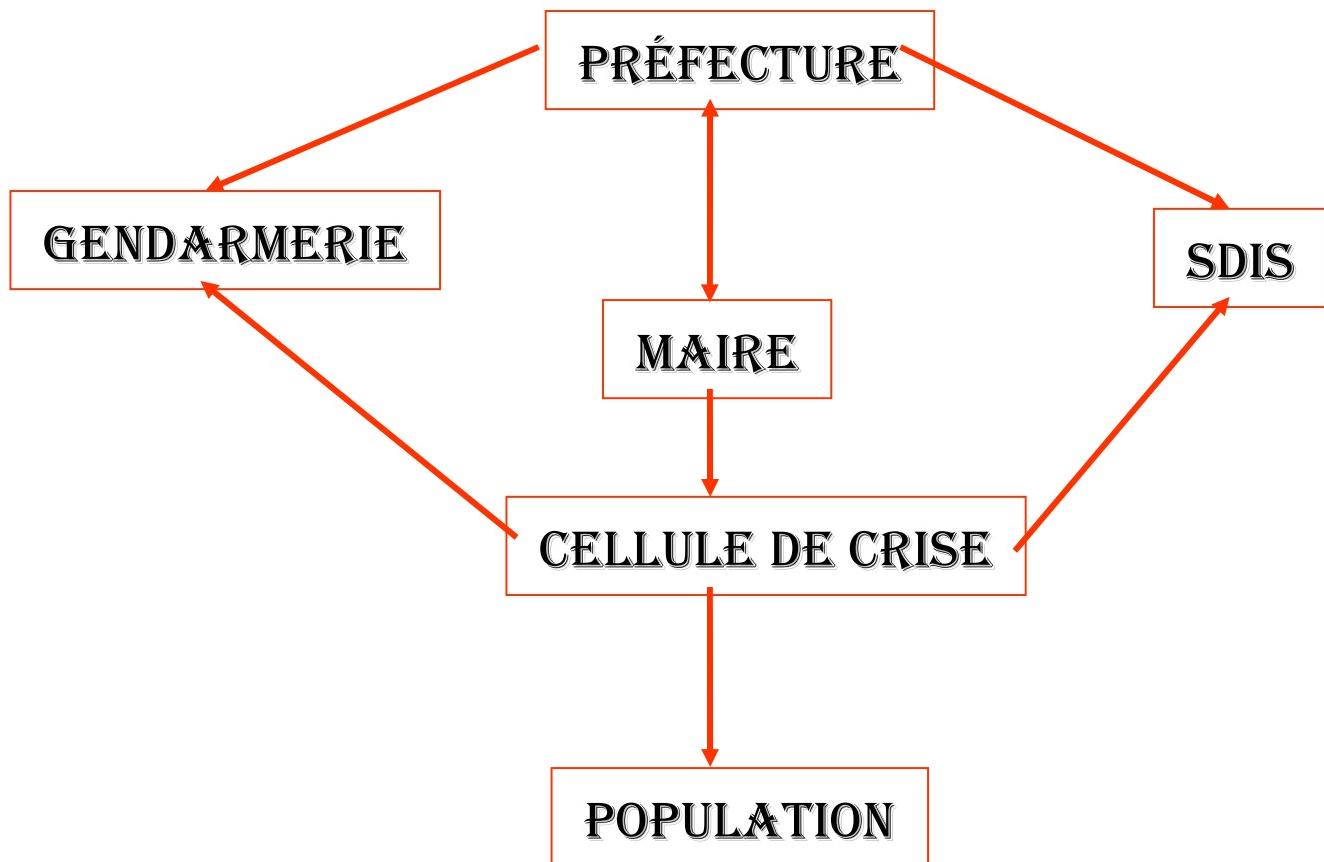
**Responsable Santé
+ Adjoint**

Equipe de Terrain

Equipe de Terrain

Equipe de Terrain

CIRCUIT D'ALERTE



ORGANISATION DE L'ALERTE

Les moyens dont dispose la Commune

La mise en œuvre

- qui est alerté

- qui alerte

Message d'alerte à la population

1- ATTENTION - ALERTE (sans évacuation des populations)

- Un risquemenace votre quartier.
- Préparez-vous à évacuer sur ordre si cela devenait nécessaire.
- Restez attentifs aux instructions qui vous seront donnés pour votre sécurité.
- Pour votre habitations appliquez les consignes pratiques données par la Mairie.

2- ATTENTION - ALERTE (Avec évacuation des populations)

-approche. (désignation du risque)
- Evacuez immédiatement la zone où vous vous trouvez , dans le calme.
- Rejoignez le lieu de regroupement dont vous relevez et suivez toutes les instructions des forces de l 'ordre

ORGANISATION DE L'ALERTE

**Liste des quartiers du circuit d'alerte
par responsables de zone**

Ou des maisons isolées de la Commune

***ORGANISATION
DE L'ÉVACUATION
ET DE L'ACCUEIL
DE LA POPULATION***

Procédure d'évacuation

Moyens :

Mise en œuvre :

Hébergement des sinistrés

Responsables :

Lieux :

FICHE ACTION**LE MAIRE**

Le Maire est le directeur des opérations de secours sur le territoire de sa commune jusqu'à l'arrivée du représentant du Préfet, membre du corps préfectoral, lorsqu'un plan d'urgence départemental est déclenché.

En cas d'alerte (météo, inondations....), le Maire doit répercuter l'information auprès de ses administrés.

En cas d'accident réel, dès le début des opérations, le Maire ou son Adjoint doit en liaison avec le responsable local de la gendarmerie ou de la police, et avec l'officier des sapeurs-pompiers.

- 1 - Prévoir le guidage des secours vers les lieux de la catastrophe ; aider à la régulation de la circulation, empêcher qu'un sur-accident ne se produise.
- 2 - Indiquer aux gendarmes et mettre à la disposition des secours un local pouvant servir de poste de commandement.
- 3 - Mettre en œuvre le plan de rappel des responsables communaux et activer la cellule de crise municipale.
- 4 - Dans le cas où il y aurait de nombreuses victimes décédées, en relation avec le Préfet, déterminer l'emplacement d'une chapelle ardente et la faire équiper par une société de pompes funèbres.
- 5 - Organiser l'évacuation, le rassemblement, l'accueil, l'hébergement, le ravitaillement et le soutien socio-psychologique des victimes ou sinistrés.
- 6 - Mettre à disposition des secouristes un (ou plusieurs) local de repos, prévoir leur ravitaillement.
- 7 - Prendre, si nécessaire, les ordres de réquisition afin d'assurer le respect ou le retour du bon ordre, de la sûreté et de la salubrité publique .
- 8 - Se tenir informer et rendre compte auprès de la préfecture

FICHE ACTION

CHEF DES ACTIONS COMMUNALES

Le Chef des Actions Communales, sous la direction du Maire , est responsable du commandement et de l'organisation de l 'ensemble des moyens opérationnels engagés par la commune.

Il assure la cohérence générale du dispositif mis en œuvre, effectue la synthèse des informations issues du terrain et centralisées par les différents responsables de cellules pour le compte du Maire.

FICHE ACTION

SECRÉTARIAT

Identité du titulaire :

Identité de l'Adjoint :

Au début de la crise

- est informé de l'alerte
- se rend au lieu déterminé pour accueillir la CMM
- Organise l'installation de la CCM avec le Maire
- Ouvre le calendrier des événements (ou Main Courante), informatisé ou manuscrit (pièce essentielle notamment en cas de contentieux).

Pendant la crise

- Assure l'accueil téléphonique de la CCM
- Assure la logistique de la CCM (approvisionnement en matériel, papier....)
- Assure la frappe et la transmission des documents émanant de la CCM (envoi et transmission des télécopies,.....)
- Appuie les différents responsables de la CCM en tant que de besoin
- Tient à jour la Main Courante de la CCM

Fin de crise

- Assure le classement et l'archivage de l'ensemble des documents liés à la crise
- Participe avec le Maire à la préparation de la réunion de retour d'expérience

FICHE ACTION

CHARGÉ DES RELATIONS PUBLIQUES

Identité du titulaire :

Au début de la crise

- Est informé de l'alerte
- Se rend au lieu déterminé pour accueillir la CCM

Pendant la crise

- Réceptionne, synthétise et centralise les informations qui lui sont communiquées par les médias, et en informe le Maire.
- Assure la liaison avec les chargés de communication des autorités
- Gère les sollicitations médiatiques en lien avec le Maire
- Propose des éléments de langage pour les communiqués ou interventions des autorités (communales ou préfectorales)

Fin de la crise

- Assure, sous l'autorité du Maire, l'information des médias sur la gestion de la crise au sein de la commune

FICHE ACTION

COORDINATEUR TECHNIQUE

Identité du titulaire :

Au début de la Crise

- Est informé de l 'alerte
- Met en alerte le personnel des services techniques
- Alerte et informe les gestionnaire de réseaux
(alimentation en eaux, assainissement, électricité, téléphone, etc...)

Pendant la crise

- Met à disposition des autorités le matériel technique de la commune
(ex: barrières, parpaings...)
- Recherche du matériel supplémentaire auprès de s entreprises ou associations identifiées (matériel de travaux publics, lits, couvertures...)
- Active et met en œuvre le(s) centre(s) de regroupement de la population
- Organise le transport collectif de s personnes
- S 'assure du bon fonctionnement des moyens de transmissions

* En cas d 'évacuation s 'assure de la protection des biens contre le vandalisme ou le pillage en liaison avec les service de la Gendarmerie

* Mobilise les Associations agréées de Sécurité Civile

Fin de crise

- Informe les équipes techniques de la commune mobilisées de la fin de la crise
- Assure la récupération du matériel communal mis à la disposition dans le cadre de la crise
- Participe à la réunion de retour d 'expérience présidée par le Maire

FICHE ACTION

RESPONSABLE SANTÉ - POPULATIONS

Identité du titulaire :

Identité de l'Adjoint :

Au début de la crise

- Est informé de l'alerte
- Se rend au lieu déterminé pour accueillir La CCM

Pendant la crise

- S'assure de l'information de l'ensemble de la population (personnes isolées, handicapées, résidents secondaires...) sur les événements et sur les mesures de protections adoptées (mise à l'abri, évacuation, ingestion d'iode stable)
- Assure l'approvisionnement des habitants (eau potable, iode stable) avec le responsable logistique
- Recense les personnes hébergées ou regroupées
- Assure la fourniture des repas aux personnes hébergées ou sinistrées
- Informe les établissements suivants :
 - Ecole
 - Crèche
- Gère la mise en œuvre de toute mesure concernant ces établissement (ex:mise en œuvre d'une évacuation)

Fin de crise

- Met en œuvre la transmission de la fin de l'alerte
- Participe à la réunion de retour d'expérience présidée par le Maire

FICHE ACTION

ANNEXE SANTE - POPULATIONS

Accueil des populations au centre de regroupement

Lieu de regroupement :

DATE HEURE	NOM PRENOM	ADRESSE	OBSERVATIONS	
			<i>SANTE</i>	<i>AUTRES</i>

FICHE ACTION

ANNEXE SANTE - POPULATIONS

QUESTIONNAIRE TYPE LIEUX PUBLICS ACCUEILLANT DES ENFANTS

DATE :

HEURE :

- 1) Identification du lieu public :
- 2) Prénom et nom de la personne contactée :
- 3) Numéro de téléphone à joindre au sein de l'établissement si besoin :

*** Désigner, au sein de l'établissement, une personne qui reste à l'écoute de la radio et qui réponde au téléphone.
(identité de la personne désignée :)**

- 4) Combien de personnes sont présentes ?
- 5) Combien de personnes ont des difficultés pour se déplacer ?
- 6) Combien y a-t-il de femmes enceintes ?
- 7) Combien y a-t-il d'enfants ?

- * Si une mesure de mise à l'abri est préconisée, demander à votre interlocuteur de couper les centrales de traitements d'air et les ventilations.**
- * Demander au personnel de l'établissement de regrouper si possible les enfants (par classe pour les écoles...)**
- * Transmettre vos coordonnées à votre interlocuteur**

FICHE ACTION

ANNEXE SANTE - POPULATIONS

QUESTIONNAIRE TYPE « CAMPING »

DATE :

HEURE :

- 1) Identification du lieu public :
 - 2) Prénom et nom de la personne contactée :
 - 3) Numéro de téléphone à joindre au sein de l 'établissement si besoin :
*** Désigner, au sein de l 'établissement, une personne qui reste à l 'écoute de la radio et qui réponde au téléphone.**
(identité de la personne désignée :)
 - 4) Combien de personnes sont présentes ?
 - 5) Combien de personnes ont des difficultés pour se déplacer ?
 - 6) Combien y a-t-il de femmes enceintes ?
 - 7) Combien y a-t-il d 'enfants ?
- * Si une mesure de mise à l 'abri est préconisée, demander à votre interlocuteur de couper les centrales de traitements d 'air et les ventilations.**

FICHE ACTION

RESPONSABLE LOGISTIQUE

Identité du titulaire :

Au début de la crise

- Est informé de l 'alerte
- Se rend au lieu déterminé pour accueillir la CCM

Pendant la crise

- Informe : commerçants - artisans - entreprises situés sur le territoire de la commune

VOIR LISTE DANS L 'ANNUAIRE DE CRISE

Pour chaque entreprise

- Recense le cas échéant
 - les personnels présents sur le site
 - les personnels en mission à l 'extérieur du site
 - le nombre d 'enfants , de femmes enceintes, de personnes à mobilité réduite éventuellement présents

Fin de crise

- Informe les commerçants - artisans - entreprises contactés de la fin de la crise
- Participe à la réunion de retour d 'expérience présidée par le Maire

FICHE ACTION

ANNEXE LOGISTIQUE

QUESTIONNAIRE TYPE ARTISANS - COMMERÇANTS - ENTREPRISES

DATE :

HEURE :

- 1) Identification du lieu public :
- 2) Prénom et nom de la personne contactée :
- 3) Numéro de téléphone à joindre au sein de l'établissement si besoin :

*** Désigner, au sein de l'établissement, une personne qui reste à l'écoute de la radio et qui répond au téléphone.**

(identité de la personne désignée :)

- 4) Combien de personnes sont présentes ?
- 5) Combien de personnes ont des difficultés pour se déplacer ?
- 6) Combien y a-t-il de femmes enceintes ?
- 7) Combien y a-t-il d'enfants ?

*** Si une mesure de mise à l'abri est préconisée, demander à votre interlocuteur de couper les centrales de traitements d'air et les ventilations.**

Député M. DELUGA
Conseiller Général Mme DEXPERT

Préfecture 05.56.90.60.60
Répondeur météo Préfecture 05.56.90.65.98
Sous-préfecture 05.56.63.62.63 05.56.63.40.33

Météo 08.92.68.02.33 www.meteo.fr
08.92.68.0000 www.vigimeteo.com

Pompiers 18
GENDARMERIE (VILLANDRAUT)
(SAINT-SYNPHORIEN)
(LANGON)

D.F.C.I. (M. de ROQUEFEUIL) 05.56.2512.42
E.D.F.
EDF Dépannage 08.10.33.30.33
E.R.D.F. N°réservé aux élus
FAX N°réservé aux élus

G.D.F. 08.10.43.30.33

TELECOM (pour les Collectivités Locales) 08.00.08.30.83 (dangers immédiats)

DDTM (ex DDE) 05.57.98.08.50 (standard)
CRD (Centre Routier Départemental (secteur LANGON)

SMIVOM 05.56.7661.20 (standard) FAX: 05.56.76.65.68

LIEUX PUBLICS ADMINISTRATIFS

Communauté de Communes 05.56.25.85.55 05.56.25.88.03
Assistante sociale
Mme TALON 05.56.25.11.62

LIEUX PUBLICS DE LOISIRS

Salle des Fêtes 05.56.25.38.98

LIEUX PUBLICS ACCUEILLANT DES ENFANTS

Garderie	05.56.25.30.25
Crèche	05.56.25.69.04
Ecole maternelle	05.56.25.30.12

ORGANISMES CIVILS ET ASSOCIATIONS DE LA COMMUNE

AIIMC 05.56.25.37.65 FAX 05.56.25.37.65

ACCA

M. FAUQUE L 05.56.25.39.05
M. BIBES 05.56.25.80.21

COMITE DES FETES

Mme BIBES 06.88.33.65.29

FOYER RURAL

M. COUTANT 06.34.95.65.64

SECOURISTES FRANCAIS CROIX BLANCHE

M. BEDEAU de L'ECOCHERE 05.56.25.77.46 06.23.55.00.74

LISTE DES LIEUX D 'HÉBERGEMENT**NOMBRE
DE PLACE**

Mme GAUTIER Sergine	LE GELAT	05.56.25.37.18
M. LACOSTE Jean-Pierre	LE BOURG	09.54.35.13.44
Mme JAMBERT Sophie	LANSOT	05.56.25.85.23
M. DUPART Laurent	NANE	05.56.25.28.46
M. BOIREAU Bernard	BOURG	05.56.62.51.64
M. GRIFFON François	BOURG	06.71.41.76.24.
Mme LOUIS Annie	TARGOS	05.56.25.83.50
M. LAFFORGUE André	PIREC	05.56.25.30.28

ENTREPRISES ET ARTISANS DU BÂTIMENT

DUFFIE Patrick	LANGLAIS	05.56.25.39.65	Peintre
CELHAY Pascal	PEYREMENAT	05.56.25.13.49	Electricien
FAUTOUX Jérôme	PRAT	05.56.25.39.93	Charpentier
FAUQUE Christophe	BEL AIR	05.56.25.85.59	charpentier
VOULGRE Jean-Pierre	LA SAUBOTTE	05.56.25.38.16	Maçon
FERCHI Didier	GABIOT	05.56.25.88.65	Peintre
RICARD Serge	BITON	05.56.25.86.61	Maçon
VANPEPERSTRAETE P	PIREC	05.56.25.80.97	Maçon
BERNADET	LE HAOU	05.56.25.13.22	Maçon
DUPUY Gérard	LA FOURNIERE	05.56.25.33.50	Multiservice
JAMBERT	LANSOT	05.56.25.85.23	Maçon
BERNADET / LE LAY	PRAT	05.56.25.87.30	Maçon
PRO RENOVATION	LE BOIS DU CHAY		Rénovation

AGRICULTEURS ET TRAVAUX FORESTIERS

FAUQUE Laurent	SUSCAROT	05.56.25.60.54
FREGE Yannick	LA SAUBOTTE	05.56.25.32.96
DUPERON JM	BAREYRE	05.56.25.32.25
VIGNOLES Jean-Marie	LE ROUX	
RIEU Patrick	TARGOS	06.83.04.52.82

LISTES DES ROUTES DÉPARTEMENTALES

RD 8 : de PREIGNAC à VILLANDRAUT
Traverse la Saubotte et le Bourg

RD 221 : de BALIZAC à l'intersection de la RD 222
Arrive de BALIZAC jusqu'à l'intersection de la RD 114
Passe par Lansot - Peyreberned - La Saubotte jusqu'au carrefour de la RD 8
Repart du bourg - Biton - les Graves - le Reche - jusqu'à l'intersection de la RD 222

RD 114 : de VILLANDRAUT à BUDOS
Passe devant Prat - la Fournière - Pirec - Chamillard - jusqu'à l'intersection avec la RD 110

RD 110 : de BALIZAC à VILLANDRAUT
Passe devant Bedens en direction de VILLANDRAUT

RD 3 : de SAINT-SYMPHORIEN à BAZAS (en traversant VILLANDRAUT)

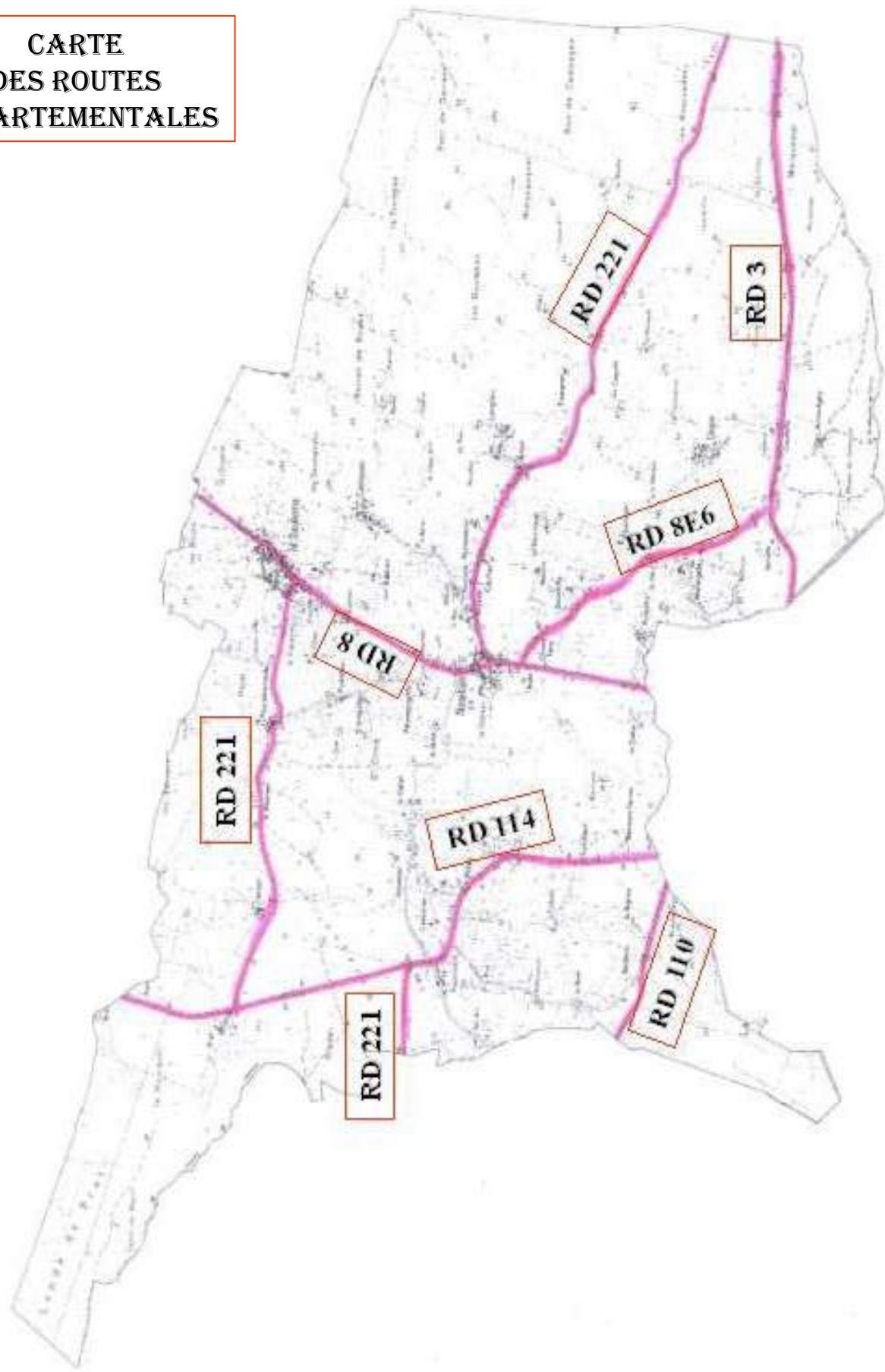
RD 8E6 : de NOAILLAN à la RD3
Départ intersection de la RD8 (M. DE BLASI) - Nané - intersection avec RD3

COMMUNE DE

NOAILLAN

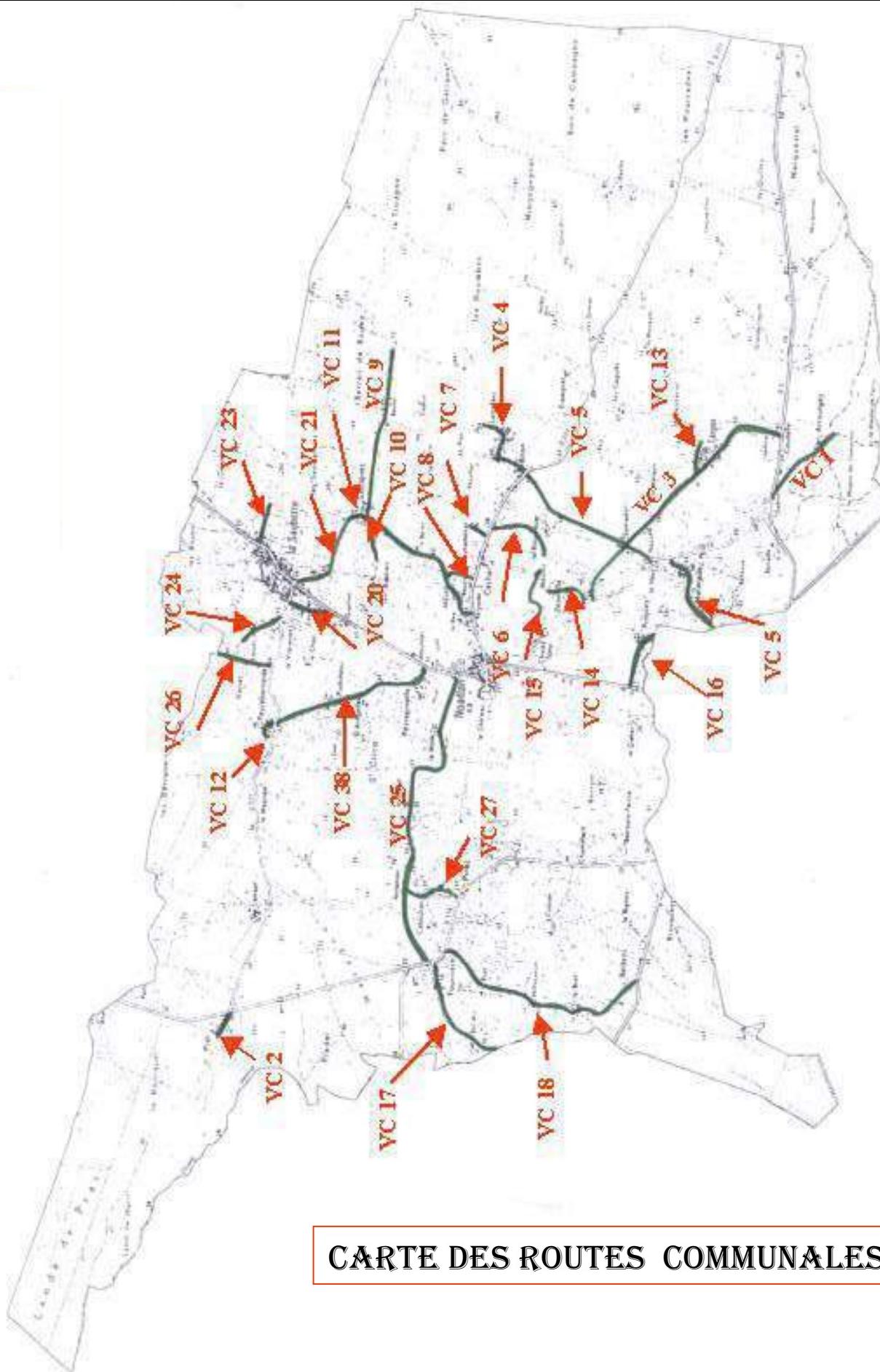
DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE

**CARTE
DES ROUTES
DÉPARTEMENTALES**



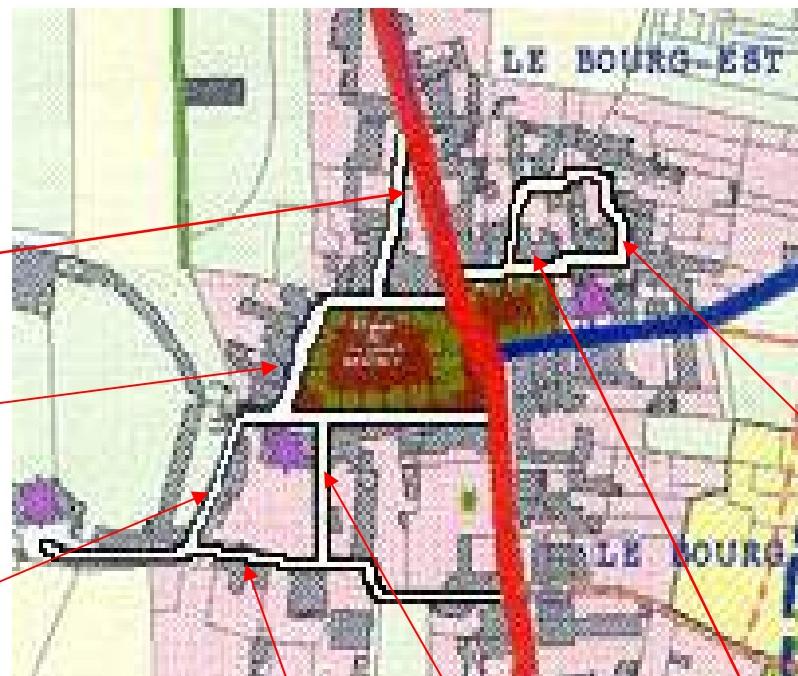
LISTES DES ROUTES COMMUNALES

VC 01 : VC d'Arroutgey
VC 02 : VC de Prat
VC 03 : VC de Jeantille à Loubrie
VC 04 : VC de Langlais
VC 05 : VC du Haou aux Recardeyres
VC 06 : VC de la Bourrique
VC 07 : VC de Peyremenat
VC 08 : VC de Moutic dit de Bourreyre
VC 09 : VC de Lande de Didot dit de Bouey
VC 10 : VC de Castigues Ouest
VC 11 : VC de Castigues Nord
VC 12 : VC de Peyrebernède
VC 13 : VC de Targos
VC 14 : VC de Jeantille à la Bourrique
VC 15 : VC de Jeantille
VC 16 : VC de Priquey
VC 17 : VC de Bel-Air
VC 18 : VC de Piot à Bedens
VC 20 : VC de Couhet
VC 21 : VC de Castigues
VC 22 : VC de la Saubotte
VC 23 : VC de la Peguilleyre de la Saubotte
VC 24 : VC de Lassere
VC 25 : VC D 'Antonion
VC 26 : VC de Leogeats
VC 27 : VC de Pirec
VC 28 : Rue de Benquet
VC 29 : VC de Ceinture
VC 30 : Rue de l 'Eglise
VC 31 : Rue du Général de Gaulle
VC 32 : Rue de la Place du Général Leclerc
VC 33 : Rue Simon
VC 34 : VC de la Saubotte
VC 35 : VC de la Saubotte
VC 36 : VC de la Saubotte
VC 37 : Rue bourg Est
VC 38 : VC de Peyrepinotte à Peyrebernedede

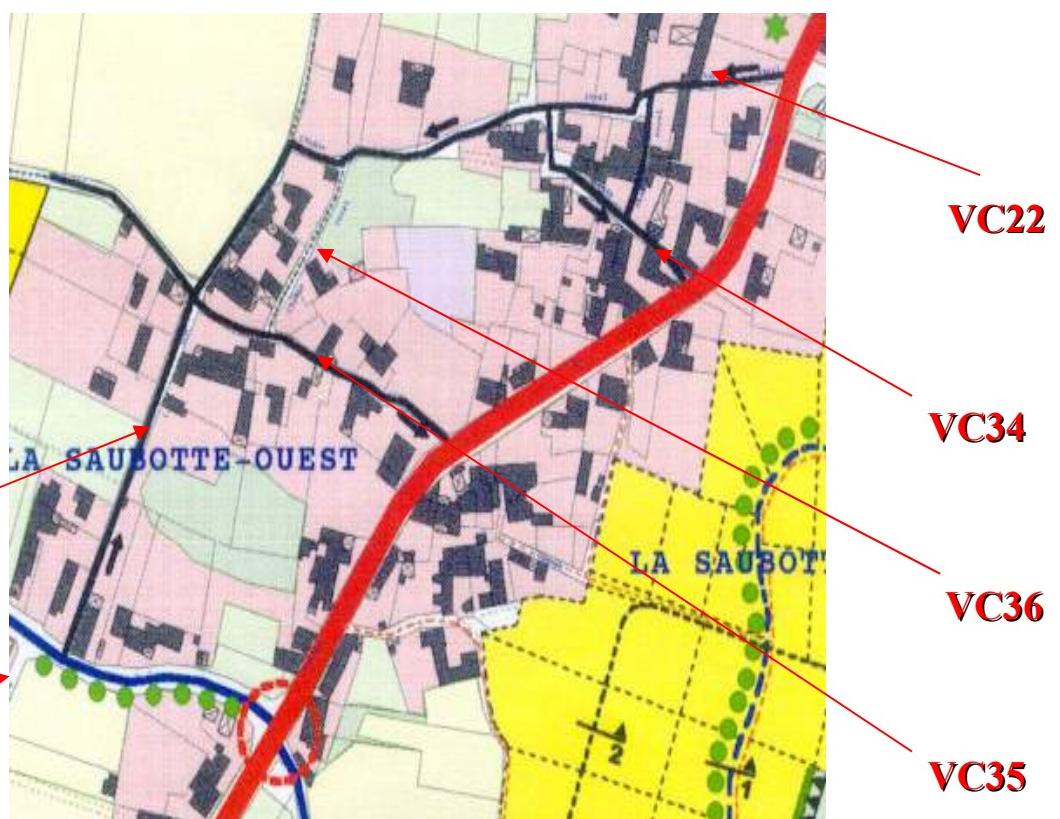


**DÉTAIL DES ROUTES COMMUNALES
LE BOURG ET LA SAUBOTTE**

LE BOURG



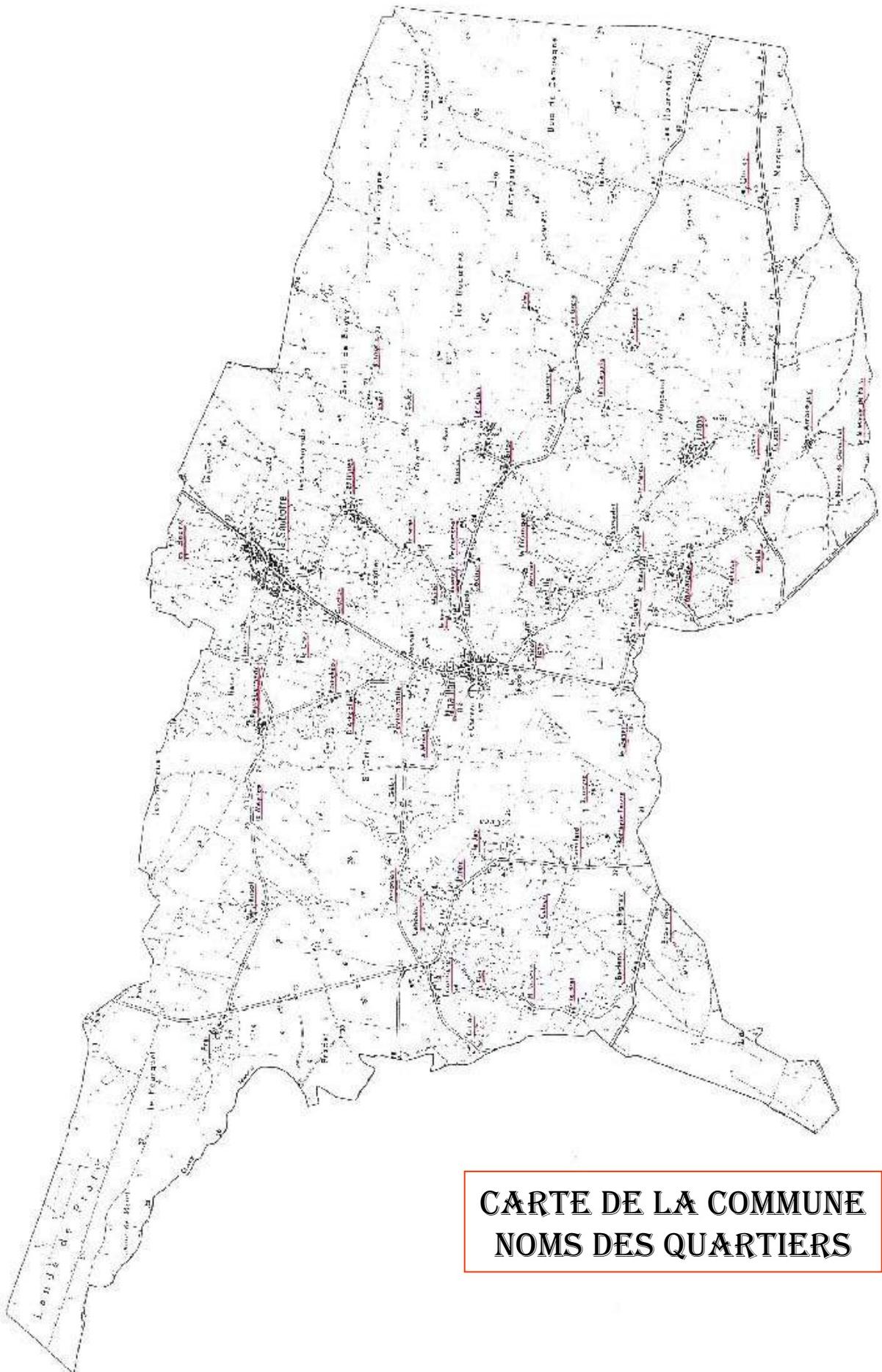
LA SAUBOTTE



COMMUNE DE
NOAILLAN

DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE

MNEXE 03



**CARTE
DU RÉSEAU
EDF**

**CARTE MISE À JOUR ULTÉRIEUREMENT
ENFOUISSEMENT RÉSEAU HTA
SUR UNE PARTIE DE LA COMMUNE**

DÉFINITION DES COULEURS

ROUTES

Routes départementales: Jaune fluo

Routes communales: Rose fluo

RÉSEAU HTA

HTA aérien: Bleu foncé continu

HTA souterrain : Vert pointillé

RÉSEAU BT

BT aérien torsadé : Marron continu

BT souterrain : Vert

BT aérien nu : Bleu clair continu

POSTES



Poste HTA / HTA



Client



Distribution publique

N° DES POSTES HTA/ CLIENTS



POSTE HTA / HTA : ENTRÉE DE LA VC 25 - EN DIRECTION DE LA MÔLE



POSTES CLIENT

N°01 : NR 501 H6

N°02 : NR 502 H6

N°03 : NR 503 H6

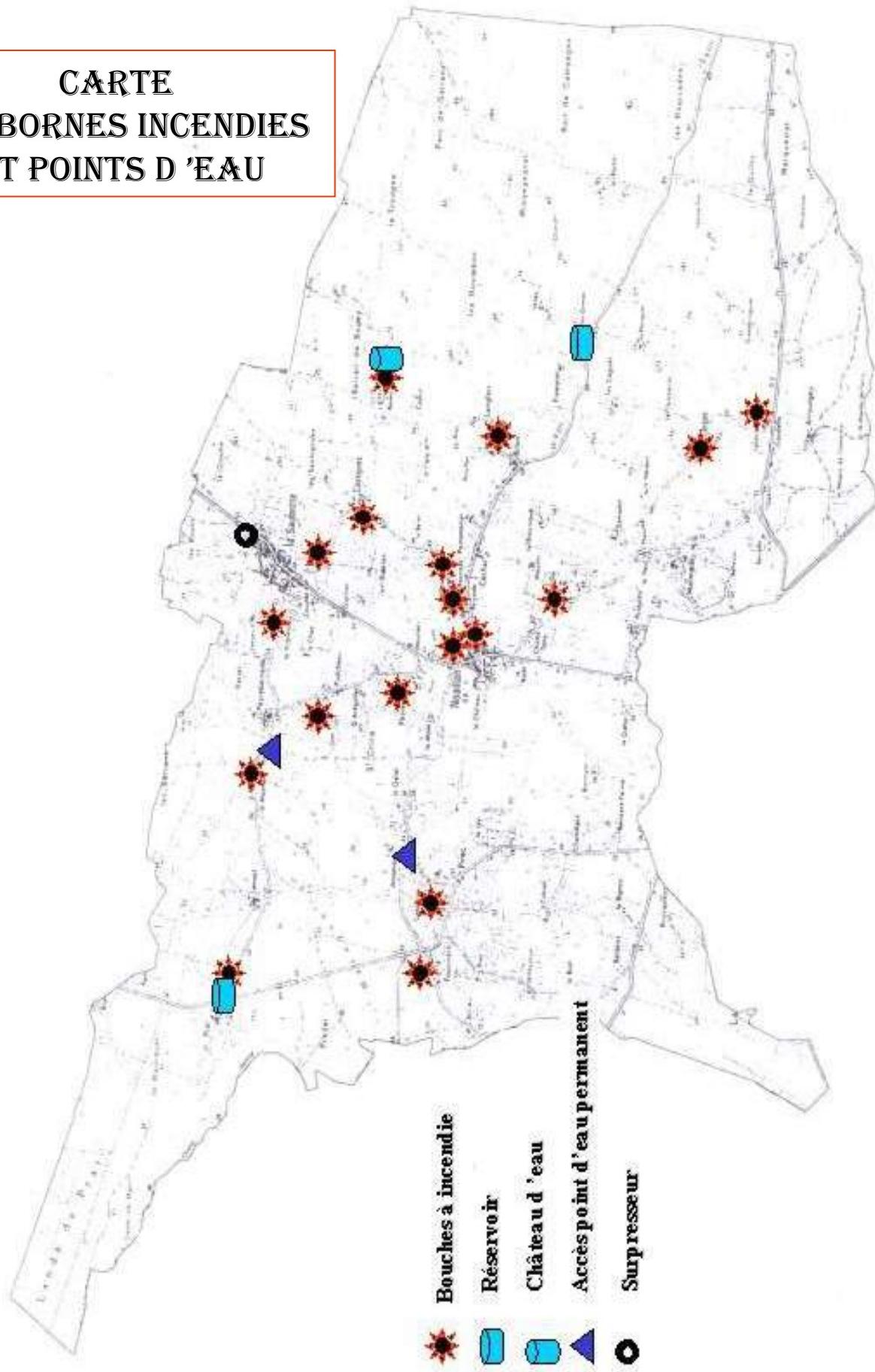
n°04 : NR 504 IM

N°05 : NR 505 H6

N° DES POSTES DE DISTRIBUTION PUBLIQUE

N°01	PRAT	NR 51 H6
N°02	LANSOT	NR 53 H6
N°03	PIOT	NR 49 H6
N°04	PIREC	NR 47 H6
N°05	CUBIAN	NR 45 H6
N°06	BEDENS	NR 43 H6
N°07	BARREYRE	NR 41 H6
N°08	ANTONION	NR 48 H6
N°09	LAMOLETTE	NR 28 H6
N°10	MOULIN DE CASTAING	NR 39 H6
N°11	LA GOUILLE	NR 38 RS
N°12	SAUBOTTE 1	NR 37 RG
N°13	LASSERRE	NR 35 SA
N°14	SAUBOTTE 2	NR 31 UP
N°15	LES TERREFORTS	NR 32 H6
N°16	CASTIGUES	NR 33 H6
N°17	LE CLERC	NR 36 H6
N°18	BOUEY	NR 34 H6
N°19	PEYREBERNEDE	NR 29 H6
N°20	POUCHEOU	NR 26 H6
N°21	MOUNET	NR 27 SA
N°22	BOURG NOAILLAN	NR 23 RC
N°23	SALLE DES FETES	NR 24 UP
N°24	CACHAC	NR 21 RS
N°25	BOURRIQUE	NR 15 H6
N°26	BITON	NR 17 UP
N°27	LES GRAVES	NR 19 H6
N°28	LE RECHE	NR 20 RS
N°29	CHICOY TONY	NR 22 H6
N°30	LE GAHET	NR 9 RS
N°31	PRIQUEY	NR 11 H6
N°32	JEANTILLE	NR 7 H6
N°33	HAOU	NR 5 H6
N°34	SAMADET	NR 6 RS
N°35	MALARADE	NR 2 SA
N°36	TARGOS	NR 13 H6
N°37	COUDELLE	NR 3 H6
N°38	ARROUTGEY	NR 1 H6
N°39	GRANDE LAGUNE	NR 4 UP

**CARTE
DES BORNES INCENDIES
ET POINTS D 'EAU**

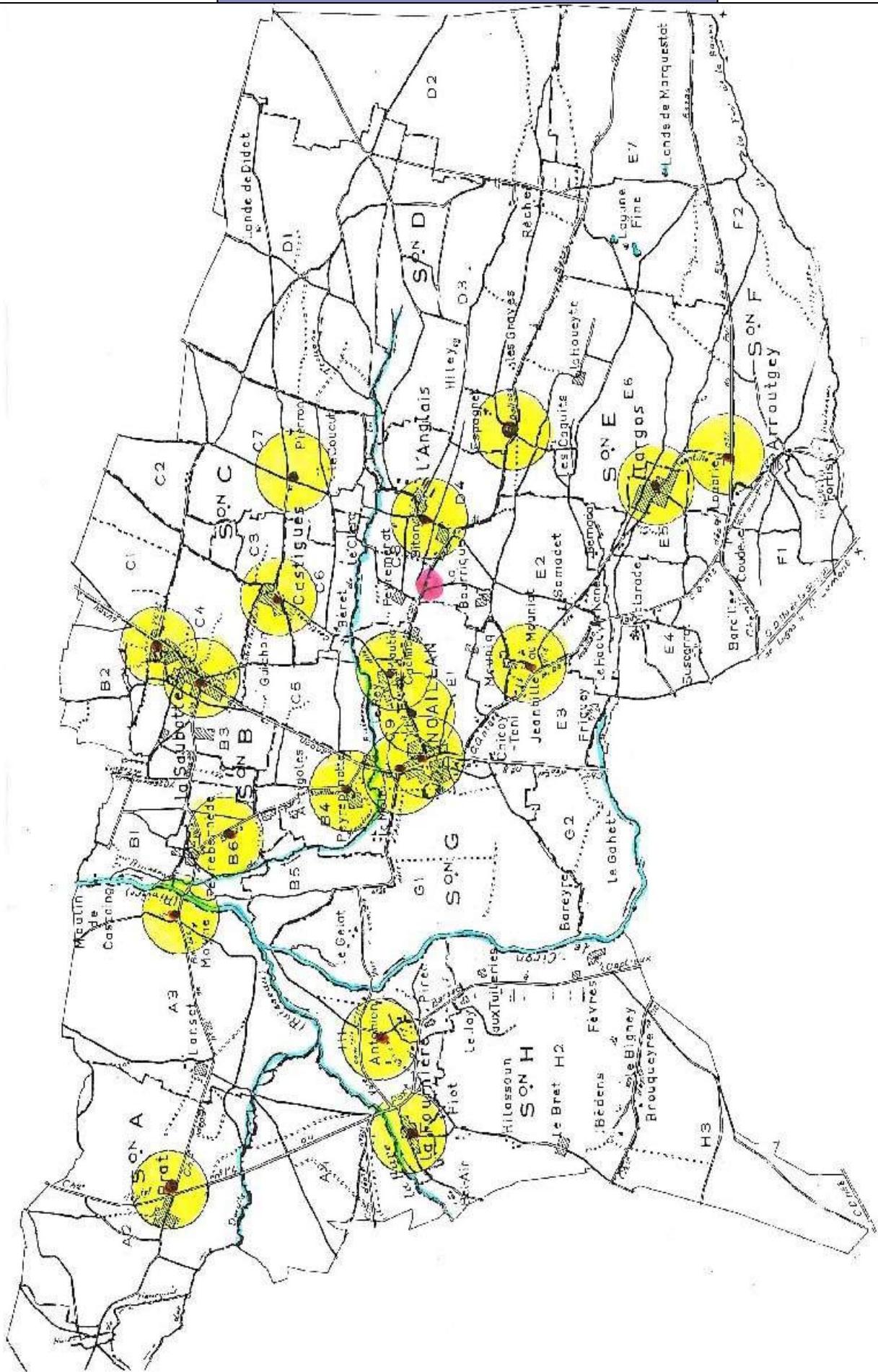


COMMUNE DE

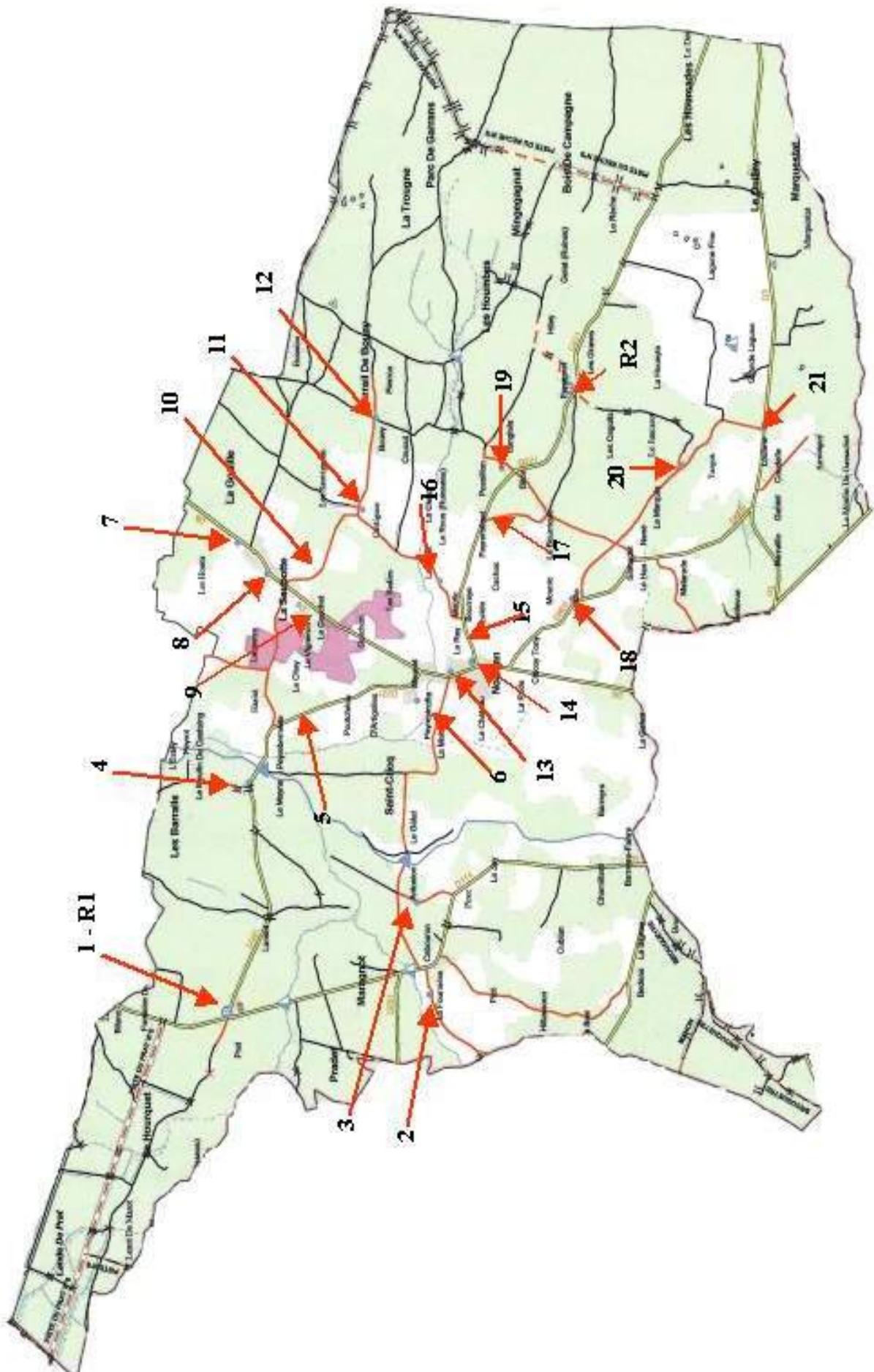
NOAILLAN

DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE

MNEXE 05-1



DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE



EMPLACEMENT DES BI

N 1	PRAT	RD 221
N 2	LA FOURNIERE	VC 17
N 3	PIREC	VC 27
N 4	LANNOT DE CASTAING	RD 221
N 5	PEYREBERNEDE	VC 38
N 6	PEYREPINOTTE	VC 38
N 7	LA SAUBOTTE 1	VC 22
N 8	LA SAUBOTTE 2	RD 8
N 9	LA SAUBOTTE 3	VC 20
N 10	CASTIGUES 1	VC 21
N 11	CASTIGUES 2	VC 21
N 12	BOUEY	VC 9
N 13	BOURG 1	RD 8
N 14	BOURG 2	
N 15	SALLE DES FETES	RD 221
N 16	MOUTIC	VC 21
N 17	LA BOURRIQUE	RD 221
N 18	JEANTILLE	RD 8E6
N 19	LANGLAIS	VC 5
N 20	TARGOS	VC 3
N 21	LOUBRIE	VC 3

EMPLACEMENT DES RESERVOIRS

N R1	PRAT	RD 221
N R2	ESPAGNET	RD 221

- Service Interministériel Régional de Défense et de Protection Civile

(Préfecture de la Gironde)

Esplanade Charles-de-Gaulle - 33077 BORDEAUX Cedex

TEL : 25.56.90.60.60 - FAX: 05.56.90.60.67

- Direction Régionale de l'Environnement d 'Aquitaine

95 rue de la Liberté - 33073 BOREDEAUX Cedex

TEL : 05.56.93.61.00 - FAX : 05.56.93.61.61

diren@aquitaine.ecologie.gouv.fr

- Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

42 rue du Général-de-Larminat - BP 56 - 33035 BORDEAUX Cedex

TEL : 05.56.00.04.00 - FAX : 05.56.00.04.57

www.aquitaine.drire.gouv.fr

- Direction Départementale de l 'Equipement

Cité Administrative - rue Jules Ferry - BP 90 - 33090 BORDEAUX Cedex

TEL : 05.56.04.80.80 - FAX : 05.56.24.47.24

dde.gironde@equipement.gouv.fr

- Service Départemental d 'Incendie et de Secours

22 boulevard Pierre 1er - 33081 BORDEAUX

TEL : 05.56.01.84.40 - FAX : 05.56.79.26.18

www.direction@sdis33.fr

- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Gironde

Espace Rodesse - 103 bis rue de Belleville - BP 922 - 33062 BORDEAUX Cedex

TEL : 05.57.01.91.00 - FAX : 05.56.96.29.31

dd33-direction@sante.gouv.fr

- Direction Départementale de l 'Agriculture et de la Forêt de la Gironde

Cité Administrative - rue Jules Ferry - BP 50 - 33090 BORDEAUX Cedex

TEL : 05.56.24.80.80 - FAX : 05.56.24.83.36

ddaf33@agriculture.gouv.fr

- Office National des Forêts

31 rue Arsenal - BP 38 - 33029 BOREAUX Cedex

TEL : 05.56.00.64.74 - FAX : 05.56.00.64.70

ag.bordeaux@onf.fr

COMMUNE DE

NOAILLAN

DISPOSITIF COMMUNAL
DE CRISE

POUR EN
SAVOIR PLUS
SITES
INTERNET

Préfecture de la Gironde

www.gironde.pref.gouv.fr

Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable

www.ecologie.gouv.fr

Prévention des Risques Majeurs

www.prim.net

Ministère de l'Agriculture , de l'Alimentation , de la Pêche et des Affaires Rurales

www.agriculture.gouv.fr

Ministère de la Santé et de la Protection Sociale

www.sante.gouv.fr

Direction Régionale de l'Environnement Aquitaine

www.aquitaine.ecologie.gouv.fr

Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Aquitaine

www.aquitaine.drire.gouv.fr

Direction Départementale de l'Équipement

www.gironde.equipement.gouv.fr

Sapeurs-pompiers de France

www.pompiersdefrance.org

Office nationale des Forêts

www.onfr.fr

Conseil Général de la Gironde

www.cg33.fr

Bureau de Recherche Géologiques et Minières

www.brgm.fr